



RAPPORT ANNUEL 2020



DOSSIER SPÉCIAL

VISION 2020



SOMMAIRE

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
LUXDEV, UNE AGENCE SOCIALEMENT RESPONSABLE	6
DOSSIER SPÉCIAL VISION 2020 - LE BILAN	8
LES PROGRAMMES ET TÉMOIGNAGES	35
RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE	193



MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

UNE ANNÉE PARTICULIÈREMENT SENSIBLE

Comme pour l'ensemble du secteur, l'année 2020, de par la situation sanitaire liée à la crise de la COVID-19, aura été une année particulièrement difficile.

Que ce soit au niveau organisationnel ou opérationnel, l'Agence a été amenée à relever de multiples défis et faire face à de nombreux obstacles.

En effet, l'annulation de la quasi-totalité des missions de terrain, le confinement à domicile de certains collaborateurs, voire même l'impossibilité pour certains collaborateurs de retourner dans leur pays de travail, et la limitation des échanges avec les partenaires, eux aussi touchés de plein fouet par la crise, ont lourdement impacté le fonctionnement interne de l'Agence ainsi que la formulation et l'exécution des programmes et projets qui nous sont confiés.

En plus de la complexité de la situation en raison de la crise sanitaire, nous avons dû faire face à différents problèmes liés à l'insécurité et à l'instabilité politique qui règnent dans certains de nos pays d'intervention. Que ce soit le coup d'État survenu en août 2020 au Mali, la chute du gouvernement au Kosovo au mois de mars 2020 ou la forte dégradation de la situation sécuritaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger, l'Agence, en concertation et coordination avec le MAEE a rencontré des défis d'une intensité exceptionnelle, qui sont venus compliquer davantage les opérations menées sur le terrain.

Cependant, malgré les nombreuses difficultés rencontrées au cours de l'année écoulée, les déboursements ont connu une légère hausse par rapport à ceux enregistrés en 2019, passant de 115 939 034 EUR en 2019 à 117 210 302 EUR en 2020.

Sur le plan organisationnel, l'Agence a, une fois de plus, démontré son importante capacité à réagir rapidement et sa grande flexibilité. En effet, dès le début de la pandémie, LuxDev en concertation avec le MAEE a su faire preuve de réactivité. Elle a ainsi très rapidement mis en place des procédures et outils visant à assurer la sécurité de ses collaborateurs, à les assister dans la pratique du télétravail et à maintenir les meilleures relations de travail possibles avec ses partenaires.

Ces adaptations organisationnelles, combinées à une communication interne efficace de la part de la Direction, à un ajustement des outils informatiques ainsi qu'à un engagement sans faille des collaborateurs de l'Agence à tout faire pour permettre à l'Agence d'œuvrer pour bâtir un monde meilleur, durable et solidaire ont permis de maintenir la majorité des activités programmées.

LUTTE CONTRE LA COVID-19

L'Agence, notamment au travers du programme Interventions du Luxembourg dans la lutte contre la COVID-19 - MAE/020, a apporté son appui aux gouvernements partenaires de la Coopération luxembourgeoise. Elle a ainsi, entre autres, assuré la gestion et le suivi administratif des différentes actions qui ont été menées.

Au Niger, une contribution a été apportée au Plan de soutien 2020 aux populations vulnérables du Niger dans le contexte de la COVID-19 dont l'objectif est d'assurer une assistance alimentaire aux populations vulnérables.

Au Mali, un appui a été mis en œuvre dans le cadre de l'objectif stratégique n°1 du plan stratégique du Programme alimentaire mondial, « Assistance alimentaire et nutritionnelle en situation d'urgence » visant à assurer la continuité de l'assistance alimentaire et nutritionnelle essentielle aux populations vulnérables.



Au Sénégal, les services d'urgence et de réanimation « Contrat de performance SAMU » ont été mis aux normes.

Au Salvador, 22 unités de vigilance épidémiologique ont été créées en appui au système national de santé dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19.

Au Laos, un appui à la réponse nationale du secteur de la santé du Laos face à la COVID-19 a été fourni, visant à améliorer les capacités de diagnostic de l'Institut Pasteur du Laos et à fournir en temps réel les résultats des diagnostics aux hôpitaux et au ministère de la Santé.

Au Kosovo, un appui a été donné au Programme de développement des Nations unies, le PNUD, pour atténuer l'impact de la crise sanitaire et humanitaire liée à la COVID-19.

Au Cabo Verde, une aide d'urgence a été fournie aux municipalités afin d'appuyer les conseils municipaux pour la mise en œuvre du plan d'urgence national et des mesures de protection sociale.

Ce ne sont là que quelques exemples d'actions mises en œuvre pour lutter contre la COVID-19.

VISION 2030

Vous trouverez dans ce rapport annuel un dossier spécial établissant le bilan de la vision de l'Agence pour la période 2012 – 2020, dans lequel vous découvrirez le contexte et le contenu de la Vision 2020, les principaux projets menés ainsi que les enseignements et leçons tirées. L'année écoulée ayant marqué la fin de cette vision, LuxDev s'est attelée à établir les bases de sa vision pour la prochaine décennie qui débutera dans le courant de l'année 2021.

Étienne REUTER
Président du Conseil
d'administration

Gaston SCHWARTZ
Directeur général



LUXDEV, UNE AGENCE SOCIALEMENT RESPONSABLE

ENGAGEMENT DE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DE LUXDEV

QU'EST-CE QUE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE) ?

La RSE définit la dynamique de l'ensemble des pratiques mises en place par les organisations dans le but de respecter les principes du développement durable, c'est-à-dire, être économiquement viable, avoir un impact positif sur le bien-être des collaborateurs et des partenaires, ainsi que sur la société en général mais aussi mieux respecter l'environnement.

S'appuyant sur les engagements du Grand-Duché de Luxembourg pour le développement durable, LuxDev vise à intégrer les principes de l'efficacité du développement ainsi que les enjeux environnementaux et climatiques dans son action et ses contributions au bénéfice des plans et programmes de développement de ses pays partenaires.

Le développement durable dans les organisations passe par le concept de RSE. Elle se décrit, selon le livre vert de la Commission européenne, comme « l'intégration volontaire, par les entreprises, des préoccupations sociales et environnementales dans leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes ».

Pour LuxDev, les préoccupations liées à la RSE ne sont pas nouvelles : d'une part, elles sont liées à la mission propre de l'Agence et d'autre part, une démarche RSE a été menée depuis de nombreuses années puisque ce n'est pas uniquement dans le cadre des programmes de coopération que l'Agence doit mener ces réflexions et agir en conséquence, mais également lorsqu'il s'agit du *management* interne de l'Agence.

Lors de la Revue de direction 2019, des indicateurs de performance relatifs à la RSE ont été ajoutés dans la stratégie d'amélioration continue :

- la RSE est alignée sur le référentiel ISO 26000 et comporte un guide spécifique à LuxDev ainsi qu'un plan d'actions RSE avec des indicateurs S.M.A.R.T. (spécifiques, mesurables, accessibles, réalisables et temporels) ;
- le siège et tous les bureaux pays / régionaux ont un plan d'actions RSE avec des indicateurs S.M.A.R.T. en place et suivis annuellement ;
- les principes d'une approche responsable envers l'environnement naturel ainsi que vis-à-vis de la société sont matérialisés à travers une mise à jour du Code de conduite de l'Agence engageant chaque collaborateur.

La démarche RSE a ainsi été redynamisée courant 2020. Un nouveau groupe de travail étendu à de nouveaux membres, du siège comme de chaque bureau pays / régional, a été formé. Une approche collaborative et de co-création avec le terrain est de première importance pour une appropriation maximale des enjeux globaux et locaux.

Le choix d'une méthodologie de travail s'est imposé. Elle concilie la démarche qualité de l'Agence et une expertise externe ponctuelle. Un cahier des charges a été produit en 2020 et l'élaboration du plan d'action sociétal de l'Agence suivra courant 2021.

LES ACTIVITÉS NOTABLES EN 2020



Permanence psychosociale

Soucieux du bien-être en entreprise, et conscient que les temps que nous vivons sont compliqués et peuvent être sujets à des situations parfois difficiles à gérer, le Comité de direction a décidé, en collaboration avec un organisme spécialisé, de mettre en place une permanence psychosociale. Cette « assistance téléphonique » dédiée aux employés du siège et aux expatriés est un exercice pilote d'une année.



Ergonomie en télétravail

LuxDev a subventionné l'acquisition de matériel bureautique pour faciliter la transition en télétravail afin de veiller au bien-être de ses collaborateurs tout en maintenant son niveau d'efficacité et d'efficience.



Compensation des émissions de CO₂

Tous les vols aériens effectués depuis et vers le siège sont compensés par le biais de l'achat d'un forfait de 500 certificats carbone (*Standard Plan Vivo*) qui sont émis via le projet BKF/024 de récupération des terres dégradées en milieu pastoral. La retombée financière revient ainsi aux communautés locales pour encourager la gestion durable des terres réhabilitées.



Consommations responsables

Poursuite de la baisse de consommation de papier et d'énergie, notamment par la mise en place d'une politique qui tend vers le zéro papier. Par ailleurs, au siège, LuxDev a opté pour un fournisseur d'électricité qui garantit un approvisionnement issu à 100% de sources d'énergie renouvelables.



Politique d'achats responsables

Application d'une politique privilégiant l'achat de consommables « éco-responsables, de produits locaux et saisonniers ou d'articles labellisés *fairtrade* ou bio.



Sensibilisation

Désignation de points focaux dans les bureaux pays / régionaux et poursuite de la sensibilisation en continu sur des questions RSE du quotidien comme, par exemple, les conditions de travail et la qualité de vie, le tri des déchets et le recyclage, etc.

Par ailleurs, en 2020, des formations sur les premiers secours et l'utilisation de défibrillateurs ont été offertes aux collaborateurs.





VISION 2020

LE BILAN

01

LE CONTEXTE DE DÉPART

L'ORIGINE

En 2012, LuxDev prévoyait de s'inscrire dans un contexte :



Global - avec les principes de l'efficacité de l'aide au développement global, notamment le Partenariat de Busan et de son dispositif de gouvernance et de suivi.



Européen - avec la division du travail et l'*Agenda for Change* - des conseils de la Commission européenne aux praticiens.



National - avec les stratégies sectorielles et thématiques du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), ainsi que le plan d'action pour l'efficacité de l'aide du Luxembourg.



Il s'agissait d'adapter les pratiques de l'Agence pour apporter une réponse plus efficace face aux défis de plus en plus complexes du développement et ainsi contribuer à une meilleure qualité de l'aide.

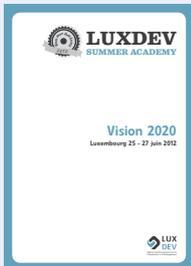
Un des éléments de base de la réflexion résidait dans l'analyse de ce qu'impliquait le Partenariat de Busan et l'*Agenda for Change* pour les praticiens de la coopération au développement. Cette analyse avait été établie et présentée par le *European Centre for Development Policy Management (ECDPM)* lors de la [réunion annuelle 2012 du Réseau des praticiens pour une coopération européenne au développement \(Practitioners' Network\)](#), organisée par LuxDev à Luxembourg.



Par ailleurs, en 2012 le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE venait de publier le rapport de la Revue des pairs du Luxembourg qui concluait que :

Le Luxembourg est apprécié par ses partenaires pour la prévisibilité et la flexibilité de son appui. Il a par bien des aspects une approche exemplaire vis-à-vis des acteurs multilatéraux, et dispose également d'un bilan solide en matière de partenariat humanitaire. En réponse aux recommandations de l'examen de 2008, le Luxembourg a renforcé son cadre stratégique et mis en place des outils pour améliorer le pilotage et la mise en œuvre de la coopération au développement. Il s'engage progressivement dans des approches programmes utilisant davantage les systèmes nationaux.

Le Luxembourg doit veiller à définir un programme et des modalités d'exécution qui tiennent compte de ses contraintes en personnel et tirent le meilleur parti de son dispositif institutionnel. Cela requiert une collaboration étroite entre la Direction de la coopération du ministère des Affaires étrangères et l'agence d'exécution LuxDev, en sorte de maximiser leurs apports respectifs. Cela nécessite également d'améliorer les outils de gestion des ressources humaines. La centralisation du programme et l'absence de bureau de la coopération dans certains pays partenaires privilégiés pèsent sur la qualité d'exécution des projets et entravent le dialogue avec les partenaires. Le Luxembourg devra examiner comment remédier à ces faiblesses. Il gagnera également à renforcer son approche de la gestion axée sur les résultats. Enfin, la cohérence des politiques pour le développement reste un domaine où le Luxembourg peut progresser, ce qui requiert une meilleure compréhension de l'impact de ses politiques nationales sur les efforts de développement des pays partenaires.



En 2012, lors d'une session collaborative interne appelée Académie d'été, l'Agence a fait le point sur l'évolution du contexte de la coopération au développement de l'époque et fait remonter des expériences et bonnes pratiques de sa précédente vision (la Vision 2012), afin de contribuer à la préparation de la Vision 2020.

Ainsi, cette Académie a permis de réviser et affirmer les axes de la Vision 2020 tout en prenant en considération :

- l'expérience des collaborateurs de terrain et du siège ;
- l'analyse fournie par le *European Centre for Development Policy Management* ;
- la contribution d'une agence paire à savoir Enabel (appelée alors CTB) ; et
- la perspective présentée par le ministère des Affaires étrangères luxembourgeois.

LES ADAPTATIONS EN COURS DE ROUTE

Quinze ans après l'adoption des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la planète s'est dotée d'une nouvelle feuille de route pour le développement. Depuis 2017, c'est l'Agenda 2030 avec ses 17 objectifs de développement durable (ODD) qui forment le cadre référentiel du travail de l'Agence. Ils s'appliquent à toutes les nations et visent à s'assurer que personne n'est laissé de côté.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les objectifs de développement durable nous donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice. Les objectifs sont interconnectés et, pour ne laisser personne de côté, il est important d'atteindre chacun d'entre eux, et chacune de leurs cibles, d'ici à 2030.



En tenant compte de ce nouveau référentiel, la Coopération luxembourgeoise a publié en 2018 une nouvelle stratégie générale – en route vers 2030 - qui définit l'engagement du Luxembourg en matière de développement et d'action humanitaire.

L'objectif principal du Luxembourg en matière de coopération au développement est de contribuer à la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté extrême à travers le soutien au développement durable sur le plan économique, social et environnemental.

La Vision 2020 se décline en quatre axes :

- nous sommes un partenaire fiable et efficace pour la concrétisation des engagements de la Coopération luxembourgeoise ;
- nous sommes proches des réalités du terrain, opérationnels et flexibles dans le respect de nos valeurs. Cela nous permet de nous mettre au service de multiples mandants ;
- nous nous engageons avec nos partenaires sur les résultats en termes de développement durable et inclusif, par le renforcement des capacités ;
- nous investissons dans le développement de nos compétences et dans la capitalisation de nos connaissances et de nos expériences.

Les 16 objectifs opérationnels s'articulent autour des quatre dimensions clés: stratégie, système, *skills and staff* (compétences et personnel) et structure.

STRATÉGIE

- développer nos capacités opérationnelles dans les différentes approches et modalités ;
- viser l'appropriation et promouvoir une approche basée sur le renforcement des capacités pour des institutions efficaces ;
- maintenir et renforcer la crédibilité et la réputation de LuxDev ;
- tenir compte de l'importance croissante des thématiques transversales (gouvernance - environnement et changement climatique - genre) ;
- opérationnaliser la division du travail (coopération déléguée) et nous rendre disponibles pour divers mandants ;
- analyser et gérer les risques.

SYSTÈME

- viser l'alignement sur les systèmes nationaux ;
- adapter le système de suivi-évaluation aux nouvelles approches et modalités ;
- renforcer le système de gestion de la connaissance ;
- adapter les systèmes de gestion financière aux nouvelles modalités.

SKILLS AND STAFF (COMPÉTENCES ET PERSONNEL)

- identifier les compétences clés pour la mise en œuvre de la Vision 2020 ;
- développer les compétences et accompagner le changement ;
- développer la politique en matière de ressources humaines en intégrant performance, motivation, capitalisation et gestion de carrière, y compris pour le personnel non-statutaire ;
- fédérer le personnel autour de l'identité de LuxDev.

STRUCTURE

- redéfinir la répartition des rôles entre le siège et les bureaux décentralisés ;
- renforcer la présence dans les pays partenaires en coordination avec le MAEE.



03

LES GRANDS PROJETS

Partenaire fiable et efficace

Flexibilité et proximité des réalités opérationnelles du terrain

Renforcement des capacités pour des résultats durables et inclusifs

APPROCHES, MODALITÉS ET INSTRUMENTS

Ce sont les principes du Partenariat de Busan, de l'Agenda for change et plus tard de l'objectif de développement durable 17, sur les partenariats, qui ont orienté l'évolution des pratiques de l'Agence, à savoir :

- la promotion du dialogue multi-acteurs pour la réforme des politiques ;
- l'utilisation des systèmes nationaux en combinaison avec les modalités d'aide ;
- la conciliation de l'Agenda for change avec le Partenariat de Busan ; et
- un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable.

LES GUIDES ET LE RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ D'ACTION

L'élaboration de plusieurs guides complémentaires entre eux, la mobilisation stratégique de l'expertise du terrain et du siège ainsi qu'un renforcement de l'appui-conseil et des formations internes ont permis à l'Agence de s'aligner davantage sur les systèmes nationaux. Cela a également permis de s'engager avec les partenaires sur les résultats en termes de développement inclusif, par le renforcement des capacités.

La conception, la rédaction et l'expérimentation de tous les guides ont suivi une approche participative et fédérative, associant des collaborateurs de LuxDev. Les guides se veulent pragmatiques avec des références théoriques et bibliographiques combinées à des outils pratiques pour le terrain. Ils s'adressent avant tout aux collaborateurs de LuxDev, notamment les assistants techniques et experts, pour une mise en œuvre efficace, cohérente et efficiente des interventions. Par ailleurs, ils expliquent aux consultants externes et aux partenaires de l'Agence quelles sont les attentes et le positionnement de LuxDev sur le sujet en question et montrent la pluralité d'outils et de méthodes mobilisables.

Le guide Approches, modalités et instruments et le guide opérationnel : accords de partenariat opérationnel – 2014



Ce guide détaille la famille des instruments permettant la gestion déléguée au sein de l'approche projet. Par le transfert de la responsabilité pour la mise en œuvre d'un ou de plusieurs volets des projets aux partenaires des pays d'intervention, l'accord de partenariat opérationnel poursuit des objectifs multiples : le renforcement des capacités des partenaires, la responsabilité mutuelle, l'amélioration de l'appropriation et l'alignement de l'aide sur les procédures et les systèmes des pays partenaires.

Depuis 2017, le guide est accompagné d'un e-learning accessible à l'ensemble des collaborateurs et depuis 2020, d'un aide-mémoire qui facilite la mise en place des accords.



Dans la même dynamique, LuxDev a également publié en 2019 une note sur le montage d'un fonds sectoriel et a ainsi capitalisé cette démarche au travers d'études de cas.

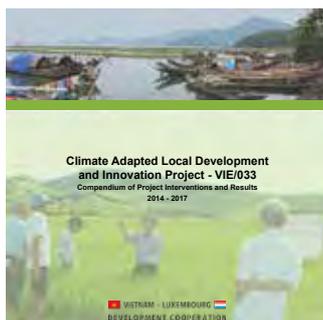
Le guide technique pour la formulation, la gestion et le suivi axé sur les résultats – 2016



Ce guide vise à renforcer la formulation, le suivi, la gestion et la redevabilité dans une optique axée sur les résultats.

Son but est ainsi de :

- donner des indications pour la mise en place de systèmes de gestion des risques et de cadres logiques de qualité ;
- encourager la mise en place de systèmes de suivi performants pour différents instruments, approches et modalités d'assistance afin d'optimiser l'efficacité des interventions ;
- chercher à s'aligner sur les systèmes de suivi et de gestion des risques de la contrepartie nationale, et renforcer ces systèmes afin d'en augmenter la qualité et la performance ;
- harmoniser et homogénéiser le portefeuille des interventions de LuxDev et ainsi améliorer le système de rapportage et de communication des interventions ; et
- renforcer la performance de la coopération en général en termes de pertinence, efficacité, impact et durabilité, grâce à l'amélioration de la gestion axée sur les résultats (planification, pilotage, mise en œuvre, suivi, rapportage).



Le guide technique pour la formulation, la gestion et le suivi axé sur les résultats a permis à l'Agence de renforcer la capacité de suivi des interventions – 2016.

Exemples concrets publié sous forme de Compendium

Le guide opérationnel en renforcement des capacités – 2018



Fin 2016, le Ministère a commandité une évaluation indépendante de l'approche globale du renforcement des capacités au sein de la Coopération luxembourgeoise. Cette évaluation stratégique, qui s'est déroulée au cours du premier trimestre 2017, s'est basée sur l'examen du renforcement des capacités de huit interventions en Afrique de l'Ouest. Une des recommandations de cette évaluation était de développer un guide spécifique au renforcement des capacités qui donne un véritable cadre d'identification, de formulation, de suivi-évaluation et de mise en œuvre, au-delà des questions de procédures ou de financement. Le guide a donc pour vocation de proposer une panoplie d'outils pratiques à toute personne chargée d'identifier, de formuler ou de mettre en œuvre l'appui au renforcement des capacités au sein des interventions.

Après trois années d'application, ce guide est en cours d'actualisation afin de l'enrichir de méthodes et outils expérimentés sur le terrain. Un module de formation à distance a également été développé pour faciliter sa mise en œuvre.

En 2020, les principales avancées concernent :

- la définition d'une méthodologie d'accompagnement du changement (après une concertation très large, un manuel de référence a été élaboré et cette méthodologie pourra servir de référence aux formulations à venir) ;
- le renforcement des compétences des assistants techniques en lien avec le renforcement des capacités (une première session de formation sur les « compétences douces » a été organisée et a été complétée par des fiches pratiques) ;
- la définition d'un chantier conjoint avec l'Agence française de développement et le [Bureau organisation et méthodes du Sénégal](#) relatif au suivi-évaluation appliqué au renforcement des capacités.

FOCUS SUR LA DÉMARCHE D'ACCOMPAGNEMENT DU CHANGEMENT

En 2018 et 2019, l'Agence a fait ses premiers pas au travers des approches « orientée changement » en démarrant une expérience pilote au Sénégal. À partir d'une démarche participative impliquant l'ensemble des parties prenantes des secteurs de la santé et de la formation professionnelle et technique, des « chemins de changement » et des appuis au renforcement des capacités ont été déterminés début 2019 dans le cadre du Programme indicatif de coopération IV établi entre les gouvernements du Sénégal et du Luxembourg.

À partir de la capitalisation de cette première expérience au Sénégal et d'autres expérimentations au Laos et au Mali, l'Agence s'est dotée d'un référentiel complet (manuel, outils, modules de formation), permettant de concevoir et de mettre en œuvre les interventions selon une démarche d'accompagnement du changement.

Plus-value de la démarche orientée changement

-  Construction d'une vision partagée sur le changement et les chemins à prendre pour y parvenir.
-  Expliciter le raisonnement et modéliser les interventions : analyse conjointe du système et des changements possibles.
-  Évaluer le changement et vérifier les hypothèses tout au long de l'intervention.
-  Valoriser et renforcer les systèmes nationaux : le renforcement des capacités au cœur des interventions.

UNE RECONNAISSANCE INTERNATIONALE

L'élaboration de ces guides et l'application des principes qui y sont présentés ont porté leurs fruits puisque les pratiques de l'Agence ont été citées en exemple dans le rapport 2016 sur le Partenariat mondial de l'OCDE.

Extrait du rapport sur le Partenariat mondial de l'OCDE



Encadré 3.4. Facteurs et initiatives qui accroissent l'utilisation des systèmes nationaux

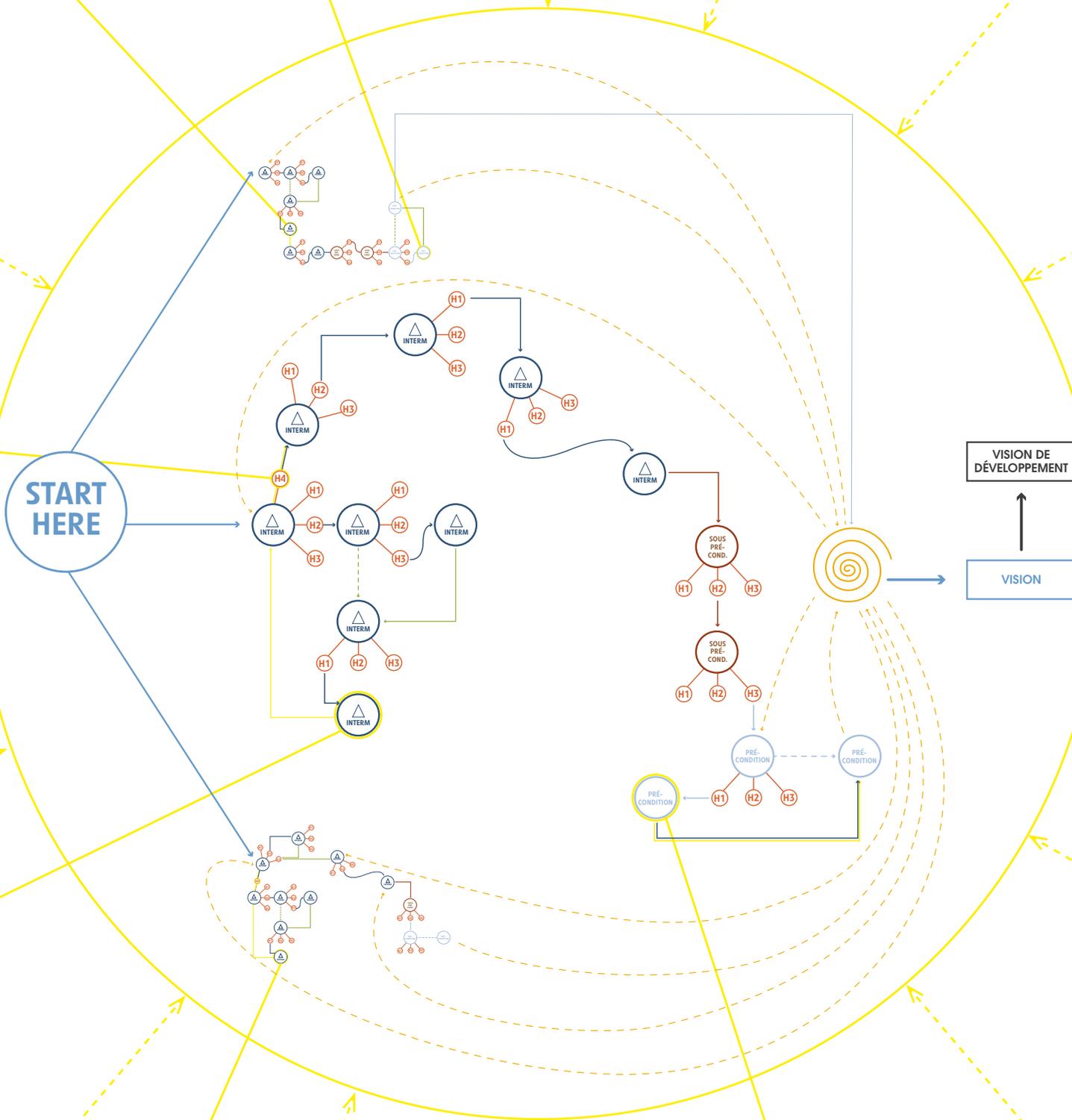
Finalement, certains partenaires du développement expérimentent de nouvelles modalités de coopération pour le développement au niveau du pays qui s'appuient davantage sur une utilisation accrue des systèmes nationaux. Le Luxembourg a développé l'aide budgétisée au Sénégal, un hybride entre les interventions du type projet et le soutien au budget sectoriel. Les modalités axées sur les résultats, où les fonds sont décaissés après la réalisation des résultats souhaités, retiennent également l'attention. La modalité du Programme pour les résultats de la Banque mondiale est un exemple de cette approche avec un financement global de 12 milliards USD. Une assistance technique supplémentaire est souvent comprise comme parti de l'ensemble pour aider les gouvernements à renforcer leurs propres systèmes nationaux.

Légende

- Changement intermédiaire
- Hypothèses
- Ne fonctionne pas, retour en arrière
- Sous pré-conditions
- Pré-conditions
- Vision
- Vision de développement
- Influences extérieures
- Évaluations
- Suivi recommandation évaluation

THÉORIE DU CHANGEMENT

RIEN N'EST FIGÉ, TOUT EST EN MOUVEMENT!



OPTIMUS, UNE RESTRUCTURATION EN PROFONDEUR DES MODES DE FONCTIONNEMENT

Partenaire fiable et efficace

Flexibilité et proximité des réalités opérationnelles du terrain

Grâce à Optimus, LuxDev a poursuivi son évolution en accord avec les objectifs de sa Vision 2020.

“ Nous sommes proches des réalités du terrain, opérationnels et flexibles en respect de nos valeurs. Cela nous permet de nous mettre au service de multiples mandants. ”

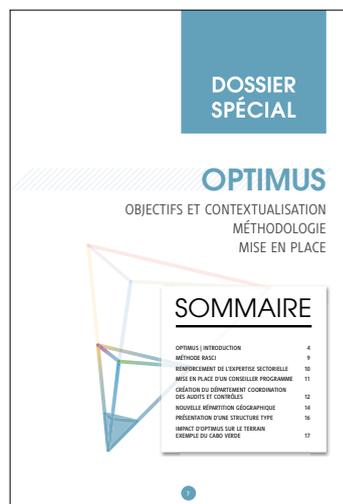
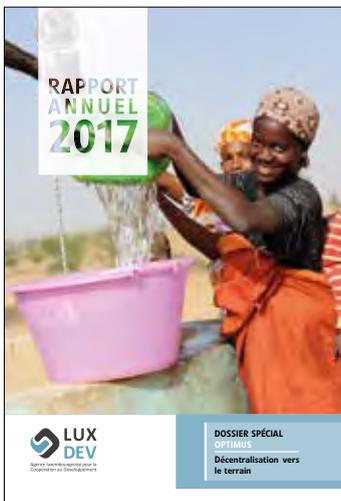
Deuxième axe de la Vision 2020

Objectifs structurels de la Vision 2020 :

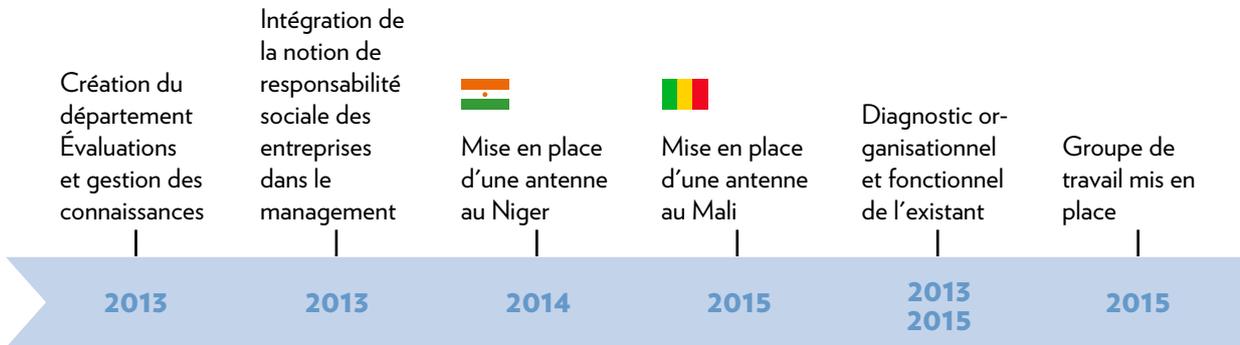
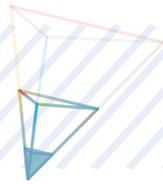
- redéfinir la répartition des rôles entre le siège et les bureaux décentralisés ;
- renforcer la présence dans les pays partenaires en coordination avec le MAEE.

La restructuration Optimus se traduisait essentiellement par une décentralisation et un transfert de compétences vers le terrain afin d'améliorer la mise en place et l'efficacité des programmes et projets. Particulièrement attentive à maintenir un cadre de communication adéquat entre le siège et le terrain, notamment grâce à l'établissement des comités de suivi de la mise en œuvre, elle s'efforce de garantir un bon flux d'informations envers les bailleurs de fonds. Une structure standard pour les bureaux pays (dont le nombre a été augmenté) et régionaux a été validée et mise en place.

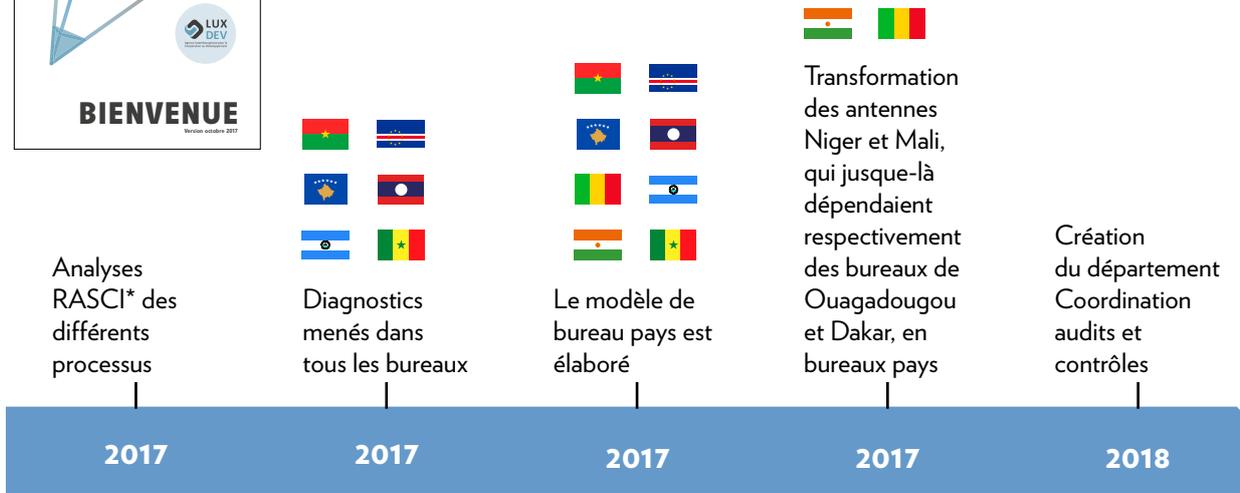
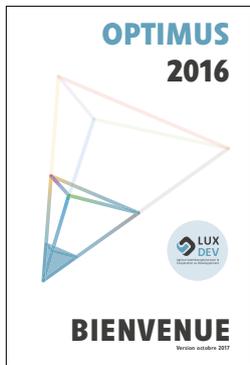
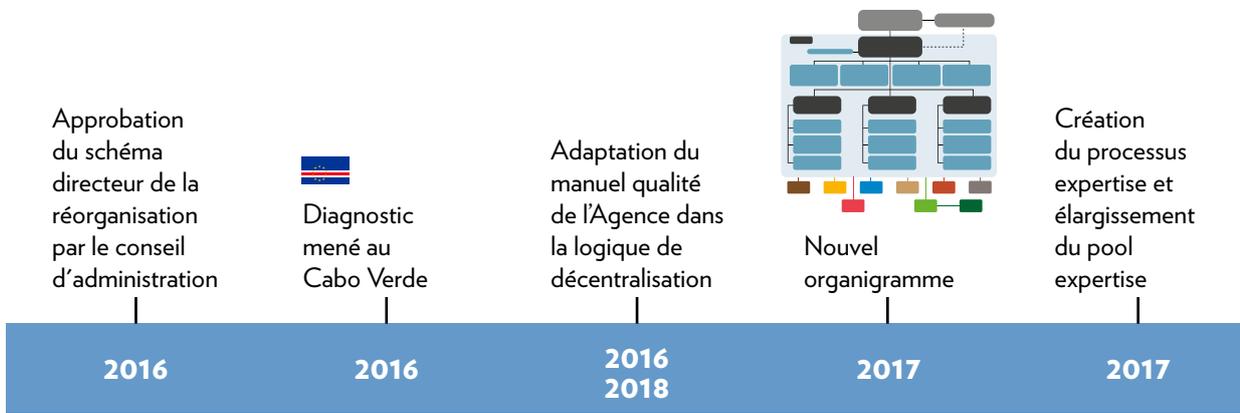
La réforme Optimus a redéfini la répartition des rôles entre le siège et les bureaux décentralisés, notamment à travers une autonomie accrue du terrain. Parmi les responsabilités transférées se trouvent notamment la formulation ainsi que des aspects de contrôle interne, essentiellement de nature *ex ante*, c'est à dire des vérifications et validations d'actions avant leur réalisation. Cette hausse de redevabilité du terrain en termes de contrôle *ex ante* va de pair avec une hausse des efforts du siège en termes de coordination du contrôle interne, de nature principalement *ex post*, c'est-à-dire des vérifications d'actions après leur réalisation. C'est dans ce cadre qu'un nouveau département a été créé au siège de l'Agence, le département Coordination audits et contrôles, dont le champ de contrôle s'étend à tous les processus de mise en œuvre des projets et programmes. Par ailleurs, une procédure de gestion des risques et une cartographie des risques ont été publiées et la formulation des interventions, déléguée au terrain, a été renforcée par un nouveau modèle de document technique et financier incluant une analyse des risques des interventions.



Réforme Optimus



Éléments préalables à la réforme Optimus



* L'analyse RASCI (*responsible, accountable, support, consulted and informed*) permet de définir les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes.



THÈMES TRANSVERSAUX

Renforcement des capacités pour des résultats durables et inclusifs

Développement des compétences et capitalisation

RENFORCEMENT DU PÔLE D'EXPERTISE

La prise en charge des thèmes transversaux a été renforcée d'abord par la création d'un premier pool d'experts en 2010. Dans le cadre de la Vision 2020 et notamment d'Optimus, le nombre d'experts a été augmenté, leurs fonctions ont été précisées et regroupées au sein du département des Programmes. Ce positionnement accompagné des modifications dans les processus d'interventions a permis à la fois de garantir une plus grande proximité avec le terrain et une meilleure visibilité de leur travail :

- mettre à disposition des équipes terrain des informations techniques et scientifiques pertinentes en termes de cadre normatif, stratégies, approches et bonnes pratiques issues du travail de veille, d'innovation, de collecte d'information et d'échanges internes et avec les pairs ;
- assurer un appui/conseil aux équipes terrain sur les domaines d'interventions prioritaires et stratégiques, validés collectivement ;
- appuyer, dans chaque domaine d'expertise, la formation continue des collaborateurs en accord avec les besoins de la mise en œuvre des mandats.

Domaines d'expertise de l'Agence

Pôle d'experts actuel en :



Digital4Development - D4D



Formation professionnelle



Monitoring



Environnement et changement climatique



Genre



Renforcement des capacités



Finances durables



Gestion des finances publiques et appuis institutionnels

Développement des compétences et capitalisation

SENSIBILISATION INTERNE ENVERS LES THÈMES TRANSVERSAUX

En plus de l'encadrement et appui/conseil spécialisé systématique lors des formulations et un appui et encadrement technique et stratégique lors de la mise en œuvre, de nombreuses formations ont renforcé l'intégration des thèmes transversaux dans les interventions et de nombreuses expériences du terrain ont pu être capitalisées.

Exemples de formations

- sessions sur les thématiques transversales intégrées dans toutes les formations au siège (nouveaux arrivants et formation continue d'anciens collaborateurs) ;
- atelier à Ouagadougou sur l'environnement et les constructions durables - mai 2013 ;
- séminaire sur la budgétisation sensible à l'environnement et au changement climatique - mai 2014 ;
- intégration de séances traitant des thèmes transversaux lors de chaque session d'échanges annuelle entre le siège et les représentants résidents

Exemples de capitalisation

Notes de capitalisation

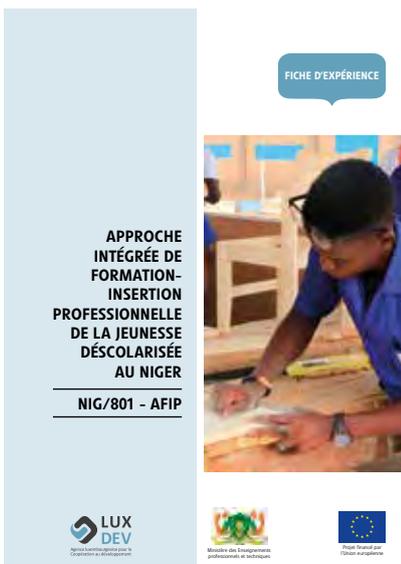


Progrès vers l'institutionnalisation du genre au Sénégal



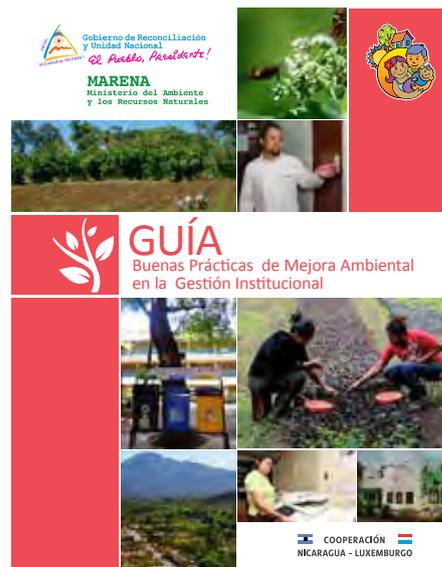
Efficacité de l'aide : une autre voie est possible

Fiches d'expérience



Approche intégrée de formation - insertion professionnelle de la jeunesse déscolarisée au Niger - NIG/801

Bonnes pratiques



Guía | Buenas prácticas de mejora ambiental en la gestión institucional

ADOPTION D'UN RÔLE DE CONSEILLER AU NIVEAU DES THÈMES TRANSVERSAUX

Partenaire
fiable et efficace



Un appui-conseil a été fourni au ministère des Affaires étrangères et européennes luxembourgeois pour l'adaptation des stratégies thématiques, leur intégration dans les Programmes indicatifs de coopération et la mise en œuvre des interventions y relatives. Ainsi, LuxDev a été mandatée pour réaliser des études spécifiques, comme par exemple l'étude sur les énergies renouvelables au Cabo Verde, ou encore des études sur la gestion des finances publiques au Mali, au Cabo Verde et au Niger. Selon les demandes de la Coopération luxembourgeoise, l'Agence a participé activement, à travers un partage documentaire et d'information technique en lien avec les thèmes en question, à des réunions et rencontres spécifiques avec d'autres coopérations et bailleurs.

Cabo Verde : études de diagnostic initial du sous-secteur des énergies renouvelables

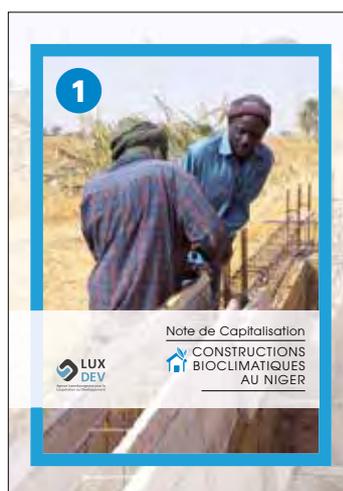


C'est en réponse aux nombreux défis de l'éducation et de la formation professionnelle que l'Union européenne a décidé de créer la VET-Toolbox. Cette facilité fournit aux pays partenaires une expertise de haut niveau et des outils destinés aux politiques et réformes de l'enseignement et de la formation professionnels, tout en stimulant l'implication du secteur privé et en assurant l'inclusion des groupes les plus vulnérables. LuxDev en est membre depuis sa création et a co-organisé de nombreuses activités et ateliers thématiques. Cette plateforme permet à LuxDev de capitaliser les bonnes pratiques d'autres partenaires, ainsi que de partager ses expériences et leçons apprises avec le réseau.



C'est à travers ces outils et conseils que des mécanismes durables de consultation et de participation active du secteur privé et du secteur de l'enseignement et de la formation professionnels sont développés et dispensés.

Le développement des partenariats privés-publics dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels



Constructions bioclimatiques au Niger

Une procédure « verte » d'acquisition de constructions durables permet depuis 2013 à l'Agence d'intégrer les enjeux environnementaux jusque dans ses procédures de passation de marchés. LuxDev s'est dotée des compétences pour faire un screening environnemental lors des formulations si la situation l'exige.

Flexibilité et proximité des réalités opérationnelles du terrain

LA SPÉCIALISATION DANS LES THÈMES TRANSVERSAUX OUVRE DE NOUVELLES PORTES!

En 2019, après un processus d'intégration de trois ans, LuxDev a été accréditée au Fonds vert pour le climat. Ce fonds, mis en place par la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, est le plus important fonds international pour la lutte contre le changement climatique.

Cette accréditation ouvre des opportunités importantes pour participer à l'identification de nouveaux projets d'adaptation et d'atténuation, complémentaires au programme de coopération bilatérale.

1 Mars
Par Bas Brimer

LuxDev is Green Climate Fund accredited!

LuxDev is proud to announce that, during the 22nd Meeting of the Board of the Green Climate Fund in Songdo, South Korea, the Agency was accredited to the GCF as an international accredited entity.



22nd Meeting of the Board of the Green Climate Fund / © GCF

Following this accreditation, the Luxembourg Development Cooperation Agency will have access to a new source of funding that will complement official development assistance (ODA) funding and, hence, contribute to a continuous shift to low-emission and climate resilient sustainable development.

This will allow LuxDev to contribute to furthering the objectives of the GCF and increasing the share of adaptation and mitigation efforts to combat the fierce effects resulting from climate change and affecting the most vulnerable.

WELCOME TO OUR NEW ACCREDITED ENTITIES

Accredited Entities (AEs) are GCF's partners in channeling resources to climate projects in developing countries.

TOTAL NUMBER OF AEs AS OF 31 FEBRUARY 2019: **84**

DIRECT ACCESS ENTITIES (NATIONAL AND LOCAL LEVELS): **48**



DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, ÉCHANGES D'EXPÉRIENCES ET CAPITALISATION

LE CADRE

À travers la Vision 2020, l'Agence a exprimé une volonté claire de mettre l'apprentissage et la gestion des connaissances au cœur de ses méthodes de travail. Sur base d'une enquête et d'une étude comparative, une première stratégie de gestion des connaissances est née en 2014 laquelle intègre la capitalisation et l'apprentissage comme éléments essentiels de l'Agence.



La Connaissance

La Connaissance se réfère à l'ensemble des informations et des savoir-faire qu'un individu utilise pour résoudre des problèmes.

“ Il faut de la connaissance pour résoudre un problème... ”



De nombreux efforts de capitalisation ont eu lieu au sein des projets et programmes exécutés par LuxDev. D'une part, certaines évaluations recommandaient de capitaliser des sujets spécifiques dans les interventions et d'autre part, les acteurs des interventions eux-mêmes ont ressenti un besoin de capitaliser leurs expériences, afin d'en tirer les leçons pour des phases consécutives des interventions (renforcement de l'efficacité et de l'efficacité), pour documenter leurs pratiques ou innovations (valorisation) ou pour faire un plaidoyer.

Partant du contexte général favorable à la capitalisation d'expériences et de ces nombreux efforts du terrain et de la dynamique ainsi créée, il a été jugé crucial de disposer d'un guide afin de clarifier les concepts et les principes et avoir ainsi une démarche commune qui liera la capitalisation décentralisée à l'apprentissage institutionnel de l'Agence. Le guide est destiné d'une part au personnel de l'Agence et d'autre part, aux partenaires et intervenants externes qui souhaitent se renseigner sur la manière dont l'Agence capitalise ses expériences.

Les avantages de la capitalisation d'expériences



Dans ce cadre d'apprentissage et suite aux recommandations de la Revue des pairs de 2012, les évaluations ont été rendues plus indépendantes à travers la création d'un département en charge des évaluations et plus stratégiques à travers un lien avec la gestion des connaissances et l'intensification de la collaboration avec le MAEE luxembourgeois (revues pays conjointes et évaluations thématiques). Dans un but de redevabilité et de partage de leçons apprises tous les résumés des évaluations indépendantes réalisées par l'agence sont publiés.

Un des principaux outils à disposition des collaborateurs pour faciliter le flux de l'information et de la connaissance est l'intranet de LuxDev. Cet outil interne créé en 2003 a été modernisé en 2015/2016 afin de devenir un outil vivant, convivial, qui permet de valoriser la connaissance produite dans les interventions, d'échanger et de faciliter le contact entre tous les collaborateurs de l'Agence.

Bien que la modernisation de 2016 a apporté certaines solutions, l'évolution de l'Agence a poussé LuxDev à une transformation en profondeur de son système d'informations. L'objectif était de répondre aux nouveaux enjeux, mieux interagir avec les bailleurs et partenaires et répondre aux obligations vis-à-vis de l'État luxembourgeois. Le projet Ariane•IT est donc né en 2018 et a été validé par le conseil d'administration en 2019.

Une vidéo a été réalisée pour présenter le programme tel qu'imaginé par LuxDev :





Développement
des compétences
et capitalisation

LES FORMATIONS ET LE RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES

Des profils de compétences par poste ont été établis pour le siège. De plus, parallèlement au travail d'élaboration des profils de fonction, un catalogue de compétences, qui est en constante évolution, a également été mis sur pied. Les compétences ont été intégrées dans les bilans de performance et plans de développement et une politique d'évaluation pour l'ensemble des collaborateurs a été développée. Ainsi, l'Agence a développé sa politique en ressources humaines en intégrant performance, motivation, capitalisation et gestion de carrière.

LuxDev continue de soutenir les efforts en formation de ses collaborateurs. En 2015, au siège, le nombre moyen d'heures passées en formation par salarié s'élevait à 29 heures, et le taux de collaborateurs formés était de 84 %, ce qui est au-dessus de la moyenne nationale au Luxembourg qui tourne autour de 50 %. L'Agence encourage particulièrement ses collaborateurs à revêtir le costume de formateur interne, que ce soit par exemple pour tout ce qui touche aux processus et procédures internes ou aux outils bureautiques utilisés, mais également par le biais d'académies annuelles. Ces académies constituent des moments privilégiés de la formation interne basés sur les échanges de bonnes pratiques, les retours d'expériences et les réflexions de groupes.

Les collaborateurs sont appelés annuellement à faire le point sur les formations suivies pendant l'année, ce qu'ils en ont retenu, ce qu'ils ont mis en pratique, et comment ils ont partagé ces nouveaux savoirs et savoir-faire avec leurs collègues.



Renforcement des
capacités pour des
résultats durables et
inclusifs

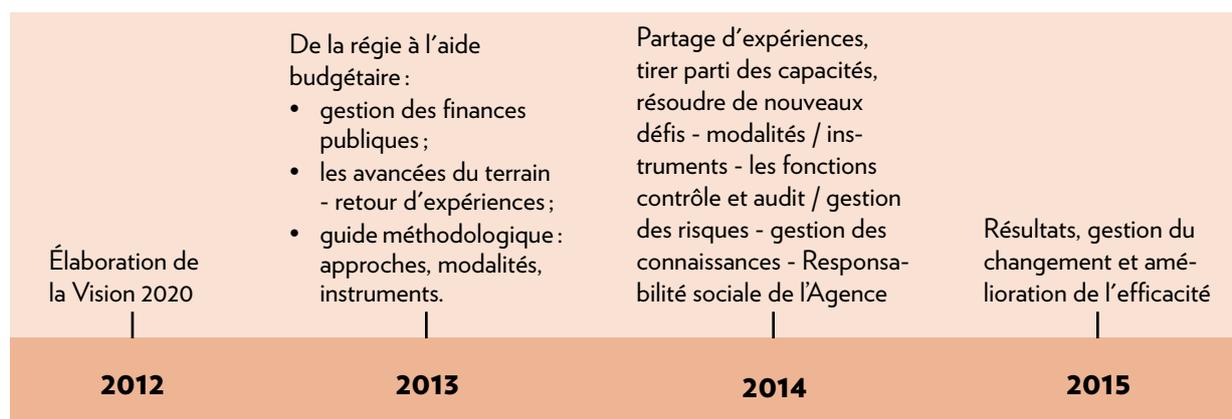


Développement
des compétences
et capitalisation

L'ÉCHANGE ET LE PARTAGE

Au-delà des formations organisées sur base des besoins identifiés lors des entretiens d'évaluation annuels, LuxDev organise, depuis 2010, des sessions annuelles, appelées académies, qui regroupent pendant une semaine des collaborateurs du siège et des bureaux régionaux autour de sujets jugés stratégiques pour l'Agence.

Les différentes académies d'été qui ont rythmé la Vision 2020 :



À partir de 2016, les Académies ont été renommées et réorientées afin de renforcer et d'optimiser la mise en œuvre de la restructuration Optimus mais le principe de partage et d'échange est resté inchangé.

Les échanges extrêmement riches au cours de ces sessions d'échanges permettent non seulement de partager des savoirs, mais également, en confrontant les différentes expériences, de créer de nouvelles connaissances. Elles constituent ainsi un outil important d'apprentissage, d'échanges interpersonnels et de gestion des connaissances.

C'est cette culture de l'échange, du partage, de la diffusion, de l'approfondissement de nos connaissances et compétences que l'Agence s'efforce de soutenir.

Partenaire fiable et efficace

Flexibilité et proximité des réalités opérationnelles du terrain

RÉPUTATION ET CRÉDIBILITÉ DE LUXDEV

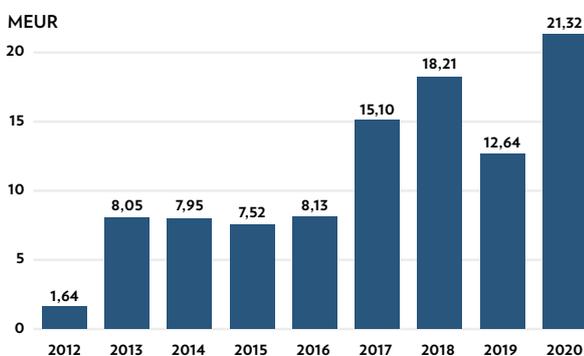
En décembre 2017, une nouvelle convention a été négociée et signée avec l'État luxembourgeois, représenté par le MAEE. Cette convention donne à LuxDev plus de place en appui / conseil à l'État luxembourgeois et clarifie le point sur les coopérations déléguées et les opérations pour tiers, ce qui permet à l'Agence d'être au service de multiples mandants.

La division du travail est matérialisée à travers la recherche d'opportunités de coopération déléguée, comme par exemple avec la Commission européenne, les coopérations suisse et danoise.

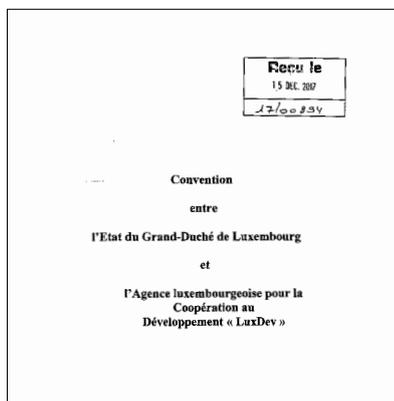
LuxDev participe activement aux réseaux dont elle est membre, comme Learn4Dev, le Practitioners' Network, le TVET¹-Toolbox, EvalNet du CAD/OCDE, etc. Des partenariats ont été créés, comme par exemple, au Cabo Verde avec le centre de compétences du Luxembourg, au Laos avec l'Université du Luxembourg, ADA et CARITAS ou encore en Mongolie avec l'institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle du Luxembourg.

Jusqu'en août 2013, LuxDev a assuré le secrétariat de la Table ronde de la microfinance au Luxembourg pour le compte de la direction de la Coopération au développement qui en a assuré la présidence. L'objectif de la Table ronde était d'« Assurer à Luxembourg une bonne gestion des connaissances en matière de microfinance et de finance inclusive, comprises à la fois comme un ensemble d'outils de lutte contre la pauvreté et un ensemble d'opportunités d'investissement socialement responsable, en vue d'une plus grande cohérence entre les activités des membres de la Table ronde de la microfinance ». Par ailleurs, la transparence a été renforcée au travers de la publication des résumés de toutes les évaluations réalisées depuis 2012, ce qui a permis par la même occasion d'améliorer la redevabilité.

L'évolution des budgets liés aux opérations pour bailleurs tiers



Lancement du VET-Toolbox



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Une nouvelle convention a été négociée et signée avec l'État luxembourgeois, représenté par le MAEE

1 TVET - Technical and Vocational Education and Training

1 Octobre
Par BÉNOÎT SAINTIQUIAN

Facebook Twitter

✎ Éditer la news

LuxDev, l'agence luxembourgeoise pour la Coopération au développement, a 40 ans !

Cela fait maintenant 40 ans que LuxDev, l'agence luxembourgeoise pour la Coopération au développement, participe activement à la mise en œuvre de la politique de coopération au développement du gouvernement luxembourgeois.

L'Agence est présente dans 12 pays répartis sur quatre continents et est essentiellement active dans les secteurs de l'éducation et la formation professionnelle, la santé, les énergies renouvelables, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la décentralisation et la gouvernance locale, la gestion des ressources naturelles ainsi que de l'eau et de l'assainissement.

Travaillant en premier lieu pour la Coopération luxembourgeoise, l'Agence a su, grâce à son savoir-faire et son expérience, évoluer et se développer au fil du temps. De fait, elle a petit à petit acquis une renommée internationale et s'est vue confier la mise en œuvre de projets et programmes de coopération par d'autres bailleurs tels que, par exemple, l'Union européenne, la Suisse ou le Danemark.

Mais la principale évolution de LuxDev, dont la mission consiste aujourd'hui à contribuer au renforcement des capacités des partenaires de la coopération luxembourgeoise afin de leur permettre d'exercer une réelle maîtrise sur leurs propres politiques et stratégies de développement, réside dans la mutation de son mode opératoire.

Cette évolution majeure a été mise en exergue récemment lors d'une conférence-anniversaire intitulée :

“ Quand le rythme des tambours change, les pas du danseur changent aussi ”



13 Octobre
Par Adrien Fisch

Bureau régional de Luxembourg Bureau Sarrebourg
Bureau Kiewit Bureau Côte d'Ivoire Bureau Sultan Fawc

Facebook Twitter

✎ Éditer la news

Signature de la Charte de la Médiation par LuxDev

LuxDev fait partie des 20 premières entreprises et organisations qui, le 9 octobre 2015, ont signé la Charte sur la Médiation lors d'une cérémonie officielle organisée par le CMCC (Centre de Médiation civile et commerciale), en partenariat avec la Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce.

En tant que signataire de la Charte de la Médiation, LuxDev s'engage, lorsque l'Agence se retrouve dans une situation pouvant mener à un conflit inter- ou intra-entreprise, d'opter tout d'abord pour un processus de médiation afin de trouver une solution amiable au litige.

« En tant que processus confidentiel qui permet de régler des différends de façon efficace, la médiation me semble particulièrement intéressante pour le monde des entreprises. Par ailleurs, elle constitue une méthode efficace de prévention de conflits. De par les valeurs qui la sous-tendent, elle s'intègre parfaitement dans la démarche RSE poursuivie par l'Agence », souligne Gaston Schwartz, Directeur général de LuxDev.



En 2018, dans le cadre de la nouvelle norme ISO 9001:2015, des analyses forces, faiblesses, opportunités et menaces (SWOT-*Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats*) ont été réalisées pour l'ensemble des processus de l'Agence. Parmi les principaux éléments intéressants pour la Vision 2030, on peut citer :

FORCES

- 40 ans de l'Agence ;
- stabilité du personnel ;
- plan Optimus ;
- différentes approches de mise en œuvre maîtrisées (projets, programmes, exécution nationale, etc.).

FAIBLESSES

- décentralisation toujours en cours de stabilisation ;
- système d'information de l'Agence ;
- ressources humaines : pyramide des âges défavorable ;
- gestion des connaissances : système immature.

OPPORTUNITÉS

- stratégie générale de la Coopération luxembourgeoise - en route vers 2030 (septembre 2018) ;
- convention signée entre l'État et LuxDev (décembre 2017) ;
- accréditation au *Green Climate Fund* (2019) ;
- certification ISO 9001:2015 (octobre 2018) ;
- Aide publique au développement en croissance constante (chiffres absolus) ;
- opportunités Activités pour bailleurs tiers (ABT).

MENACES

- l'instabilité de l'environnement politique et macro-économique dans les pays d'intervention ;
- risques sécuritaires et sanitaires mettant en péril le personnel ;
- manque de stratégie pour l'approche ABT et imprédictibilité/irrégularité des budgets ABT ;
- fraude et corruption.

LES PRINCIPALES FORCES DE LA VISION 2020

DONNER LE CAP À SUIVRE

Suite à l'élaboration de grandes lignes d'orientation, la Vision 2020 a permis d'établir une direction concrète à suivre par l'Agence et influencé positivement ses activités internes et externes.

VALORISER L'AGENCE

La Vision 2020 a permis de renforcer l'image de l'Agence et accroître sa visibilité.

RÉPARTIR LES RESPONSABILITÉS POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ

Grâce à la réforme Optimus réalisée dans le cadre de la Vision 2020, une décentralisation des activités et des responsabilités a été rendue possible et est devenue effective dès 2018.

AMÉLIORER LES SYSTÈMES DE L'AGENCE

L'Agence a perfectionné ses systèmes grâce à une démarche structurée en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles approches et modalités.

DÉVELOPPER LA NOTORIÉTÉ DE L'AGENCE

La Vision 2020 a eu pour effet d'asseoir la réputation de l'Agence et d'augmenter le nombre de collaborations avec les autres bailleurs et partenaires.

FLUIDIFIER LE TRAVAIL DE L'AGENCE

La Vision a joué un grand rôle dans l'harmonisation des bureaux, la décentralisation et la standardisation des démarches et procédures.

LES POINTS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION LORS DE L'ÉLABORATION DE LA VISION 2030

VEILLER À MAINTENIR UN ENGAGEMENT CONTINU

Une perte d'élan au niveau opérationnel a été constatée suite à la réforme Optimus. Différents niveaux du plan d'action de la Vision 2020 n'étant plus adaptés suite aux changements induits par la réforme, elle a alors perdu en dynamisme. De plus, le fait que de nombreuses activités soient déjà finalisées a accentué cette perte d'élan ces trois dernières années.

ASSURER UNE IMPLICATION GLOBALE

Bien que le plan d'action ait été relayé au niveau local dans plusieurs régions, une plus forte intégration du terrain a été demandée, ainsi qu'un plan de suivi intégrant les différents niveaux (central, bureaux pays / régionaux et projets / programmes).

PRÉVOIR DES OUTILS DE MESURE DE L'IMPACT DE LA VISION 2030

Afin de pouvoir mesurer les résultats, des indicateurs devraient être identifiés pour la Vision 2030 et son plan d'action. Certaines thématiques de la Vision 2020 n'ont pas abouti, ou seulement partiellement, et il aurait été intéressant d'en faire le bilan.

PROMOUVOIR LA VISION

Un manque de communication sur la Vision 2020 a eu pour effet de limiter son appropriation par l'ensemble des collaborateurs.

05

VUE D'ENSEMBLE



Environnement externe

Publications et activités liées à la Vison 2020



Partenariat de Busan

2011

Signature nouvelle convention LuxDev - État luxembourgeois

2011



Agenda for change

2012



Politiques 2012 du MAEE

2012

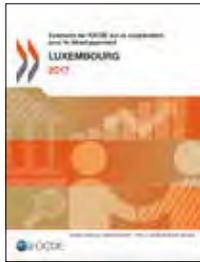


Revue des pairs OCDE / CAD

2012

2013

Révision de la politique d'évaluation



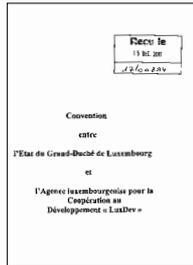
Revue des pairs OCDE / CAD

2017



Objectifs de développement durable

2017



Signature nouvelle convention LuxDev - État luxembourgeois

2017



Stratégie générale - En route vers 2030

2018



Nouvelle identité de la Coopération luxembourgeoise lancée en septembre 2018

2018

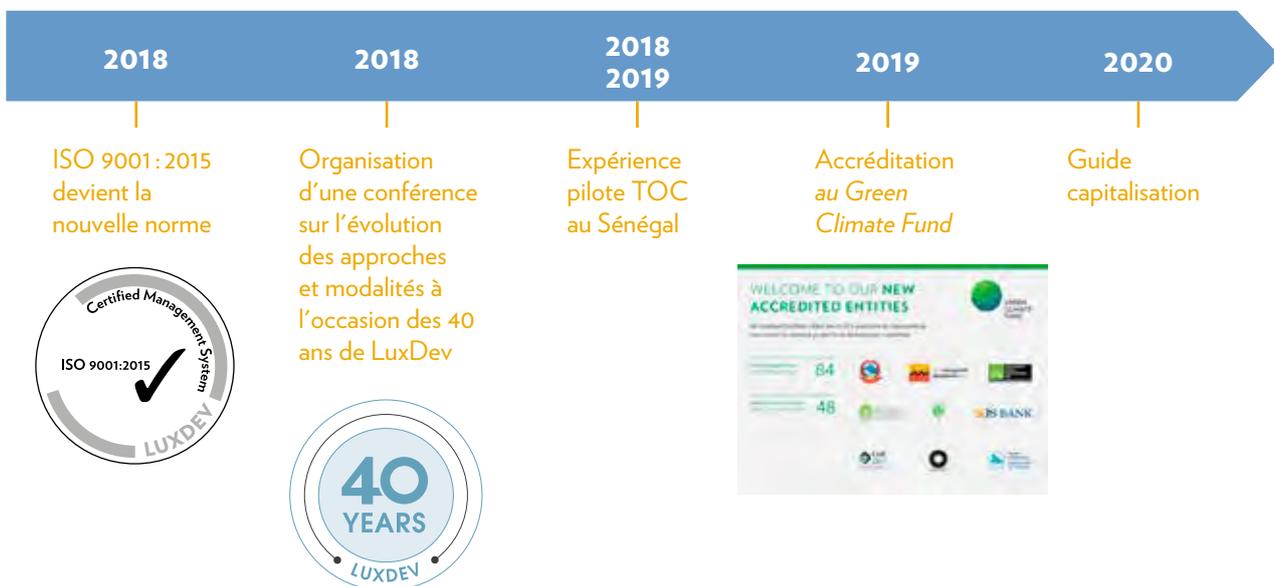
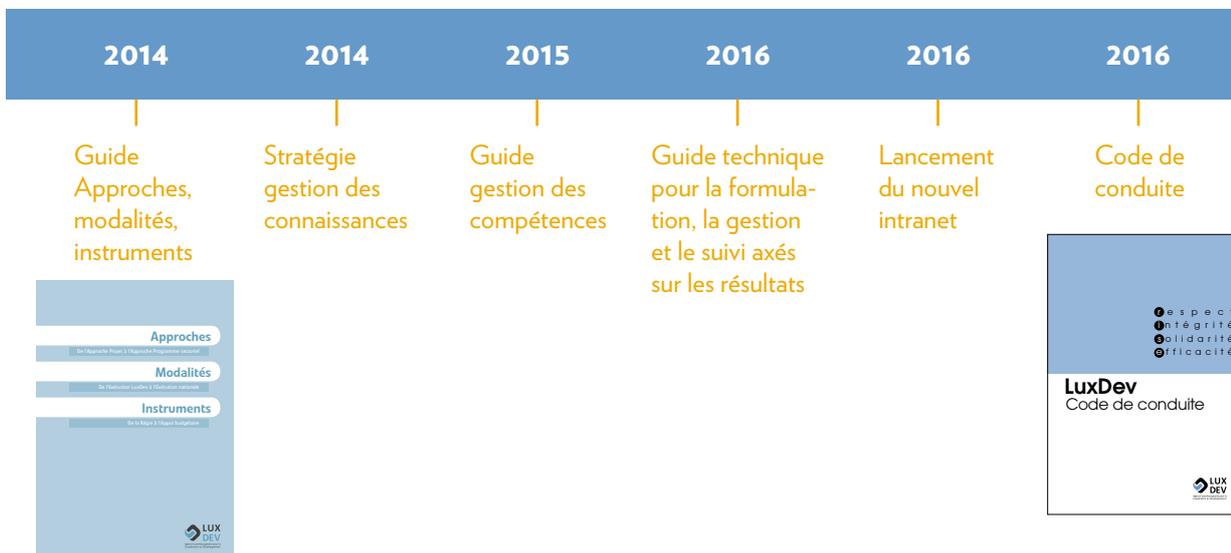
2018

Guide renforcement des capacités



Lancement du projet TVET-Toolbox exécuté conjointement avec quatre autres agences









LES PROGRAMMES

AU 31 DÉCEMBRE 2020

ZONES D'INTERVENTION



SOMMAIRE

BURKINA FASO	41
Témoignage de Boureima Amadou	50
CABO VERDE	57
Témoignage de Vanuza de Pina	64
MALI	75
Témoignage d'Oumar Younoussa	86
NIGER	91
Témoignages de Hadjia Balki et Adam Djida	100
SÉNÉGAL	109
Témoignage d'Augustine Rina Diandy	116
Témoignage de Jérôme Diandy	118
KOSOVO	121
Témoignage de Bashkim Hyseni	128
Témoignage de Vanesa Rexhepi	130
EL SALVADOR	133
Témoignage d'Irma Yolanda Núñez	136
LAOS	143
Témoignage d'Àthor	148
MYANMAR	157
Témoignage d'U Ja Phu	162
VIETNAM	165
Témoignage de Truong Hoang Cong Danh	174
MONGOLIE	183
AUTRES PROJETS	186
RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE	193



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Secteurs



Développement local

Sous-secteurs du développement local



Agriculture et sécurité alimentaire



Décentralisation et gouvernance locale



Eau et assainissement



Gestion des ressources naturelles



Divers



Santé



Éducation -
formation et insertion
professionnelles



Énergies renouvelables

Thèmes transversaux



Environnement et
changement climatique



Genre



Gouvernance et
développement des capacités



BURKINA FASO



5 ➔ **2** PROJETS EN FORMULATION
 ➔ **35** COLLABORATEURS AU BURKINA FASO

PROJETS EN EXÉCUTION

12,53 %

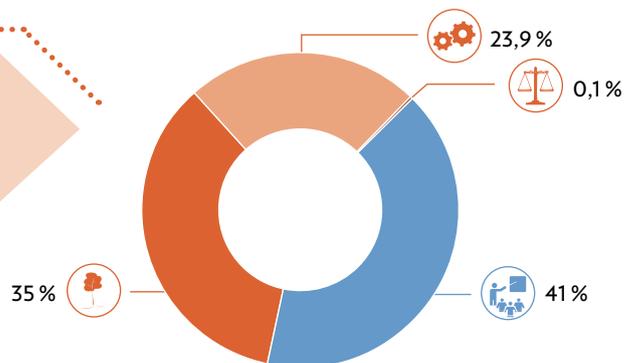
DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

14,69 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2020

Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs



Le projet intervient via les leviers de développement technologique, institutionnel et organisationnel.

Cette démarche lui permet :

- d'accéder de manière indépendante au réseau mondial internet et de désenclaver le pays ;
- d'accompagner la création et la pérennisation de l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC).

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE (SN@DEN) 2018-2027 À LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE EN AMÉLIORANT L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la disponibilité, l'efficacité et l'accessibilité de l'offre de services de communication électronique auprès de l'administration publique.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités de l'Agence nationale pour la promotion des technologies de l'information et de la communication ;
- mise en place d'une infrastructure renforcée par satellites.

 Budget

22 300 000 EUR

Durée du projet

2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

65 %

de taux de couverture de l'administration en services de communication électronique.



Renforcement des capacités organisationnelles de l'Agence nationale pour la promotion des technologies de l'information et de la communication dans la gestion de ses ressources humaines, procédures administratives et opérationnelles.

34

Installation de 34 pylônes et de leurs équipements actifs (antennes, switches, routeurs) intégrés au Réseau informatique national (RESINA).



Déploiement de nouvelles antennes (RADWIN) dans le réseau de distribution et d'accès informatique de Ouagadougou.

271

Finalisation en cours de la modernisation des réseaux locaux de 271 sites bénéficiaires.

5

Installation de cinq stations *Other three Billion* conçues pour fournir un accès à internet aux trois milliards de personnes qui en sont aujourd'hui privées en raison de leur situation géographique.

32

Installation d'une deuxième vague de 32 pylônes avec l'intégration des équipements actifs intégrés au RESINA sur 12 d'entre eux.



Amélioration des capacités de l'Agence nationale pour la promotion des technologies de l'information et de la communication en électricité et logistique.

461

Déploiement de 461 mâts et antennes permettant la connexion de bâtiments administratifs au réseau informatique.



Validation et mise en œuvre de deux manuels au profit de l'Agence nationale pour la promotion des technologies de l'information et de la communication.



Déploiement de tous les équipements solaires sur les 32 pylônes de la deuxième vague d'installation.

* Liste non exhaustive

Ce programme poursuit les appuis à la gestion durable des ressources forestières ligneuses et non ligneuses avec un alignement sur la programmation nationale et l'appui à la déconcentration dans trois régions (Est, Centre-ouest et Hauts-Bassins).

OBJECTIF GLOBAL
CONTRIBUER À LA PROTECTION ET À LA VALORISATION DURABLE
DES RESSOURCES FORESTIÈRES ET FAUNIQUES EN ASSURANT UN
ENVIRONNEMENT SAIN AUX POPULATIONS DANS UNE DYNAMIQUE DE
GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- gérer durablement les ressources forestières et fauniques ;
- améliorer la gouvernance environnementale et du développement durable ;
- assurer la transition du Burkina Faso vers une économie verte inclusive ;
- améliorer l'efficacité et l'efficacé des interventions du ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- optimisation des filières forestières ;
- amélioration de la protection des ressources forestières ;
- optimisation des reboisements et de la reforestation ;
- appui aux acteurs pour la prise en compte des thématiques environnement et de développement durable ;
- diversification des ressources alimentaires et des sources de revenus ;
- renforcement du cadre juridique pour la promotion de l'économie verte ;
- optimisation de la gestion des ressources ;
- renforcement du cadre opérationnel ;
- renforcement du dispositif de suivi évaluation et de pilotage.



 Budget

17 000 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

✓
Élaboration et validation du guide de suivi des chantiers d'aménagement forestier et des fiches techniques de terrain permettant la mise en œuvre des recommandations pratiques de ce guide.

436

Formation de 436 personnes sur la prise en compte des thématiques environnement et développement durable dans les plans locaux de développement.

5

Réalisation de cinq publications statistiques portant sur :

- l'annuaire statistique 2019 ;
- le tableau de bord de l'environnement 2019 et 2018 ;
- les comptes environnementaux provisoires des forêts ressources en bois, émissions dans l'air, de la production de biens et services environnementaux et des dépenses de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles ;
- une enquête réalisée pour déterminer la valeur de référence de 19 indicateurs nationaux du domaine de l'environnement.

69758

Appui au reboisement avec 69 758 plants mis en terre.

208

réalisation de six sessions de formation sur l'égalité de genre au profit de 208 personnes dont 125 femmes.

✓

Finalisation de l'étude sur la fiscalité environnementale.

✓

Signature du protocole d'accord du plan 2021 de renforcement de capacités du Fonds d'investissement pour l'environnement.

✓

Élaboration en cours du schéma directeur informatique du ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique.

✓

redéploiement des fonds précédemment confiés au fonds d'investissement pour l'environnement pour les appuis prévus :

- aux chantiers d'aménagement forestiers ;
- à la promotion des produits forestiers non ligneux ;
- aux plantations communautaires et individuelles de bois énergie ; et
- au renforcement des capacités du Fonds d'investissement pour l'environnement.

12

Prise en compte des thématiques environnement et développement durable dans 12 plans communaux de développement.

612

Réalisation de 21 sessions de formation au profit de 612 agents du ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique dont 174 femmes dans le cadre du plan de formation triennal.

209

Réalisation de six sessions de sensibilisation sur l'égalité de genre au profit de 209 personnes dont 108 femmes.

76 000

Réalisation des inventaires et études socioéconomiques et cartographiques de plus de 76 000 ha de forêts en vue de l'élaboration des plans d'aménagement forestier.

286

Appui à la mise en conformité par rapport à l'acte de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires de 286 organisations professionnelles intervenant dans le domaine des produits forestiers non-ligneux.

* Liste non exhaustive



PAMTABA DJÈNÈBA
PRÉSIDENTE DE LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE SIMPLIFIÉE ZENSTAABA À KOUMBIA

BKF/023

APPUI À LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIÈRES

LE CONTEXTE

Pour contribuer à la protection et à la valorisation durables des ressources forestières en assurant un environnement sain aux populations dans une dynamique de gouvernance environnementale et de développement durable, le programme BKF/023 - Appui à la gestion durable des ressources forestières - œuvre à travers différentes composantes.

L'une d'entre elles est relative à l'économie verte et au changement climatique. Au sein de cette composante, une des activités majeures est la mise en place de jardins nutritifs. Ces jardins qui nourrissent à la fois le corps et l'esprit ont pour vocation de renforcer la résilience des populations aux effets des changements climatiques par la promotion d'une économie verte. Par ailleurs, ces jardins, au travers des filières des produits forestiers non ligneux, assurent également une contribution durable à une croissance verte et inclusive.

LE TÉMOIGNAGE

Bonjour, je m'appelle Madame Pamtaba née Barry Djènèba et je suis la présidente de la société coopérative simplifiée Zenstaaba, située à Koumbia, dans la province du Tuy. Notre activité de base est la transformation et la commercialisation des produits forestiers non ligneux. Nous travaillons depuis 2014 en tant que groupement féminin et notre société coopérative compte 30 membres actifs. Notre principale activité est la transformation et la vente de divers produits tels que le beurre de karité, les feuilles de baobab et de moringa. Ces activités permettent d'engranger de petits revenus et d'améliorer nos conditions de vie et de travail.



Membres de la société coopérative simplifiée Zenstaaba

« Cet espace vert nous permet à la fois d'avoir un complément alimentaire, de sensibiliser la population à la consommation des essences produites et de lutter contre l'avancée du désert par le reboisement »

Notre jardin nutritif

Cet espace vert nous permet à la fois d'avoir un complément alimentaire, de sensibiliser la population à la consommation des essences produites et de lutter contre l'avancée du désert par le reboisement.

La superficie de notre jardin nutritif est de 0,25 ha. Les essences que l'on y trouve sont : l'adansonia digitata (baobab) et le Moringa oleifera.

Le programme BKF/023 - Appui à la gestion durable des ressources forestières - tout comme la Direction régionale de l'environnement, nous ont apporté un grand appui.

Ils ont contribué au renforcement de nos capacités opérationnelles et organisationnelles, notamment à travers une formation en technique d'implantation de jardins nutritifs.

Après la formation technique et une dotation en matériel (grillages, brouettes, pics, balances), nous avons procédé à l'installation de notre jardin nutritif.

Les effets du programme sur nos activités

L'appui du Luxembourg nous a permis de mieux nous organiser ainsi que de lutter contre la désertification et l'insécurité alimentaire dans la commune notamment à travers la plantation d'arbres issus du jardin, et la vente des feuilles de Moringa et de baobab.

Depuis la création de notre jardin nutritif, nous avons enregistré une production approximative de :

- 228 plants de baobab ;
- 5 kg de feuilles de baobab ;
- 10 kg de feuilles de moringa.

Revenus générés :

- plants de baobab : 114 000 FCFA (500 F/plant) ;
- feuilles de baobab : 3 750 FCFA (750 F/kg) ;
- feuilles de moringa : 50 000 FCFA (5 000 F/kg).

La vente de cette production nous a permis d'enregistrer des recettes de 167 750 francs CFA, pour un bénéfice net de 110 000 francs CFA. Ce bénéfice a été utilisé notamment pour l'achat d'eau pour l'arrosage des plants.

Nous aimerions mieux faire mais malheureusement nous sommes confrontés à un problème majeur qui est le manque d'eau. En saison sèche, nous n'avons pas assez d'eau pour entretenir le jardin. Aussi, nous sollicitons l'appui continu de la Coopération luxembourgeoise pour que nous parvenions à une autosuffisance alimentaire qui participera grandement au développement de notre communauté.



Visite du jardin nutritif à Koumbia

Cet appui vise à réduire la vulnérabilité des acteurs de l'élevage aux chocs climatiques, et aux réductions et fragmentation des espaces de pâturage par la mise en œuvre d'activités de restauration des ressources naturelles.

OBJECTIF GLOBAL
RENFORCER LA CONTRIBUTION DE L'ÉLEVAGE À LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE, ET À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS



OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Créer un environnement sécurisé et favorable à une production durable

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- identification, négociation et délimitation des espaces pastoraux à restaurer ;
- consolidation et mise en place en cohérence des chartes foncières avec les plans d'aménagement communaux ;
- négociation et sécurisation des aires de repos et couloirs de transhumance ;
- renforcement de la capacité des acteurs publics et privés à répondre à la demande croissante d'espaces pastoraux sécurisés ;
- restauration des terres dégradées dans les espaces à vocation pastorale négociés et délimités ;
- valorisation des sites récupérés par la vente de crédits carbone ;
- promotion d'actions de valorisation de l'espace à vocation pastorale restauré ;
- création de points d'eau pastoraux en lien avec la mobilité régionale des troupeaux.

 Budget

 5 000 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Contractualisation d'un nouvel opérateur en plus de deux opérateurs déjà en place pour les travaux de labour mécanique.

1200

Augmentation du nombre de lignes de 1 200 pieds par hectare.

985 kg

Augmentation de la biomasse herbacée par 985 kg de matière sèche (MS)/ha sur les sites nouvellement récupérés et ensemencés avant la saison pluvieuse de 2019-2020.



Renforcement des capacités de deux ONG sur la gestion et l'extension de leurs projets crédit carbone.

500

Vente de 500 certificats à LuxDev et 2 000 autres certificats sont en cours de vente sur le marché.

1608 ha

labour et ensemencement de 1 608 ha de terres dégradées récupérées en fin 2019.

14

Élaboration d'un nouveau projet Plan Vivo (standard reconnu sur le marché libre de crédit carbone) sur 6 500 ha de terre récupérée à Kougari au bénéfice de 14 communautés.

4839 t

Séquestration de 4 839 tonnes de CO₂ ou CO₂ équivalent, par les superficies récupérées ayant permis de procéder à l'émission de certificats/crédits carbone.

6500 ha

Signature de quatre conventions de délégation de fonds et de mise en œuvre avec des ONG locales pour la mise en œuvre des activités de sécurisation et gestion durable des terres dégradées et de valorisation par des activités génératrices de revenus.

465

Identification des 465 femmes et 96 jeunes bénéficiaires des activités génératrices de revenus / plans d'affaires.

3439 ha

identifiés pour leur intégration dans les projets crédit carbone au profit de 22 communautés.



Renforcement des capacités des ONG et des services techniques déconcentrés sur la compréhension du système de suivi-évaluation, la maîtrise des outils, la cartographie des ressources à travers le logiciel ARC-GIS et le ciblage des bénéficiaires des activités génératrices de revenus à travers la démarche *Household Economic Approach* (méthode par laquelle on classe les ménages en fonction de leur niveau de richesse sur la base des critères socio-économiques identifiés par la population elle-même).

* Liste non exhaustive

Cet appui est une contribution à la mise en œuvre des plans d'actions annuels du ministère de l'Éducation nationale sur base des politiques et orientations stratégiques du Plan sectoriel de l'éducation et de la formation.

OBJECTIF GLOBAL

DISPOSER DE RESSOURCES HUMAINES COMPÉTENTES AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Accroître l'offre et améliorer la qualité de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation en adéquation avec les besoins de l'économie.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- accroissement de l'offre à tous les niveaux et réduction des disparités ;
- amélioration de la qualité des apprentissages et des acquisitions scolaires ;
- renforcement de la gouvernance du secteur de l'éducation et de la formation.



FAITS MARQUANTS*

20621

Ouverture et fonctionnement courant de 20 621 établissements dont 1 597 du préscolaire, 14 863 du primaire et 4 161 du post-primaire et du secondaire.

4725567

Scolarisation de 4 725 567 élèves dont 124 006 au préscolaire, 3 240 347 au primaire, 1 049 792 au post-primaire et 311 422 au secondaire.



Élaboration et mise en œuvre du plan de riposte pour la continuité éducative dans le contexte de la Covid-19.

86,6 %

Atteinte d'un taux brut de scolarisation de 86,6 % (rapport entre le nombre total d'élèves fréquentant le cycle primaire et le nombre total d'enfants âgés de six à 11 ans).

2169

Fermeture de plus de 2 169 établissements dans certaines régions pour raison d'insécurité impactant plus de 310 000 élèves et plus de 10 000 enseignants.

69,9 %

Atteinte d'un taux net de scolarisation de 69,9 % (rapport entre le nombre total d'élèves âgés de six à 11 ans fréquentant le cycle primaire et le nombre total d'enfants âgés de six à 11 ans).

66 %

Taux de réussite au Certificat d'études primaires : 66 % dont 63,9 % pour les filles et 67,2 % pour les garçons.

36,2 %

Taux de réussite au Brevet d'études du premier cycle : 36,2 % dont 32,4 % pour les filles et 40,8 % pour les garçons.



Poursuite de la mise en place d'un système d'identification unique des élèves.

139

Mise à la disposition des différents ordres d'enseignement de

- 19 centres d'éveil et d'éducation préscolaire ;
- 87 complexes pour le primaire ;
- 21 salles de classe pour le post-primaire et le secondaire ; et
- 12 salles de classe pour l'extension de l'enseignement et la formation techniques et professionnels.

1,2

Atteinte d'un indice de parité entre les sexes du taux d'achèvement au primaire de 1,2 (en faveur des filles).



Production et diffusion de l'annuaire statistique 2019-2020 du préscolaire, du primaire, du post-primaire et du secondaire.



Approbation de deux requêtes de financement au Partenariat mondial pour l'éducation de 21 millions USD pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie d'éducation en situation d'urgence et le plan de riposte pour la continuité éducative dans le contexte de la Covid-19.



BKF/026

APPUI À LA POLITIQUE SECTORIELLE D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS (APOSE /EFTP) AU BURKINA FASO

Ce programme appuie l'opérationnalisation de la politique nationale du pays par la mise en œuvre de son plan d'action triennal.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER LA DISPONIBILITÉ ET L'EMPLOYABILITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer l'efficacité interne et externe de l'Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) - et de l'insertion - par des formations de qualité, en vue de disposer d'un capital humain compétitif et productif.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des dispositifs d'enseignement et de formation techniques et professionnels dans les secteurs économiques prioritaires retenus ainsi que les métiers émergents ;
- développement de l'ingénierie de formation par l'approche par compétences ;
- renforcement du dispositif national de certification des qualifications professionnelles ;
- renforcement des capacités des ressources humaines des dispositifs de formation ;
- mise en place d'un dispositif de pilotage basé sur une gestion partenariale impliquant tous les acteurs de l'EFTP ;
- accroissement des capacités de financement de l'EFTP ;
- appui à la décentralisation du sous-secteur de l'EFTP ;
- renforcement du sous-système de la formation professionnelle.



 Budget

13 000 000 EUR

Durée du projet

2019	2020	2021	2022	2023	2024
------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Élaboration et signature d'un contrat annuel de performance entre le ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi et le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage, dans le cadre du dialogue de gestion prévu par la réforme des finances publiques.

8

chantiers identifiés pour la mobilisation d'expertises perlées (approche par les compétences, apprentissage dual, certification, genre, suivi-évaluation, unités mobiles de formation, appels à projets d'investissement, réformes des guichets du fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage).



Adaptation en cours du plan cadre de gestion environnementale et sociale de l'éducation pour l'intégration des spécificités de la formation professionnelle dans ledit plan.



Mise à jour des plans de renforcement de capacités du fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage et de la direction générale de la formation professionnelle.

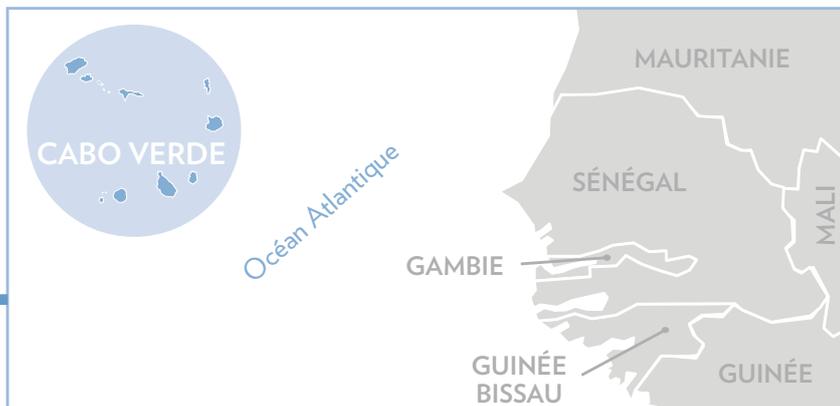


Élaboration et validation du premier plan de travail annuel.

* Liste non exhaustive



CABO VERDE

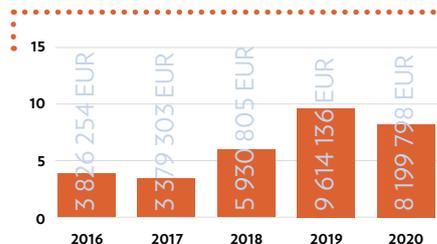



6 → **5** PROJETS EN FORMULATION
 → **49** COLLABORATEURS AU CABO VERDE

PROJETS EN EXÉCUTION

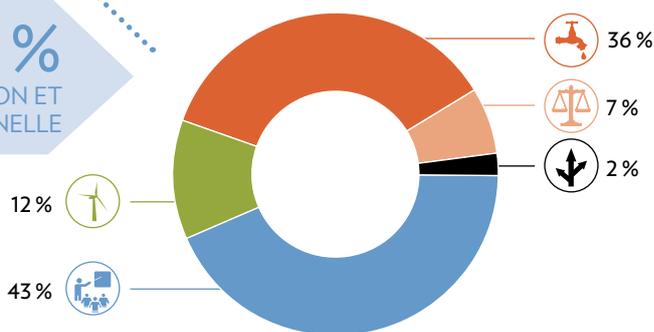
7 % DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE } **8,20 M EUR** MIS EN ŒUVRE EN 2020

Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs

43 %
 ÉDUCATION - FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE





Le programme Emploi et employabilité contribue à l'évolution du secteur de l'enseignement technique et formation professionnelle par le biais du renforcement des processus d'employabilité, par le développement des compétences et des ressources humaines en renforçant les mécanismes d'articulation, de coordination et la gouvernance du secteur, en appuyant le renforcement des capacités, en faisant évoluer le dispositif vers une offre formative mieux axée sur la demande du secteur productif et en appuyant les efforts de décentralisation vers l'ensemble des îles de l'archipel.

OBJECTIF GLOBAL CONTRIBUER À L'INSERTION PROFESSIONNELLE DE LA POPULATION DU CABO VERDE, EN PARTICULIER DES JEUNES ET DES FEMMES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer l'employabilité des bénéficiaires de la formation professionnelle, en particulier celle des jeunes et des femmes.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement de la gouvernance et des capacités des acteurs du secteur éducation – formation – emploi (EFE);
- amélioration de l'adéquation entre les offres de formation et les exigences du marché du travail;
- augmentation de la viabilité technique et financière des institutions publiques du secteur EFE, des organisations du secteur privé et de la société civile.



 Budget

10 000 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

4

Consolidation des quatre réseaux locaux emploi employabilité situés à São Nicolau, Brava, Maio et Boa Vista. Ces réseaux, dont l'appropriation par les municipalités est quasiment totale, tendent à devenir autonomes.

1

diagnostic prospectif et un plan d'intervention ont été réalisés dans les écoles techniques et les centres pour l'emploi et la formation professionnelle, afin de mettre en place une plateforme d'enseignement à distance.

✓

Des formations ont été développées pour le secteur automobile. Un diagnostic prospectif des besoins de formation technique et professionnelle orientée vers la mobilité électrique a été réalisé dans le cadre de la transition énergétique du pays.

1

diagnostic prospectif et un plan d'intervention pour l'intégration des jeunes sans étude, emploi ou formation ont été réalisés.

1

diagnostic et plan d'actions concernant les processus administratifs, techniques et financiers des écoles techniques ont été réalisés en vue de leur numérisation et informatisation.

1

soutien a été fourni à l'Institut de l'emploi et de la formation professionnelle pour la mise en oeuvre d'un programme de spécialisation pour des jeunes diplômés dans des domaines émergents de la phase post-covid (analyse de données, marketing digital, e-commerce).

10

appuis aux associations communautaires de Santo Antão ont été réalisés au travers d'un programme d'une part, de formation-action et coaching pour l'opérationnalisation de 10 projets de tourisme rural et communautaire et d'autre part, de création d'emplois.

1

soutien a été fourni à l'école d'hôtellerie et de tourisme du Cabo Verde pour la mise en oeuvre d'un programme de formation continue destiné aux RH et aux entreprises du secteur tourisme et hôtellerie, dans le domaine de l'e-learning.

* Liste non exhaustive



L'accès à un assainissement adéquat ainsi que l'amélioration de l'approvisionnement en eau ont toujours fait partie des axes prioritaires de la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde. Des résultats significatifs ont été obtenus en matière de :

- gestion des ressources hydriques ;
- d'appui à la création et au renforcement des services municipaux de l'eau ; et
- de promotion de l'assainissement autonome.

Plus récemment, la coopération a permis d'amorcer et conduire une véritable réforme du secteur.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR LES POPULATIONS DU CABO VERDE

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- améliorer la soutenabilité financière du secteur ainsi que la production de données de suivi sectoriel ;
- améliorer la performance commerciale et l'efficacité énergétique des entreprises de fourniture de services d'eau potable et d'assainissement sur quatre îles, à savoir Santiago, Fogo, Brava et Maio ;
- améliorer quantitativement et qualitativement les services fournis par les institutions responsables de l'assainissement.



AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités du secteur à mobiliser les investissements externes et les recettes internes ;
- renforcement des capacités de l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement, de l'Agence de régulation économique et des entités de gestion dans la collecte, le traitement et l'analyse des données ;
- amélioration de l'efficacité énergétique des systèmes d'approvisionnement en eau ;
- amélioration de la performance commerciale des opérateurs de service d'eau potable ;
- amélioration de la qualité de l'eau potable ;
- appui au secteur pour la mise en oeuvre de la régulation légale et contractuelle du secteur ;
- amélioration des capacités de l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement et des municipalités dans l'appui-conseil, la planification et le suivi-contrôle de l'assainissement ;
- amélioration des capacités des municipalités et des entreprises inter-municipales dans la gestion de services d'assainissement ; et
- promotion des méthodologies les plus prometteuses expérimentées avec succès, notamment dans le cadre des programmes PromoSan (réhabilitation des infrastructures d'eau et assainissement en milieu scolaire) et des écoles promotrices de la santé.

FAITS MARQUANTS*



Malgré les contraintes dues à la pandémie, qui ont entraîné un certain ralentissement des activités prévues, il a été possible, grâce à l'engagement et à l'esprit d'adaptation de toutes les parties prenantes, d'obtenir des résultats et des gains importants pour le secteur de l'eau et de l'assainissement.



La consommation moyenne d'eau par élève / jour dans les écoles ciblées par ces interventions est passée de 0,4 à 4,89 litres par élève et par jour. Ceci constitue un gain important puisque la valeur obtenue est très proche de la valeur cible du Plan stratégique national de l'eau et l'assainissement qui est de cinq litres / élève / jour.

9

Le partenariat entre les institutions et entités du secteur de l'eau et de l'assainissement et le programme couvre les neuf îles du pays en consolidant les processus en cours et donne même lieu à de nouveaux domaines d'intervention comme, par exemple, le dessalement.



Les régulateurs sont dotés de meilleurs outils de travail et de capacités renforcées pour remplir leur rôle. Les régulateurs rapportent chaque année sur des indicateurs fiables concernant l'état du secteur et son évolution.

2

nouvelles entreprises intermunicipales avec de bons standards d'efficacité ont été créées et sont opérationnelles.

69

écoles des îles de Santiago, Maio, São Nicolau, São Vicente et Santo Antão ont déjà amélioré leurs systèmes d'eau et assainissement avec des systèmes innovants de réutilisation de l'eau, à une époque aussi complexe et importante que celle que nous traversons. 37 % des élèves et des enseignants de l'enseignement de base au Cabo Verde bénéficient de cette intervention et ont accès à l'eau potable et à l'assainissement de manière continue et en quantité suffisante.



Une forte intégration des énergies renouvelables est constatée dans le secteur des services d'eau et assainissement au Cabo Verde. Cela a été rendu possible notamment grâce à une importante contribution du programme au processus de la transition énergétique du pays. En moyenne, des économies d'énergie d'environ 42 % ont été enregistrées dans les îles où le programme est intervenu en matière d'énergies renouvelables.

* Liste non exhaustive



C'est la première fois que les énergies renouvelables font partie des axes prioritaires de la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde. Si auparavant la préoccupation première était l'approvisionnement en énergie, aujourd'hui ce sont les questions liées à la durabilité du secteur électrique, à l'accès à l'énergie dans des localités plus reculées ainsi que celles liées à la réduction des tarifs de l'électricité qui préoccupent le pays.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À L'ACCÈS DE LA POPULATION À UNE ÉNERGIE PROPRE, FIABLE, DURABLE, MODERNE ET À UN PRIX ABORDABLE TOUT EN ASSURANT UNE AUGMENTATION CONSÉQUENTE DE L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la gouvernance, la régulation et les conditions d'affaires du secteur des énergies renouvelables au Cabo Verde.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement de la gouvernance du secteur des énergies renouvelables ;
- amélioration de la capacité de mobilisation de fonds pour le secteur des énergies renouvelables.



 Budget

5 550 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Afin de renforcer la réglementation des services dans le secteur de l'électricité, cinq règlements ont été préparés : accès aux réseaux et aux interconnexions, répartition, qualité du service, relations commerciales et régime de micro-réseau isolé approvisionné en énergie renouvelable.



Préparation de l'étude *Brava Sustainable Island* qui a pour but d'estimer les coûts et l'impact de la future intervention qui vise à placer l'île de Brava sur la carte des îles dont l'approvisionnement en énergie est assuré à 100 % par des énergies renouvelables.



Étude de localisation pour l'installation de deux nouvelles stations météorologiques à installer dans la zone de développement des énergies renouvelables prioritaire de Santiago et sur l'île de Brava.

29

Formation par vidéoconférence sur l'émission des titres verts avec 29 participants et aboutissant sur la définition des termes/ conditions pour l'émission des obligations vertes au Cabo Verde.



Le projet *pumped-storage plants* (pompage-turbinage) concernant la préparation d'études géotechniques (défauts fatals) et d'études de faisabilité dans les deux sites identifiés a été mené à bien.



Préparation des décrets-loi pour la réglementation des consommateurs intensifs d'énergie et des entreprises de services énergétiques.

1

Acquisition et installation d'une station météorologique à Santiago afin de soutenir l'*Independent Power Producers* à Achada Mostarda.



Installation d'un système solaire photovoltaïque pour l'Assemblée nationale du Cabo Verde.

* Liste non exhaustive



JOSÉ DELGADO | DIRECTEUR - DÉPARTEMENT DE L'ÉLECTRICITÉ
AGENCE MULTISECTORIELLE DE RÉGULATION ÉCONOMIQUE

CVE/083 ÉNERGIES RENOUVELABLES

La formation sur la régulation économique dans le secteur de l'électricité a été très bénéfique pour moi et mes collègues de l'agence multisectorielle de Régulation économique. Nous avons eu l'occasion d'étudier les principes de la régulation économique, les stratégies tarifaires et la régulation de la qualité du service, ce qui a contribué à renforcer les capacités de nos techniciens.

Le bon fonctionnement du système électrique au Cabo Verde nécessite une réglementation forte, notamment en ce qui concerne la transparence, la protection de l'environnement, la concurrence et la protection des consommateurs. Ceci est valable tant du point de vue technique et économique, que du point de vue de la qualité, de la garantie d'approvisionnement et de la sécurité de fonctionnement à court et moyen terme.

Nous remercions le Programme d'appui au secteur des énergies renouvelables financé par la Coopération luxembourgeoise pour cette formation ainsi que pour toutes les autres activités encadrées lors de la mise en œuvre du renforcement de la régulation des services du secteur de l'électricité au Cabo Verde.

« Nous avons eu l'occasion d'étudier les principes de la régulation économique, les stratégies tarifaires et la régulation de la qualité du service, ce qui a contribué à renforcer les capacités de nos techniciens »

« Formation dans le domaine de la régulation économique dans le secteur de l'électricité »

L'agence multisectorielle de régulation économique est chargée de réglementer l'accès et le fonctionnement du système électrique, de protéger les consommateurs, de fixer les tarifs, d'émettre des avis, de superviser et de contrôler les activités des entreprises réglementées, conformément à la législation et aux règlements définis.

Le programme d'appui au secteur des énergies renouvelables apporte son soutien dans le cadre du Projet de renforcement de la régulation des services du secteur électrique au Cabo Verde. Pour ce faire, il fournit une assistance technique pour la préparation des diplômes de réglementation de l'accès aux réseaux et aux interconnexions :

- régulation de la répartition ;
- régulation de la qualité de service ;
- règlement sur les relations commerciales ;
- régulation du régime de micro-réseau isolé alimenté par des énergies renouvelables.

Le programme accompagne également l'agence multisectorielle de régulation économique dans la réforme de la structure tarifaire afin d'augmenter la transparence des coûts et de renforcer la pérennité des entreprises et services régulés.

Dans ce contexte le programme appuie le renforcement des capacités des techniciens de l'agence multisectorielle de régulation économique et d'autres institutions clés, sur les principes de régulation du secteur de l'électricité, afin de soutenir l'application du cadre réglementaire et de promouvoir une meilleure compréhension des impacts associés.

Dans ce cadre, l'agence multisectorielle de régulation économique, avec l'appui du programme financé par le Grand-Duché de Luxembourg, a bénéficié d'une formation afin de renforcer les capacités de ses techniciens.



CVE/085

APPUI AU PARTENARIAT ENTRE LE CERMI ET LE CDC-GTB

Le projet Appui au partenariat entre le Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CERMI) et le Centre de compétences-génie technique du bâtiment de Luxembourg (CdC-GTB) - CVE/085, s'inscrit dans l'axe emploi et employabilité du Programme indicatif de coopération (PIC) 2016-2020 signé entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Cabo Verde.

OBJECTIF GLOBAL

APPUYER LA MISE EN ŒUVRE D'UN PARTENARIAT ENTRE UNE ENTREPRISE PUBLIQUE ENTREPRENEURIALE CAPVERDIENNE, LE CERMI ET UN GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE LUXEMBOURGEOIS, LE CDC-GTB

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Créer une société anonyme de droit capverdien, le centre de compétences capverdien « CdC-3C », en plusieurs phases. Le CdC-3C est appelé à devenir un centre d'excellence qui accueillera et mettra en œuvre le modèle pédagogique du Centre de compétences-génie technique du bâtiment de Luxembourg au Cabo Verde. En parallèle des activités de formation, des pôles de conseil sont prévus pour compléter le dispositif envisagé, dont le premier concerne des activités en ingénierie pédagogique et le deuxième en ingénierie et conseils en efficacité énergétique / énergies renouvelables. Les pôles dans les domaines de la certification, de la métrologie et de la recherche / développement / innovation complètent ce dispositif.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- développer un nouveau modèle pérenne de centre de compétences au Cabo Verde, en créant un dispositif entièrement adapté aux besoins capverdiens et aux besoins des sous-régions africaines et qui est basé sur un nouveau format de partenariat public-privé pouvant servir de projet-pilote pour d'autres initiatives et secteurs ;
- formation professionnelle innovante : des pôles de conseil sont prévus pour compléter le dispositif envisagé, dont le premier concerne des activités en ingénierie pédagogique et le deuxième en ingénierie et conseils en efficacité énergétique / énergies renouvelables ;
- investir dans les domaines de la certification, de la métrologie ainsi que de la recherche du développement et de l'innovation ;
- évolution du CERMI actuel vers un concept de campus pluriel prévoyant de réunir un maximum d'acteurs des écosystèmes nationaux (Université Piaget, Université du Cabo Verde, École d'hôtellerie et tourisme du Cabo Verde, parc solaire) et régionaux (Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) de transition énergétique (avec des sous-systèmes en énergies renouvelables, en efficacité énergétique et en maintenance industrielle) dans une logique de partenariats synergétiques et de mutualisation des installations ;
- renforcer les capacités et compétences des collaborateurs du «3C SA » et du CERMI, à travers notamment le déploiement du plan de formation prévue, mais aussi des séances de coaching et d'assistance *on the job*.

 Budget

3 800 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021
------	------	------	------



FAITS MARQUANTS*



La situation pandémique de l'année 2020 n'a pas représenté un impact significatif sur le développement des activités du projet. Par conséquent, le projet n'a pas eu besoin de solliciter une extension temporelle et devrait se conclure comme prévu en juillet 2021.



Le rapport final d'évaluation intermédiaire a été partagé avec tous les partenaires et a montré une très bonne appréciation globale – le projet se présente comme un partenariat public-privé à succès.



Formation pour le personnel du CERMI et appui pour le processus d'accréditation du CERMI comme organisme de vérification de la métrologie. L'installation du laboratoire de métrologie est en cours.

* Liste non exhaustive

Le RGPH-2020 est la plus grande opération statistique à mener par l'Institut national des statistiques (INE) du Cabo Verde et couvre l'ensemble du territoire national. L'intervention confiée à LuxDev vise à appuyer l'INE pour mener à bien les différentes étapes du V^e recensement général de la population et du logement d'ici juin 2021.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION ET DU LOGEMENT ET AINSI CONTRIBUER À LA CONSOLIDATION DES INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT PUBLIC ET PRIVÉ DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DU PAYS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Réaliser le Recensement général de la population et du logement 2020.



AXES DE MISE EN ŒUVRE

- phase principale (en 2020):
 - réalisation du recensement (collecte de données sur le terrain),
 - réalisation de l'enquête post-censitaire (IPC);
- phase de traitement, d'analyse et de diffusion des résultats (2020 et 2021):
 - traitement et analyse des données, diffusion des résultats.



 Budget

3 200 000 EUR

Durée du projet

2019

2020

2021

2022

FAITS MARQUANTS*



L'Institut national des statistiques a reporté l'exécution de la phase principale du recensement de la population pour la période du 16 au 30 juin 2021, en tenant compte des recommandations du ministère de la Santé suite à la pandémie COVID-19 et du calendrier des élections municipales et législatives. Le recensement aura lieu du 16 au 30 juin 2021.

1500

Premier recensement de population «sans papiers». Les 1 500 tablettes livrées en mars 2020 permettront de produire une information de meilleure qualité et de considérablement réduire le temps de diffusion des résultats. En outre, les tablettes faciliteront la localisation des unités à identifier, car elles sont équipées d'un récepteur de signaux GPS, qui permet la géolocalisation de chaque unité de bâtiment.



L'Institut national des statistiques a mis en place un plan de mesures d'atténuation des risques liés à la COVID-19, notamment pour permettre aux agents et aux coordinateurs de travailler sur le terrain en toute sécurité avec le public interrogé.



Renforcement de l'équipement informatique (portables et autres) livré pour l'équipe du terrain et pour l'équipe de gestion.

* Liste non exhaustive



CVE/881

RENFORCEMENT DE L'ANCRAGE RÉGIONAL DU CERMI

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme plus vaste, le programme d'actions en faveur de l'Afrique de l'Ouest, financé par le 11^e Fonds européen de développement, intitulé « Amélioration de la gouvernance du secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest (AGoSE-AO) ». Il contribue au renforcement des capacités des acteurs régionaux afin qu'ils soient mieux préparés à assumer les responsabilités qui leur sont confiées.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LA RÉGION EN RENFORÇANT L'INTÉGRATION RÉGIONALE DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE, EN APPORTANT UNE CONTRIBUTION AU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030 SEFORALL (ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS), AFIN D'ATTEINDRE LES TROIS OBJECTIFS SUIVANTS :

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer les capacités des acteurs du secteur de l'énergie afin qu'ils puissent remplir leurs missions.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- mettre en place et exécuter des plans de formations de formateurs, provenant des 16 pays d'Afrique occidentale, dans les différents domaines liés au développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ;
- accompagner la transformation du CERMI en un centre de compétences régional.

FAITS MARQUANTS*



Les formations pédagogiques en ligne ont commencé et se sont poursuivies jusqu'à la première quinzaine d'avril 2021. Les dernières formations en bioénergies (version française et anglaise) ont eu lieu du 22 mars au 9 avril dans les installations du Centre Songhaï à Porto Novo, Bénin.

140

À la clôture du projet le 30 avril 2021, environ 140 formateurs issus de la région de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest et de Mauritanie auront contribué à faire du CERMI une institution de référence dans cette région.

* Liste non exhaustive

Budget
2 000 000 EUR

Fonds européen de
Développement
(PIR pour la CEDEAO)



Durée du projet

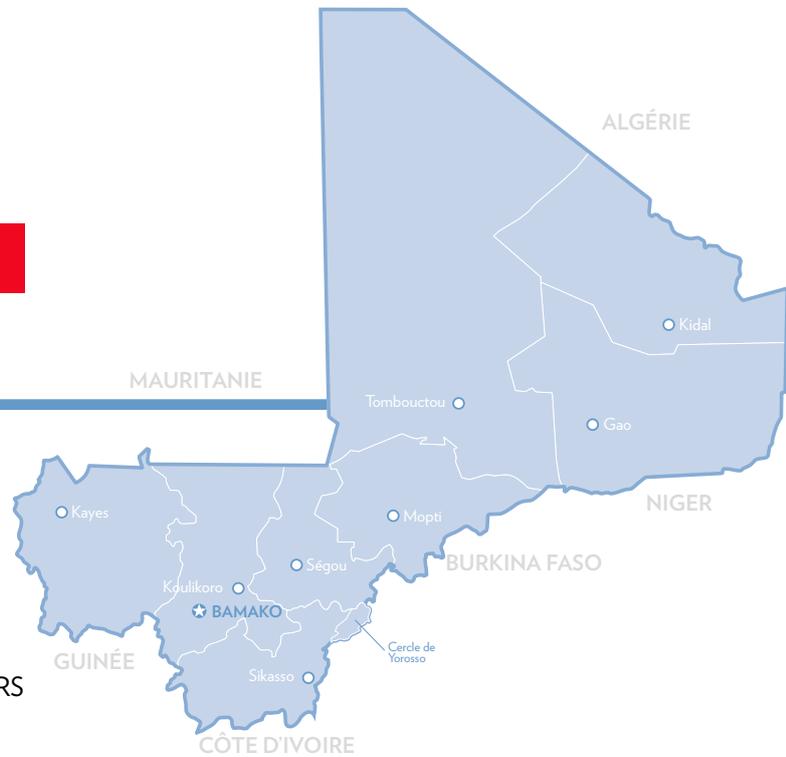
2017 2018 2019 2020 2021

- ASSURER UN ACCÈS UNIVERSEL AUX SERVICES ÉNERGÉTIQUES MODERNES;
- DOUBLER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE AFIN DE DIMINUER LA CONSOMMATION TOTALE D'ÉNERGIE;
- DOUBLER LA PART DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LE MIX ÉNERGÉTIQUE MONDIAL.





MALI



5 → **3** PROJETS EN FORMULATION
 → **113** COLLABORATEURS AU MALI

PROJETS EN EXÉCUTION

11,46 %

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

13,44 M EUR MISE EN ŒUVRE EN 2020

Débursements

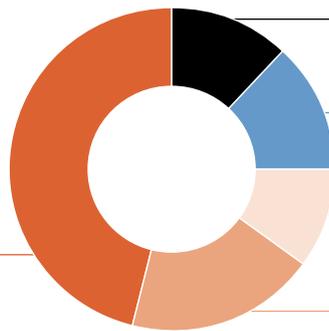


Distribution des déboursements par secteurs



75 %
DÉVELOPPEMENT LOCAL

46 %





MLI/021

DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le programme continue son appui auprès de 170 organisations de producteurs et 60 moyennes et petites entreprises, et intervient sur les filières du riz, du fonio et du sésame. Il s'efforce d'accompagner et de renforcer les acteurs locaux et les services de l'État en harmonie avec les politiques et stratégies sectorielles menées au niveau national et régional, tout comme au niveau des cercles* et communes. C'est un programme de structuration des chaînes de valeur agricoles en privilégiant les acteurs dès la production d'intrants jusqu'aux consommateurs finaux des produits transformés. Le programme s'articule autour d'une démarche de promotion du marché en valorisant davantage les débouchés commerciaux pour les trois filières dans une dimension de partenariat public-privé.

**Cercles = Divisions administratives regroupant plusieurs communes*

OBJECTIF GLOBAL

DIVERSIFIER ET RENFORCER DURABLEMENT LES SOURCES DE REVENUS AGRICOLES ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Développer et intensifier la productivité, la durabilité et la profitabilité de trois filières agricoles (riz, fonio, sésame).

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- développer les filières du sésame et du fonio à travers 77 organisations de producteurs dont 36 pour le fonio et 41 pour le sésame et 33 micro et petites entreprises ;
- améliorer la sécurité alimentaire et ce, notamment grâce au développement de la filière rizicole ;
- contribuer à l'atteinte des résultats environnementaux et climatiques des politiques et stratégies agricoles ;
- favoriser l'investissement et l'environnement économique en vue d'un développement optimal des filières.



 Budget

25 219 432 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

372 ha

En cours de terrassement avec construction d'une nouvelle station de pompage pour l'extension de la surface cultivée sur la plaine de San-Ouest.

1

Laboratoire de chimie appliquée en milieu rural équipé et mis en fonctionnement au profit du centre de Teriyabougou.

3

Guides d'autocontrôle pour les filières riz, sésame et fonio produits et diffusés afin d'améliorer la qualité des produits issus de ces trois filières.

3

Champs solaires installés à la station de recherche agronomique de Cinzana pour une autonomie complète du site en énergie renouvelable.

29

Micro et petites entreprises dotées en matériel de transformation pour les filières riz et fonio.

55

Organisations paysannes dotées en matériel de récolte et post-récolte pour les filières riz et fonio.

33

Champs-écoles paysans mis en place par la direction nationale de l'Agriculture au profit des organisations paysannes partenaires du programme.

* Liste non exhaustive



Chaque année, au Mali, plus de 300 000 jeunes arrivent sur le marché du travail avec des compétences insuffisantes et sans être passés par un dispositif les préparant à exercer un métier. En 2019, 881 343 jeunes de 15 à 24 ans, dont 72 % issus du milieu rural, déclaraient être ni en emploi, ni en éducation ni en formation. Le développement du capital humain, notamment au travers de la formation professionnelle de qualité pour l'emploi, constitue une priorité nationale et un enjeu majeur pour le développement socio-économique du pays et sa stabilité.

OBJECTIF GLOBAL

SOUTENIR LA CRÉATION D'EMPLOIS EN PRIORITÉ POUR LES FEMMES ET LES JEUNES AINSI QUE POUR LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Accroître les compétences professionnelles adaptées au marché de l'emploi des femmes et des hommes du monde rural.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la structure du secteur de la formation professionnelle pour répondre aux besoins de formation initiale du monde rural ;
- satisfaction des besoins en formation continue du monde rural ;
- renforcement des dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes en milieu rural.



 Budget

12 022 280 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

9

nouveaux programmes de formation aux métiers contribuant au développement des filières riz, fonio et sésame ont été élaborés et implantés dans les centres de formation professionnelle publics et privés.

2 323

prêts ont été accordés avec un taux de remboursement de plus de 90 %, 1 362 jeunes entrepreneurs ont été accompagnés dans le développement de leur entreprise et 258 primo-entrepreneurs ont intégré un dispositif de mentorat.

21 472

membres d'organisations paysannes et de petites entreprises ont bénéficié d'actions de formation continue (itinéraires techniques de production, transformation agroalimentaire, comptabilité simplifiée, marketing, adaptation aux changements climatiques, etc.).

838

formateurs et 1 322 maîtres d'apprentissage ont été formés en approche par compétence (pédagogie et évaluation).

26

bureaux de liaison école-entreprise ont été implantés dans les centres de formation professionnelle publics et privés.

6 890

jeunes, encadrés par 1 750 maîtres d'apprentissage, ont achevé leur formation par apprentissage dans des filières agrosylvopastorales et artisanales.

2 020

jeunes ont suivi des formations initiales qualifiantes (filiales artisanales et agrosylvopastorales) dans des centres de formation professionnelle publics et privés.

67 %

des jeunes formés dans les centres ont été insérés dans la vie active 12 mois après leur sortie de formation.

* Liste non exhaustive



Depuis plus de 20 ans, l'État malien s'est engagé dans un vaste processus de décentralisation et de déconcentration. Cependant, en dépit d'acquis significatifs, sa mise en œuvre opérationnelle se heurte encore à de nombreux défis, notamment pour offrir aux populations des services de qualité contribuant à améliorer les conditions de vie.

OBJECTIF GLOBAL

RÉUNIR LES CONDITIONS OPTIMALES DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE TERRITORIAL DANS LE RESPECT DES PRINCIPES DE BONNE GOUVERNANCE TOUT EN S'ALIGNANT AVEC LES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Faire gagner en performance le secteur public et assumer sa redevabilité envers la population rurale.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- promotion des conditions favorables au développement socio-économique et de leur gestion durable ;
- appui institutionnel et organisationnel pour l'élaboration, le pilotage et le suivi des stratégies et politiques de décentralisation et de déconcentration ;
- accompagnement de l'État dans la programmation et la budgétisation de ses appuis à la régionalisation, exercés par les services déconcentrés ;
- optimisation des mécanismes de financement des collectivités territoriales au travers de solutions innovantes.



 Budget

12 432 531 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

2

schémas communaux d'aménagement de territoire ont été réalisés avec l'accompagnement du programme.

252

ménages, jeunes et femmes ont été dotés en terres récupérées et aménagées et matériels de production.

300

agents techniques des collectivités ont été certifiés suite à six parcours d'acquisition de compétences.

4

salles de formation ont été construites en vue de la délocalisation à Ségou du centre de formation des collectivités territoriales.

2

nouvelles infrastructures ont été réalisées pour un montant de 324 792 EUR portant le montant total des infrastructures réalisées pour les collectivités à 2 229 469 EUR.

20

nouvelles collectivités ont bénéficié du logiciel de gestion ReCoDe qui assure une gestion informatisée des budgets communaux et des ressources humaines, portant ainsi à 60 le nombre de collectivités ayant bénéficié dudit logiciel.

2

guides (le guide d'amélioration des ressources locales des collectivités ainsi qu'un guide de maintenance des infrastructures communautaires) ont été réalisés avec l'accompagnement du programme au profit des cellules d'appui à la décentralisation et déconcentration.

* Liste non exhaustive

MLI/023 DÉCENTRALISATION ET BONNE GOUVERNANCE

POURQUOI RENFORCER LES CAPACITÉS DES ÉLUS ET AGENTS TECHNIQUES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES PAR UN PARCOURS D'ACQUISITION DES COMPÉTENCES ?

Le renforcement des capacités des élus et des agents des collectivités territoriales constitue l'un des principaux défis qui se posent à la décentralisation au Mali. Depuis la constitution du 25 février 1992, le pays a adopté la décentralisation comme mode de gouvernance du pays. En vue d'une amélioration conséquente des conditions de vie des populations, des compétences ont été transférées de l'État vers les collectivités. Cependant, ces transferts n'ont pas toujours été accompagnés de plans efficaces de renforcement des compétences des acteurs. Sur le terrain, une mauvaise qualité des services offerts et des documents produits par les collectivités est constatée.

Face à ce constat, le programme MLI/023 - Décentralisation et bonne gouvernance - et le centre de formations des collectivités territoriales ont convenu d'un plan de renforcement des capacités des élus et des agents des collectivités territoriales orienté essentiellement sur un nouveau paradigme à travers un parcours d'acquisition des compétences. Cinq parcours ont été déroulés au profit de 650 agents techniques des collectivités et élus : finances locales, maîtrise d'ouvrage, administration, élus locaux et budget additif.

Il s'agit d'une approche innovante, structurée et combinant différents modes d'apprentissage. Elle permet à l'individu d'acquérir les compétences nécessaires afin qu'il soit en mesure d'assumer certains rôles clés au sein d'une entreprise, d'un service ou d'une entité professionnelle. Cette approche met la responsabilité et le rôle de l'auditeur au centre de son propre processus d'acquisition de savoirs et de compétences. Elle met aussi l'accent sur les résultats d'apprentissage et se fonde sur le principe de la co-responsabilité entre demandeurs de renforcement de capacités et structures d'appui. Plus spécifiquement, elle privilégie la co-construction entre formateurs et auditeurs à partir de l'analyse des besoins généraux et spécifiques des auditeurs.



Monsieur Sidibé, coach-formateur et membre de la task-force mise en place pour assurer les formations, le confirme: « C'est une approche innovante de renforcement des capacités. Elle met plus à l'aise le participant qui se sent co-responsable de la définition des objectifs de la formation et reste vigilant quant à l'atteinte des résultats découlant de ses objectifs. Aussi, elle rend les participants plus productifs, attentifs et concentrés sur le sujet. En effet, ce sont les participants qui déterminent par la co-construction des objectifs pédagogiques la stratégie à développer par le formateur. Cette approche les rend plus disponibles (par exemple lors d'une des formations à Ségou, les participants sont restés en salle jusqu'à la nuit pour continuer leurs travaux après la fin de l'heure). Je me dis qu'ils sont confiants car ils ne deviennent pas consommateurs tous azimuts de ce qu'on leur propose. L'approche s'adapte mieux aux besoins de renforcement des participants ».

Cette démarche structurée et originale de renforcement des capacités repose essentiellement sur trois éléments :

- conception et exécution de modules de formations entrecoupées de séances de coaching ;
- conception et mise en place d'outils et de supports pédagogiques adaptés aux besoins et objectifs spécifiques des auditeurs ;
- conception et mise en route d'un dispositif de suivi-évaluation.

« Cela m'a aidé pour répondre aux besoins de ma famille, surtout la scolarisation de mes enfants et le paiement de médicaments »

Pour Monsieur Yaya TRAORÉ, régisseur des recettes de la commune de Cinzana, cercle de Ségou, qui a suivi des parcours d'acquisition des compétences en finances locales et en maîtrise d'ouvrage, c'est le coaching qui fait la particularité de la démarche : « Dans l'approche classique, après la formation, chacun rejoint son poste et tout ce que l'on n'a pas compris durant la formation est considéré comme perdu. Avec le parcours d'acquisition des compétences, l'innovation c'est le coaching. Après la formation, le coach rejoint l'auditeur dans sa commune et vous allez évoquer les difficultés rencontrées. Dans ce cadre, vous êtes à l'aise, vous discutez des problèmes sans complexe et les solutionnez sur place. C'est la grande différence entre le parcours d'acquisition des compétences et les autres approches ».

Quant à Mme DEMBÉLÉ Kadidia, Secrétaire générale du Conseil du cercle de Bla, région de Ségou, qui a participé aux parcours d'acquisition des compétences en administration publique et en maîtrise d'ouvrage, elle relève que l'approche offre la possibilité de mesurer l'évolution des connaissances des auditeurs dans un domaine précis. « Pour moi, la première étape a consisté à évaluer le niveau de l'agent avant la formation et dégager les aspects sur lesquels il a besoin d'être renforcé, c'est-à-dire ses points faibles. Les formateurs ont fait de leur mieux pour combler ces besoins. Après la formation, un test a posteriori est utilisé pour déterminer la progression de connaissances de l'auditeur ».

La certification intervenant après le coaching et ce test est l'étape la plus symbolique aussi bien pour les auditeurs que le centre de formations des collectivités territoriales, car elle sanctionne le passage, réussi ou non, du parcours d'acquisition des compétences.

Enfin, le recours aux technologies de l'information et de la communication a apporté un éclat à la démarche à travers l'introduction de la moodlebox qui développe les capacités d'autocontrôle des auditeurs en ce qui concerne le processus d'apprentissage. Elle constitue un outil privilégié pour asseoir une communauté d'apprentissage sur la plateforme numérique, tant en salle qu'à distance. Elle est composée d'un serveur local capable de fonctionner avec différentes sources d'énergies (réseau électrique, batterie, système solaire...), ce qui lui confère une grande capacité d'utilisation même dans les endroits les plus reculés.



Pour ce projet, LuxDev est mandatée par la direction du Développement et de la Coopération suisse pour appuyer le conseil régional de Sikasso en tant que maître d'ouvrage dans le développement de deux filières locales, à savoir le lait et la pomme de terre.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ ET DE LA VALEUR DE LA PRODUCTION DES ENTREPRISES ET DES EXPLOITATIONS FAMILIALES AGRO-PASTORALES DE SIKASSO

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- améliorer l'environnement du tissu entrepreneurial agricole ; et
- accroître durablement la productivité ainsi que la rentabilité dans les filières prioritaires.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- structuration et autonomie des filières du lait local et de la pomme de terre ;
- implication d'un secteur privé moderne ;
- renforcement des collectivités territoriales sur l'adéquation avec les stratégies filières ;
- implication des services techniques étatiques et des prestataires indépendants ;
- établissement et opérationnalisation des mécanismes d'investissements structurants et productifs ;
- renforcement de la maîtrise des marchés des produits régionaux.



 Budget } Coopération suisse
7 064 364 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Intensification de la production laitière, par l'amélioration génétique de races locales (insémination et suivi des naissances de 350 vaches), la distribution de génisses de race maure et Azawak, l'appui à l'aménagement de 40 ha de culture fourragère irriguée.



Renforcement de capacités d'une usine moderne de transformation du lait 100 % local (photo) en lait frais, yaourts, beurre, dotée d'une machine de fabrication de bouteilles recyclables en polyéthylène haute densité.



Depuis la campagne 2017/2018, 225 tonnes de semences maliennes de pommes de terre (dont 120 en 2020/2021) ont été produites, grâce à une collaboration avec la recherche et à la formation de producteurs semenciers appuyés par l'interprofession de la pomme de terre.



Renforcement de capacités du conseil régional de Sikasso sur la stratégie filière régionale des organisations faitières de producteurs, en particulier par des investissements : 12 aménagements de retenue d'eau dans les bas-fonds pomme de terre, sept hangars de stockage, appui à 55 porteurs de projets productifs.



80 organisations de producteurs, transformateurs et collecteurs de lait ainsi que 295 organisations de producteurs, transformateurs et commerçants de pomme de terre sont identifiées, diagnostiquées, appuyées, accompagnées.



Appui à la création et renforcements de capacités de la fédération régionale des unions de sociétés coopératives de producteurs de lait FERLAIT et de la fédération régionale des sociétés coopératives de producteurs de pomme de terre de Sikasso (FERPT).

* Liste non exhaustive

Le projet MLI/804 s'inscrit dans la continuité des projets de relance de l'économie locale et d'appui aux collectivités dans le nord du Mali (RELAC), mis en œuvre par LuxDev entre janvier 2016 et novembre 2019. Il a démarré le 1^{er} décembre 2019 et vise le développement local et l'amélioration de la gouvernance des collectivités territoriales dans les 42 communes d'intervention des régions de Gao et Tombouctou.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA STABILISATION DES RÉGIONS DE GAO ET TOMBOUCTOU ET À LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Le développement local et la gouvernance des collectivités territoriales sont améliorés dans les 42 communes d'intervention des régions de Gao et Tombouctou.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- le développement économique local à travers des associations et coopératives et les petites et moyennes entreprises locales ;
- la formation et insertion professionnelle des jeunes hommes et femmes de la région de Tombouctou ;
- le renforcement des services sociaux de base et de leur gouvernance est pris en charge par les collectivités territoriales ;
- le renforcement des capacités des collectivités territoriales dans l'exercice de leur mandat et fonctions.



FAITS MARQUANTS*

60

consolidation des projets socio-économiques de 60 associations et coopératives :

- 4 368 ménages appuyés ;
- 750 personnes formées ;
- 1270 ha irrigués appuyés ;
- 167 emplois permanents créés.

12

Mise en place du dispositif d'orientation et d'insertion professionnelle des jeunes dans la région de Tombouctou, avec 12 conseillers en orientation formés et opérationnels.



Campagne de sensibilisation en faveur de l'orientation et l'insertion professionnelle dans la région de Tombouctou, via trois émissions radio en quatre langues locales.

57

Formation professionnelle de 57 jeunes dans la région de Tombouctou.

42

Identification, priorisation et validation des services sociaux de base (eau, santé et éducation) à réhabiliter et équiper dans les 42 communes d'intervention.



Réalisation de diagnostics des comités de gestion des services sociaux de base et des collectivités territoriales bénéficiaires.

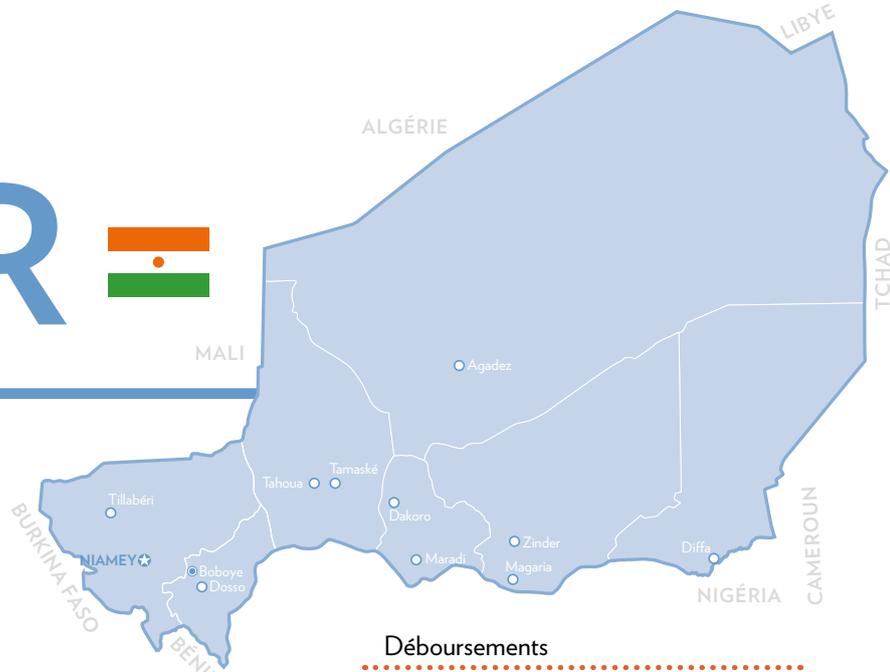


Veille sécuritaire permanente.

* Liste non exhaustive



NIGER

8

PROJETS EN EXÉCUTION

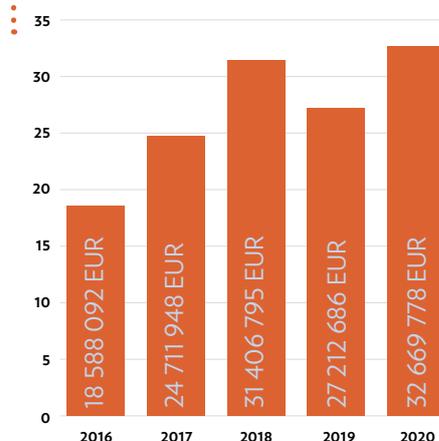
➔ **48** COLLABORATEURS AU NIGER

27,87 %

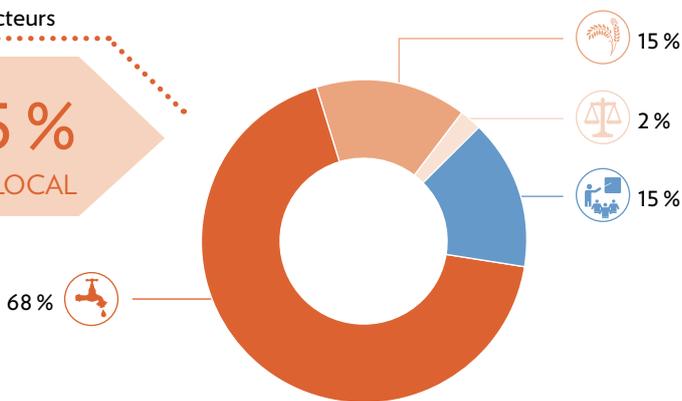
DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

32,70 M EUR MISE EN ŒUVRE EN 2020

Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs





NIG/023

APPUI À L'OPÉRATIONNALISATION DU PROGRAMME SECTORIEL DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION, A-PSEF

Le programme vient en appui au secteur de l'éducation de base. Il accompagne un processus de décentralisation, qui permet d'entrevoir de réelles possibilités d'action pour les régions et les communes et constitue pour elles l'opportunité de promouvoir elles-mêmes leur politique éducative. Il est aligné sur la politique du secteur de l'éducation, fondée sur une approche holistique de l'ensemble du système, du préscolaire au supérieur, ainsi que tous les autres segments dont celui de la formation professionnelle. Cette politique vise à mettre en place les conditions d'une évolution des pratiques de gouvernance, une amélioration du système de gestion des données et l'initiation de pratiques nouvelles. Le programme a contribué à la création et à l'opérationnalisation du fonds commun sectoriel de l'éducation, qui appuie la mise en œuvre du programme sectoriel en mutualisant les ressources de plusieurs partenaires et en les mettant à disposition des acteurs nationaux.

OBJECTIF GLOBAL

APPUYER LE GOUVERNEMENT NIGÉRIEN DANS SES EFFORTS À GARANTIR L'ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUS, Y COMPRIS POUR LES ADULTES ET POUR LES ENFANTS ÉCONOMIQUEMENT ET SOCIALEMENT MARGINALISÉS

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Appuyer l'opérationnalisation du programme sectoriel afin d'assurer son ancrage efficace et durable en région :

- pallier les manquements dans la qualité de l'éducation ;
- garantir un accès équitable à l'éducation de base ;
- contribuer à la prise en compte du genre ;
- accompagner les partenaires dans le pilotage et le monitoring de leur politique sectorielle.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la gouvernance du système éducatif et renforcement de la redevabilité depuis le niveau central jusqu'aux différents niveaux déconcentrés et décentralisés des régions cibles par les institutions en charge de l'éducation ;
- renforcement de la qualité des enseignements et des apprentissages ;
- intégration des enfants et des jeunes déscolarisés et non scolarisés dans les structures d'éducation formelle du primaire et du secondaire.



 Budget

13 300 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Appui au montage et à l'opérationnalisation du Fonds commun sectoriel de l'éducation (FCSE) regroupant les contributions du Luxembourg, de la France, de la Suisse et de l'UNICEF (démarrage effectif le 1^{er} octobre 2018). Le FCSE est un fonds aligné avec la chaîne publique de la dépense qui permet de canaliser les contributions de différents bailleurs pour financer la totalité des sous-secteurs de l'éducation et de la formation.

34 849

En termes d'équipements scolaires, 34 849 tables-bancs ont été mis à la disposition des écoles primaires et 16 864 pour les établissements de l'enseignement secondaire dans les huit régions du pays.

14 018

enseignants et encadreurs pédagogiques ont bénéficié d'une formation depuis le démarrage du programme.



Le programme NIG/023, l'UNICEF et les ministères de l'Éducation et de la Formation ont joint leurs efforts pour élaborer la Stratégie nationale accélérée pour l'éducation et la formation des filles et des femmes (SNAEFFF). La SNAEFFF est un document unique, se substituant à des documents partiels, et entend adopter une approche globale de la situation féminine à l'égard de l'éducation : tous les âges, tous les statuts, toutes les formes d'éducation sont désormais abordées dans une politique d'ensemble.

120

fédérations communales des comités de gestion décentralisée des établissements scolaires et 33 fédérations départementales des comités de gestion des établissements de l'Enseignement secondaire ont bénéficié d'une subvention via les communes et les conseils régionaux.



Suite à l'étude diagnostique sur le dispositif de suivi-évaluation du programme sectoriel de l'éducation et de la formation, le manuel de monitoring du secteur a été élaboré et est disponible.

62

salles de classe ont été construites ou réhabilitées par les communes (enseignement primaire) et par les régions (enseignement secondaire) avec l'appui de l'agence nationale de financement des collectivités territoriales.

660 251

élèves de CP et de CM2 bénéficient de supports et de livrets d'apprentissage en français et en mathématiques.

117 200

élèves de 6^e et 5^e bénéficient de manuels de français et de mathématiques.

148 981

enseignants et professeurs bénéficient de supports pédagogiques.

* Liste non exhaustive



NIG/024

APPUI AU PROGRAMME NATIONAL DE FORMATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE AU NIGER II

Le sous-secteur de la formation professionnelle connaît des progrès importants en matière de capacité d'accueil et d'affectation des ressources. Il bénéficie, en outre, des ressources du Fonds commun sectoriel éducation, qui poursuit l'objectif d'appuyer la mise en œuvre du programme sectoriel en mutualisant les ressources de plusieurs partenaires et en les mettant à disposition des acteurs nationaux selon des modes opératoires et des procédures harmonisées et alignées aux procédures nationales. Cependant, les capacités des acteurs à tous les échelons doivent encore être renforcées et la formation professionnelle souffre d'un déficit d'image auprès de la population et surtout des jeunes. Le sous-secteur est aussi confronté à la triple question de gestion de flux des jeunes, de la rareté des compétences et des difficultés d'insertion.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ, À L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ ET AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AMÉLIORANT LA QUALIFICATION DES RESSOURCES HUMAINES

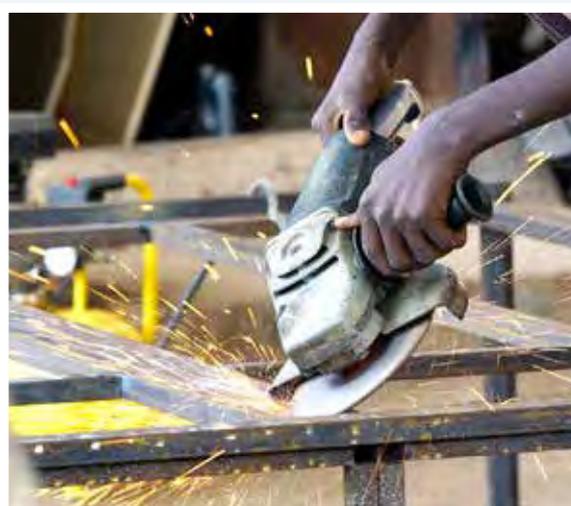
OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- appuyer l'insertion des jeunes et particulièrement des jeunes ruraux dans les filières économiques porteuses de croissance et d'emplois.



AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la gouvernance et des capacités de pilotage et de gestion de l'enseignement et formation professionnels et techniques au niveau national, régional et local ;
- amélioration à l'échelle nationale de l'accès des jeunes à une formation diversifiée et en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi ;
- amélioration au niveau central et décentralisé de la qualité des dispositifs de formation professionnelle et d'apprentissage.



 Budget

19 700 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

6 928

jeunes ont été formés dont 3 240 en formation initiale professionnelle (de courte durée 3/6 mois) et 3 152 en apprentissage de type dual par le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage : 320 dans les métiers du cuir et 216 sur les métiers de l'agro-sylvo-pastoralisme.

40

Dans le cadre de la gestion locale de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels, 40 inspecteurs pédagogiques et de services ont été formés comme formateurs de chefs d'établissement et ont eu à former à leur tour 674 chefs d'établissements en pilotage et de gestion d'un établissement.

3 334

cadres du ministère des Enseignements professionnels et techniques dont 3 200 formateurs et 134 encadreurs pédagogiques ont bénéficié d'un renforcement de leurs compétences sur les plans pédagogique et technique.

17

Dans le cadre de l'implantation de l'approche par compétences, 17 programmes de formation ont été élaborés, principalement dans les métiers de l'agro-sylvo-pastoralisme, 59 encadreurs pédagogiques et 222 formateurs ont été formés en approche par compétences. L'expérimentation a démarré dans 14 centres de formation aux métiers, dont ceux construits par la Coopération luxembourgeoise dans le cadre du NIG/017.

732

cadres du ministère des Enseignements professionnels et techniques ont été formés en genre dont 45 points focaux genre au niveau central et régional formés en genre et en plaidoyer, 30 formateurs/formatrices, 35 directeurs nationaux et chefs de services, 175 chefs de divisions et agents du niveau central et 447 points focaux genre des établissements.

13

établissements de formation et une Direction régionale des enseignements professionnels et techniques ont été réhabilités et 149 établissements ont bénéficié d'un appui en matière d'œuvre.

* Liste non exhaustive



NIG/025

PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE DANS LA RÉGION DE DOSSO, PHASE II

L'objectif du programme est aligné sur l'Initiative 3N « les Nigériens nourrissent les Nigériens ». Aussi, il prévoit le suivi du parcours des jeunes vers une installation réussie. La stratégie d'insertion des jeunes agriculteurs se réalise à travers trois activités : la formation, le conseil agricole et l'installation à travers le crédit agricole. La mise en place d'infrastructures structurantes publiques complète cette stratégie et favorise les conditions de conservation et de vente des produits agricoles. Les financements visant l'installation et la réussite des jeunes dans les métiers des filières agricoles sont alignés sur les dispositifs du Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle que le programme a contribué à opérationnaliser. Le programme a une approche multi-acteurs qui implique notamment le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, le Conseil régional et la Chambre régionale d'agriculture de Dosso, l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales et la Banque agricole du Niger.

OBJECTIF GLOBAL

METTRE LA POPULATION NIGÉRIENNE À L'ABRI DES FAMINES RÉCURRENTES, LUI GARANTIR LES CONDITIONS D'UNE PLEINE PARTICIPATION À LA PRODUCTION NATIONALE ET AMÉLIORER SON REVENU

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Augmenter les opportunités économiques pour les jeunes de la région de Dosso dans les métiers liés aux filières agricoles.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités des acteurs publics et des organisations professionnelles aux niveaux central et régional pour le meilleur accomplissement de leur mandat ;
- mise en œuvre des facilités régionales d'investissement sur les filières porteuses au profit des projets des jeunes ;
- amélioration de l'adaptation de l'offre d'encadrement, de conseils et de formations aux besoins des projets des jeunes.



 Budget

21 590 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

10 021

jeunes ont été formés, dont 58 % de femmes, sur une cible de 10 000 jeunes à atteindre en fin 2020.

8 482

jeunes ont bénéficié d'un appui en conseil agricole.

6 352

producteurs, dont 52 % de femmes, ont bénéficié d'un crédit pour lancer une activité agricole.

68

infrastructures structurantes communales ont été construites (magasins de stockage, magasins de conservation de produits maraîchers, comptoirs et hangars de vente de produits agricoles, aires de séchage, radiers, ouvrages de protection des sites des cultures irriguées).

19

pistes rurales ont été réhabilitées dans le but de faciliter l'écoulement des produits agricoles.

4 756

hectares de terres agricoles dégradées ont été récupérées au profit de 5 003 jeunes agriculteurs dont 62 % de femmes.

* Liste non exhaustive



PROGRAMMES D'APPUI AU SECTEUR EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

L'accès à l'eau et à l'assainissement a un impact direct sur la santé, en réduisant les risques de maladies, sur l'éducation, en multipliant les chances de scolarisation des enfants, sur la croissance économique, en créant des emplois et sur le développement de l'agriculture et des énergies renouvelables. Avec un taux d'accès théorique à l'eau potable en milieu rural en 2018 compris entre 35,17 % et 64,96 % et un taux d'accès à l'assainissement de base en milieu rural de 7,3 % en 2018, le Niger fait face à des défis significatifs à relever dans le secteur de l'eau et de l'assainissement afin de réduire les disparités vu aussi l'accélération du taux d'accroissement de la population. Le gouvernement nigérien a fait de l'accès équitable de la population à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement un des objectifs de développement du pays et s'est doté d'un programme sectoriel eau, hygiène et assainissement 2016-2030 pour y répondre et d'un projet d'appui institutionnel pour renforcer les capacités du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement dans le pilotage du secteur ainsi que les autres acteurs sectoriels.

Les programmes exécutés par LuxDev viennent en appui au secteur en améliorant l'équité dans l'accès aux services d'eau et d'assainissement, le développement de la gestion locale de la ressource en eau et la connaissance accrue de la ressource et s'inscrivent donc dans le Programme sectoriel eau, hygiène et assainissement et dans le Projet d'appui institutionnel. Ancrés au sein du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, le Programme d'appui au secteur eau, hygiène et assainissement (PASEHA 3 – NIG/026), financé par le Luxembourg et le Danemark, ainsi que le programme de soutien au PASEHA (S-PASEHA – NIG/703), financé par les Pays-Bas, ciblent toutes les régions du pays et, plus spécifiquement, les communes les plus pauvres et les moins desservies du Niger afin de maximiser l'impact et de répondre aux défis des objectifs de développement durable.

Par ailleurs, le projet NIG/802, financé par l'Union européenne via le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, et une composante du NIG/703, ciblent la zone particulièrement fragile appelée «Nord Tillabéry» et visent à contribuer à améliorer les conditions de vie des populations frontalières par un meilleur accès aux services de base, notamment l'eau et l'assainissement. Cette zone transfrontalière, incluant la bande située le long de la frontière malienne sur les régions de Tillabéri et Tahoua, est affectée par des troubles sécuritaires importants qui provoquent de multiples déplacements de population et accentuent leur vulnérabilité. Au total, cinq départements desdites régions font partie de la zone prioritaire d'intervention (Filingué, Ouallam, Tera, Tillabéry, Tahoua). Ces interventions rentrent dans le cadre des appuis prévus par le Programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité dans les zones transfrontalières fragiles ayant pour but de répondre à l'axe résilience et développement humain du Plan d'investissements prioritaires du G5 Sahel, ainsi que la stratégie régionale pour la sécurité et le développement des États du G5-Sahel.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui institutionnel, LuxDev a mis en place dès 2017 une équipe d'assistance technique en appui au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement et aux services déconcentrés et décentralisés. Au 1^{er} janvier 2021, cinq assistants techniques appuient le niveau central (dont quatre internationaux), et six assistants techniques nationaux appuient les directions régionales et les collectivités territoriales, couvrant ainsi tout le pays, excepté la région de Diffa où le travail de terrain est impossible en raison de l'insécurité.

Un mécanisme commun de financement a été mis en place par l'État nigérien. Il permet désormais de canaliser les fonds des partenaires étrangers et de l'État nigérien dans une démarche commune et cohérente avec les politiques nationales. En sus du Luxembourg, du Danemark, de l'Union européenne et des Pays-Bas, dont les contributions sont gérées par LuxDev et canalisées via le mécanisme commun de financement pour leur mise en œuvre par l'État (ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement) dans le respect des procédures nationales. L'État contribue depuis 2017 au mécanisme commun de financement et, depuis 2020, l'UNICEF y a également inscrit sa contribution.



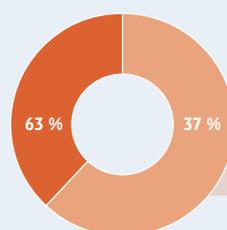
NIG/026 • NIG/703 • NIG/802

NIG/026

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT - PHASE III (PASEHA-3)

Durée du projet

	2016	2017	2018
2019	2020	2021	2022



Budget total

68 573 296 EUR

- Gouvernement luxembourgeois 42 861 126 EUR
- Coopération danoise 25 712 169 EUR

NIG/703

SOUTIEN AU PROGRAMME SECTORIEL EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (PASEHA 3)

Durée du projet

2020	2021	2022
------	------	------

Budget

15 000 000 EUR

Pays-Bas

NIG/802

SOUTIEN AU PROGRAMME RÉGIONAL D'URGENCE D'AMÉNAGEMENT D'INFRASTRUCTURES DE PROXIMITÉ DU G5 SAHEL, COMPOSANTE HYDRAULIQUE ET ASSAINISSEMENT (PILIER 1) POUR LES ZONES NORD TILLABÉRI ET OUEST TAHOUA AU NIGER, DANS LE CADRE DU PROSEHA

Durée du projet

2020	2021
------	------

Budget

8 000 000 EUR

Contribution du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne



PROGRAMMES D'APPUI AU SECTEUR EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

OBJECTIF GLOBAL

**GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER
UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU (OBJECTIF 6
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2030)**

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- contribuer à assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous les usagers de l'espace rural et semi-urbain ;
- contribuer à l'amélioration de l'accès des populations aux services d'eau et d'assainissement (programme sectoriel de l'eau et de l'assainissement, phase I - 2016 - 2020) pour 750 000 personnes additionnelles en cinq ans.

Programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité du G5 Sahel

2

Recrutement et mobilisation des maîtres d'œuvre dans les deux régions (Tillabéri et Tahoua).



Lancement officiel du Programme régional d'urgence d'aménagement d'infrastructures de proximité du G5 Sahel qui vise à améliorer les conditions de vie des populations frontalières.

217

Les travaux de latrines publiques dans les écoles, les centres de santé et les lieux publics ont déjà été achevés dans les deux régions (Tillabéri et Tahoua), et l'objectif de 217 latrines a été atteint dès le 31 décembre 2020.

29 000

Au 20 février 2021, la mise en œuvre du PDU a déjà permis de réaliser 29 forages, réhabiliter 14 mini-AEP et huit puits pastoraux dans les régions de Tillabéri et de Tahoua, ce qui a permis rétablir le service d'eau potable pour 29 000 personnes.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de l'accès universel, équitable et à un coût abordable, à l'eau potable en milieu rural ;
- amélioration de l'accès universel, équitable et à un coût abordable, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats en milieu rural ;
- amélioration de la connaissance, du suivi et de la protection des ressources en eau ;
- amélioration de la gouvernance, du renforcement des capacités nationales et de la participation citoyenne du secteur ;
- amélioration des capacités et systèmes de planification et de gestion administrative et financière du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement tout en assurant l'intégration des principes de la gestion axée sur les résultats ;
- renforcement des dispositifs de coordination sectorielle en vue de les rendre pérennes et opérationnels ;
- amélioration de l'accès à l'eau pour tous les usagers de l'espace pastoral.

FAITS MARQUANTS*

39 000

Le mécanisme commun de financement a déjà contribué à construire 120 adductions d'eau potable depuis le début de sa mise en œuvre, ce qui correspond à 39 000 ménages nouvellement desservis en services basiques d'eau potable.

1 150

Dans le secteur de l'hygiène et de l'assainissement, 1 150 infrastructures (latrines publiques) ont été réalisées via le mécanisme commun de financement dans les écoles, les centres de santé et les lieux publics.

114

Dans le secteur de la gouvernance, 114 plans locaux en eau et assainissement ont été réalisés et financés par le mécanisme commun de financement : il s'agit de plans triennaux communaux priorisant les besoins d'investissements.



Création et opérationnalisation du mécanisme commun de financement, mécanisme financier multi-bailleurs fonctionnant selon les principes de l'approche programme et basé sur les procédures nationales, avec des contributions de l'État et des bailleurs de fonds (à date : Grand-Duché de Luxembourg, Royaume de Danemark, Royaume des Pays-Bas, Union européenne et UNICEF). Les contributions financières sont versées dans un compte du trésor public nigérien et le MHA est responsable de la mise en œuvre dans le cadre de son Programme sectoriel eau hygiène et assainissement (PROSEHA 2016-2030).



Mise en place d'une démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences qui a permis de doter le Ministère d'un plan de formation triennal (2020-2022) et d'un plan de gestion des carrières.

94

Les interventions dans le secteur de l'hydraulique pastorale via le mécanisme commun de financement ont également permis de réaliser 83 puits cimentés et 11 stations de pompage pastorales. Ces réalisations sont accompagnées par une intermédiation sociale qui a débouché sur la signature de 105 accords sociaux destinés à éviter les conflits autour de ces nouveaux points d'eau.

787

Les animations d'intermédiation sociale ont permis de toucher 660 villages et ont permis à 127 villages de mettre fin à la défécation à l'air libre.

* Liste non exhaustive



NIG/027

PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS DE LA CHAÎNE DES DÉPENSES PUBLIQUES DES RÉGIONS DE AGADEZ, DIFFA, TAHOUA ET ZINDER

Depuis 2014, le Luxembourg a développé une opération d'appui à la chaîne de la dépense publique dans la région de Dosso. Cet appui a permis de tester le renforcement de capacités ciblé sur les acteurs de la chaîne de la dépense publique dans une région et de construire et équiper des bâtiments adaptés aux services des finances publiques. Le modèle d'intervention étant potentiellement reproductible dans les autres régions et suite à une sollicitation de la part du ministère des Finances nigérien, le projet NIG/027 a vu le jour. Il prévoit un appui auprès des services techniques déconcentrés du ministère des Finances, visant les directions régionales du Budget, les trésoreries régionales et les services régionaux de contrôle des marchés publics et des engagements financiers. Il contribuera au renforcement des capacités de ces acteurs dans les quatre régions d'intervention et permettra de construire, à Zinder, un complexe abritant les acteurs de la chaîne de la dépense publique régionale.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES ET DE L'EFFICACITÉ DE LA CHAÎNE DES DÉPENSES EN RENFORÇANT LE DISPOSITIF DE PRÉPARATION, D'EXÉCUTION, DE SUIVI ET DE CONTRÔLE AINSI QUE LES CAPACITÉS DES PRINCIPAUX SERVICES ÉVOLUANT DANS CE DOMAINE.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la performance de la chaîne de la dépense publique dans les régions d'Agadez, Diffa, Tahoua et Zinder.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- l'amélioration des conditions de travail des services techniques déconcentrés du ministère des Finances avec notamment des appuis pour la construction et la réhabilitation d'infrastructures, l'acquisition d'équipement et de moyens roulants ;
- le renforcement de capacités organisationnelles et techniques des services régionaux du ministère des Finances ;
- des appuis au bénéfice des services techniques déconcentrés des ministères sectoriels partenaires de la Coopération luxembourgeoise ainsi que des cadres des collectivités territoriales concernés par le volet financier des réformes sur la décentralisation ;
- un appui au niveau national au bénéfice des responsables de programmes des ministères sectoriels partenaires de la Coopération luxembourgeoise afin qu'ils puissent jouer pleinement le rôle qui leur est attribué par les textes ayant adopté les dispositions du budget programme.

 Budget

2 717 179 EUR

Durée du projet

2019	2020	2021
------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Lancement des marchés relatifs à

- un avenant à la construction du bâtiment de Zinder ;
- la construction du bâtiment pour le contrôleur financier de Diffa ; et
- la réhabilitation des bâtiments au profit des services déconcentrés du ministère des Finances dans les régions de Agadez et Dosso.



Élaboration et signature d'une convention de financement pour la délégation des fonds au ministère des Finances pour la mise en œuvre d'une partie des activités prévues, à savoir le diagnostic des services déconcentrés du ministère des Finances dans les quatre régions, la construction / réhabilitation de bâtiments et l'équipement des services techniques.



Réalisation d'un diagnostic et d'un plan de formation en vue du renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de la dépense publique dans les régions de Agadez, Diffa, Tahoua et Zinder.



Démarrage et mise en œuvre, en collaboration avec l'École nationale d'administration du Niger, des formations au bénéfice des cadres du ministère des Finances et d'autres ministères sectoriels au niveau central (sept modules prévus).



Acquisition de quatre véhicules pour les quatre services régionaux de contrôle financier.



Réalisation d'un inventaire des besoins en équipement des différents services techniques déconcentrés du ministère des Finances dans les quatre régions d'intervention.



Démarrage de la construction du bâtiment de Zinder devant abriter les trois services de la chaîne de la dépense au niveau régional et réhabilitation de l'électricité à la Direction régionale du budget de Diffa.

* Liste non exhaustive



NIG/801

APPUYER LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES FILLES ET GARÇONS DES RÉGIONS D'AGADEV ET ZINDER EN VUE DE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE CES DEUX RÉGIONS

Les jeunes des régions d'Agadez et de Zinder, qui représentent presque un tiers des jeunes de 15 à 30 ans du Niger, sont confrontés aux problèmes d'accès aux opportunités de formations professionnelles, au foncier ainsi qu'à la réticence des institutions financières à leur octroyer des prêts pour leur insertion dans le tissu socio-économique. Aussi, ont-ils des capacités d'auto-emploi et une employabilité très limitées. Désœuvrés, ils sont des proies faciles du marché de l'immigration irrégulière. C'est pourquoi ils constituent la cible de ce projet. Malheureusement, on constate une forte dépendance des structures déconcentrées vis-à-vis du niveau central notamment en ce qui concerne la prise de décisions et la planification opérationnelle des actions. Ces structures déconcentrées souffrent également d'une insuffisance de moyens qui les empêche de jouer pleinement leur mission. L'enjeu de l'appui technique se situe donc dans l'appropriation des outils de pilotage et l'autonomisation dans la prise de décisions des acteurs régionaux.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER L'EMPLOYABILITÉ DE 7 000 JEUNES FILLES ET GARÇONS À TRAVERS LES OFFRES DE FORMATIONS PROFESSIONNELLES ET LA CRÉATION DE PETITES ENTREPRISES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer l'employabilité de 6 000 jeunes filles et garçons à travers les offres de formations professionnelles et la création des petites entreprises.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration du pilotage de l'enseignement et de la formation professionnels et techniques aux niveaux central et surtout régional ;
- amélioration de l'accès des jeunes à une formation diversifiée et aux mesures d'accompagnement favorisant l'insertion professionnelle.



 **Budget** } Contribution
6 900 000 EUR } Trust Fund

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

6 982

jeunes (4 375 jeunes à Zinder et 2 607 à Agadez), dont 41,6% de filles, ont été dotés de compétences professionnelles leur ouvrant ainsi l'accès au marché de l'emploi de leurs régions.

891

ateliers, dont 336 à Agadez et 555 à Zinder, ont été équipés depuis le démarrage du projet, améliorant ainsi le plateau technique des différents ateliers ayant accueilli les jeunes en stages pratiques et en insertion directe.

347

centres de formation, dont 215 à Zinder et 132 à Agadez, ont été dotés de matières d'œuvre, d'outillages et d'équipements offrant ainsi aux jeunes des conditions d'apprentissage et de travail améliorées.

1 089

jeunes (741 à Zinder et 348 à Agadez), dont 50,3% de filles, ont été formés en entrepreneuriat et éducation financière.

4 630

jeunes (2 975 à Zinder et 1 655 à Agadez), ont bénéficié des services des 14 plateformes d'orientation créées et appuyées par le projet.

2 542

jeunes (1 713 à Zinder et 829 à Agadez), dont 45% de filles, ont été insérés dans le tissu économique de leur terroir.

* Liste non exhaustive

ABDOUL-MANAN
PREMIER BÉNÉFICIAIRE ORI-
GINAIRE D'AGADEZ
DU MÉCANISME DE FINAN-
CEMENT



ABDOUL-MANAN | PREMIER BÉNÉFICIAIRE DU MÉCANISME DE FINANCEMENT

NIG/801

APPUYER LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES FILLES ET GARÇONS DES RÉGIONS D'AGADEZ ET DE ZINDER EN VUE DE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE CES DEUX RÉGIONS

L'AUTO-EMPLOI: L'AUTRE VOLET DE L'INSERTION

Dans les régions d'Agadez et de Zinder, près de 6 000 jeunes ont suivi des formations professionnalisantes dans des secteurs aussi variés que la mécanique, la menuiserie, l'électricité, la couture ou encore le maraichage et la transformation des produits agricoles. Ces jeunes, formés dans le cadre du projet d'Appui à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder - AFIP-NIG/801, n'avaient peu ou pas été scolarisés et n'exerçaient aucune activité. À la fin de leur apprentissage, tel que prévu par le projet, près de la moitié d'entre eux ont été embauchés par la structure dans laquelle ils avaient effectué leur stage pratique. Les autres jeunes ont fait le choix de se mettre à leur compte en créant leur propre microentreprises grâce à un mécanisme de financement à coûts partagés composé d'une subvention (40 % du montant global du microprojet soumis par les jeunes) adossée à un crédit bancaire assuré par une institution financière, la Banque agricole du Niger (53 %) et d'un apport personnel (10 %) fourni par les jeunes promoteurs.



*Abdoul-Manan dans son magasin de vente
d'équipements photovoltaïques*



*Abdoul-Manan, à la réception de son matériel,
avec l'assistant technique du projet AFIP-NIG/801
et les agents de la Banque agricole du Niger*

« Avec la persévérance et la motivation, tout est possible »

ABDOUL-MANAN

22 ans, originaire d'Agadez, Abdoul-Manan est le premier à avoir bénéficié de ce mécanisme de financement. Il a réceptionné le matériel commandé grâce à l'appui du projet. Il s'est spécialisé dans la vente et la maintenance d'équipements photovoltaïques. Il explique ce qui l'a amené à être son propre patron.

« J'ai choisi d'être auto-entrepreneur parce que je me sentais capable de voler de mes propres ailes. Après ma formation, j'ai suivi un stage en entreprise qui m'a permis de comprendre comment fonctionne une entreprise et maîtriser quelques compétences de base nécessaires à la pratique du métier. C'est de là qu'a germé l'idée que je pourrais être mon propre patron. J'ai analysé ma situation et je me suis dit que je peux gagner plus en étant indépendant que de travailler avec le Maître d'Apprentissage (MA) qui va toujours me considérer peut-être comme un apprenti. C'est pourquoi, dès la fin de la formation, j'ai continué à travailler avec mon formateur qui a aussi son entreprise et qui me confiait certains travaux d'installation et de maintenance en attendant que l'appui prévu par le projet arrive. Après plus d'un an de travail avec mon formateur, je me sentais déjà apte à créer ma petite entreprise en maintenance des installations solaires et vente des équipements »

Le support fourni par le projet a été déterminant. En effet, les jeunes sont appuyés dans la constitution d'une demande de crédit, adossée à une subvention de l'ordre de 40 % du montant emprunté :

« Concernant le montage de mon dossier de demande de financement, j'ai reçu un appui des animateurs de l'ONG Adkou - prestataire d'appui conseil au titre de la région d'Agadez. Cet appui a consisté d'abord en l'élaboration du plan d'affaires puis des pièces administratives.

Une fois le dossier approuvé par le comité local de crédit de la Banque agricole du Niger, nous avons reçu aussi un appui conseil relatif à la bonne marche de l'entreprise de la part de l'agent de la Banque agricole du Niger qui s'occupe du volet crédit. Ce dernier nous accompagne jusqu'à la livraison des équipements par le fournisseur et à l'installation de l'entreprise.

Nous avons également reçu une aide précieuse de la part de l'assistant technique de la région d'Agadez du projet Appui à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder en vue de contribuer au développement socio-économique de ces deux régions, NIG/801. Il nous a aiguillés pour obtenir un financement et nous a conseillés de créer un plan d'action dans le cadre du processus de démarrage de notre entreprise. Par ailleurs, ma famille m'a aidé à trouver le local pour installer mon entreprise et nombreux sont ceux qui m'ont donné de précieux conseils pour prendre mon destin en main.»

La création d'entreprises est déterminante pour l'insertion des jeunes au Sahel. En effet, le tissu économique existant ne permet pas d'assurer un emploi salarié à tous ceux qui sont en mesure de travailler. Abdoul-Manan se félicite d'avoir fait ce choix, car il se sent à même de relever ce défi :

« Je suis très satisfait de ma démarche parce que je suis confiant et entouré de plusieurs conseillers (Banque agricole du Niger, assistant technique NIG/801, ONG Adkou, membres de la famille, etc.). Je me sens déjà responsable d'une entreprise. Dans les prochains jours, je vais faire les formalités administratives liées à mon entreprise, avoir le registre de commerce et le numéro d'identification fiscal, commencer les actions de visibilité en confectionnant la plaque d'indication, le dépliant, les cartes de visite, etc.

La prochaine étape sera la recherche des clients et leur fidélisation. J'encourage la jeunesse qui souffre des problèmes de chômage et de sous-emploi de suivre mon exemple. Avec la persévérance et la motivation, tout est possible.»

Selon les résultats d'une enquête indépendante réalisée auprès des jeunes appuyés par le projet, 1 938 jeunes se sont d'ailleurs insérés à travers la réalisation de leurs projets collectifs ou individuels sans attendre l'appui financier du projet.

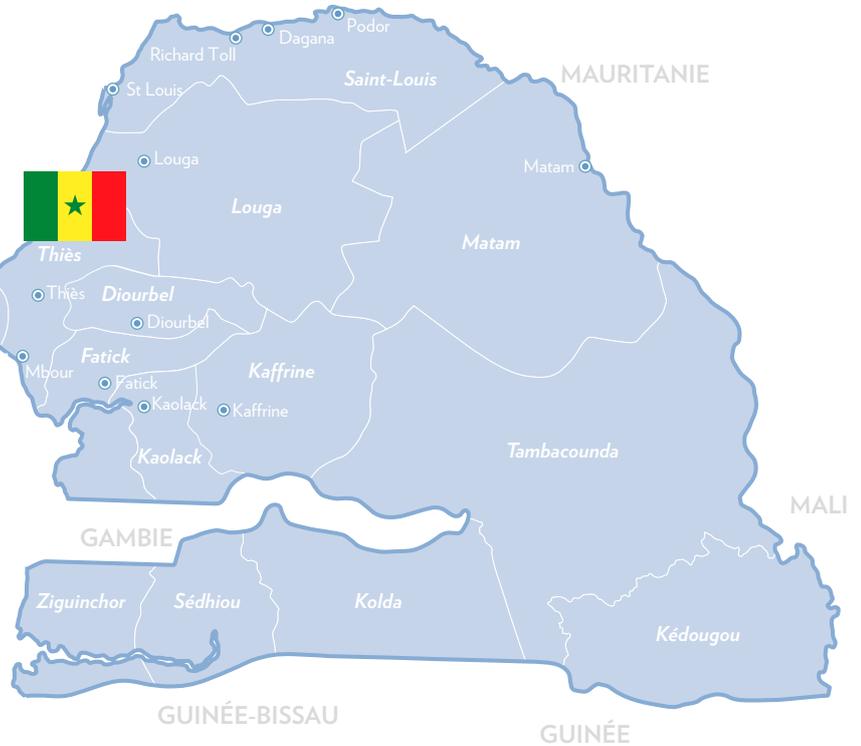
Le projet AFIP-NIG/801 est financé par le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne et mis en œuvre par LuxDev. Il participe à la stabilisation de cette zone fragile en offrant aux jeunes peu ou pas scolarisés des perspectives professionnelles et sociales.



SÉNÉGAL



DAKAR



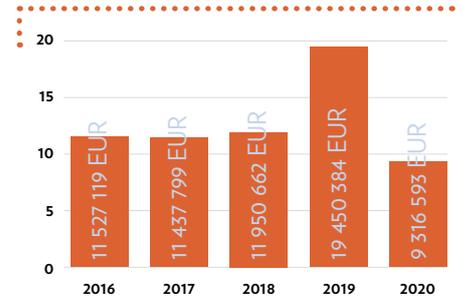
3 → **1** PROJET EN FORMULATION
61 COLLABORATEURS AU SÉNÉGAL
 PROJETS EN EXÉCUTION

7,95 %

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

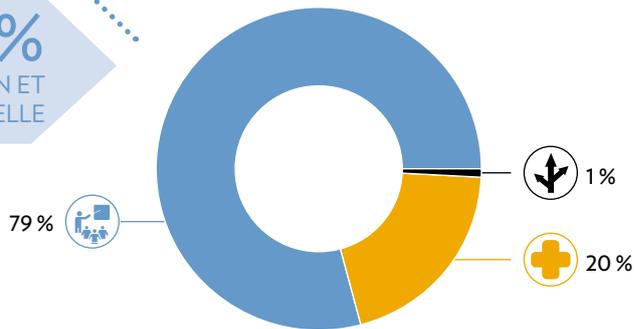
9,32 M EUR MISEŒUVRE EN 2020

Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs

79 %
 ÉDUCATION - FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE



Le programme « Santé et protection sociale » entend accompagner le secteur de la santé et de l'action sociale dans l'amélioration de l'accès à des services de soins de qualité, efficaces et équitables.

OBJECTIF GLOBAL

AU NIVEAU SECTORIEL, L'OBJECTIF GLOBAL EST DE CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ DES POPULATIONS DE LA ZONE DE CONCENTRATION OPÉRATIONNELLE, EN PARTICULIER LES PLUS VULNÉRABLES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer le système de santé et de protection sociale dans le but d'améliorer l'accès des populations, en particulier les plus vulnérables, à des services de soins de qualité, efficaces et équitables.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

Les interventions du programme auront pour priorité la santé de la mère et de l'enfant et se déploieront autour de quatre axes majeurs :

- le renforcement de l'offre de services au niveau des districts ;
- le renforcement de l'offre de services au niveau des hôpitaux ;
- le renforcement de l'assurance maladie et des autres mesures de protection sociale ;
- l'amélioration de la gouvernance sectorielle.



Durée du projet

	2018	2019
2020	2021	2022

 Budget
26 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*



L'ensemble des investissements à réaliser au niveau des services des urgences des centres de santé et des hôpitaux ont été identifiés.



Le centre de réception et de régulation des appels du SAMU de Kaolack est fonctionnel pour les trois régions du centre du pays (Kaolack, Fatick et Kaffrine).



Les investissements à réaliser pour l'Agence nationale de couverture maladie universelle et l'action sociale ont été identifiés.



Les mini-plans de renforcement des capacités des comités de développement sanitaire ont été élaborés à titre pilote pour deux départements : Sokone et Richard Toll.



Un centre de simulation médical en soins et gestes d'urgence est construit et équipé au SAMU national de Dakar.



Le processus de mise en place des unités départementales d'assurance maladie à Fatick et Gossas est en cours avec la préparation pour la fusion des mutuelles communautaires.

5

contrats de performance établis avec le SAMU, le Centre national de formation des techniciens en maintenance hospitalière, une structure du ministère du Développement communautaire, de l'Équité sociale et territoriale (Agence nationale de couverture maladie universelle) et deux institutions de formation (Université Gaston Berger de Saint Louis et Université Alioune Diop de Bambey).

34

Riposte COVID : 136 000 masques artisanaux, 1250 kits de lave-mains et autres kits d'hygiène ont été distribués dans 34 communes des sept régions et 10 respirateurs de transport livrés au SAMU.



La stratégie et le plan de déconcentration/décentralisation du dispositif de service mobile d'urgence et de réanimation ont été élaborés et sont en cours de mise en œuvre.

3

conventions de délégation de fonds et de mise en œuvre ont été signées pour les mutuelles départementales de Foundiougne, Fatick et Gossas.

4

plans de communication ont été élaborés sur :

- la prévention des maladies cardio-vasculaires et du diabète de type 2 ;
- la prévention du cancer du col de l'utérus ;
- le numéro d'urgence du 1515 ; et
- l'adhésion aux mutuelles départementales.

2,6 MEUR

de fonds supplémentaires issu des reliquats du PIC III ont été affectés au contrat de performance du SAMU.

* Liste non exhaustive



**DR MALICK DIEYE | DIRECTEUR DU SERVICE D'ACCUEIL DES URGENCES
BÉNÉFICIAIRE D'UNE LIVRAISON DE DEUX RESPIRATEURS**

SEN/031

SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE

Je m'appelle Dr Malick Dieye, directeur du service d'accueil des urgences de Kaolack, depuis trois ans. La livraison des respirateurs a eu lieu en pleine épidémie de COVID-19. Dans ce contexte, on courrait dans tous les sens pour voir si on avait le matériel nécessaire pour se préparer à l'épidémie. Les respirateurs sont arrivés juste au bon moment car à l'époque nous n'avions aucun respirateur au niveau du service d'accueil des urgences et on devait partager un vieux modèle avec le service de réanimation. Les respirateurs qu'on a reçus sont modernes, efficaces et transportables.

Pour l'instant, on n'a pas de malades Covid, mais il nous est arrivé d'avoir des malades en détresse respiratoire. Comme ce n'était pas très clair s'ils étaient infectés par la COVID-19 ou non, on a pu les isoler dans des pièces Covid grâce aux respirateurs portables.

Il y a à peine deux semaines, une patiente de 53 ans avait fait beaucoup de va-et-vient entre chez elle et l'hôpital. Elle a fait un test Covid mais avant même que les résultats ne reviennent positifs, elle a fait un arrêt cardio-respiratoire dans la salle d'accueil des urgences. On a su la réanimer et l'intuber sous respirateur et très rapidement, au bout de 30 minutes, elle est revenue à la normale et a finalement pu être transférée à la réa-covid. Le jour-même, elle a repris connaissance et était stable et elle a même voulu sortir pour assister au baptême de son neveu ! Aujourd'hui, elle est en réanimation, enfin je crois, elle est même peut-être déjà rentrée chez elle.

Ces respirateurs sont d'un grand apport pour notre service car en dehors des malades Covid, ici à Kaolack, on reçoit beaucoup de traumatismes qui ont besoin d'une assistance avant d'être admis en réanimation. Effectivement, Kaolack est une ville carrefour qui relie les routes du centre et du sud du pays, en plein sur l'axe Dakar-Bamako. Pour rejoindre la Gambie, il faut également passer par ici. Or, à Kaolack, nous sommes la seule structure de référence. La route qui va vers Tambacounda et passe par Kaolack est la route la plus meurtrière du Sénégal. Pour cette raison, il est essentiel pour nous d'être bien organisé au niveau des urgences.

Par ailleurs, l'avantage des respirateurs portatifs est que nous pouvons mettre les malades sous assistance et les déplacer pour les différents examens qui sont nécessaires. Car une fois admis en réanimation, on ne peut plus déplacer les malades.

On a préparé un programme de cours pour former les paramédicaux et les médecins à l'utilisation des respirateurs.

« Ces respirateurs sont d'un grand apport pour notre service car en dehors des malades Covid, ici à Kaolack, on reçoit beaucoup de traumatismes qui ont besoin d'une assistance avant d'être admis en réanimation » »





SEN/032

FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE ET EMPLOYABILITÉ

L'accès à la formation professionnelle et technique (FPT) au Sénégal demeure faible malgré les efforts consentis. La qualification des ressources humaines pour répondre aux attentes sociales des jeunes et des actifs est aujourd'hui un défi national qui doit être relevé.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER, DANS LES ZONES NORD ET CENTRE DU SÉNÉGAL AINSI QUE DANS LA ZONE PÉRI-URBAINE DE DAKAR, AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU CAPITAL HUMAIN PAR UNE RÉPONSE APPROPRIÉE À LA DEMANDE ET AUX BESOINS SOCIOÉCONOMIQUES EN COMPÉTENCES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer le système de FPT afin de développer une offre adaptée aux besoins de l'économie, améliorant l'employabilité et l'insertion socio-professionnelle des jeunes.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

Les interventions du programme ont, pour priorité, l'employabilité des jeunes de 15 à 25 ans et se déploient autour de quatre axes :

- le développement de l'accès à la FPT ;
- l'amélioration de la qualité des offres de FPT ;
- l'insertion socio-professionnelle des jeunes ;
- la gouvernance sectorielle.

NB: Le 3^e axe est développé en collaboration avec le consortium d'ONG Gret-Eclosio.



Durée du projet

	2018	2019
2020	2021	2022

 Budget
30 223 850 EUR

FAITS MARQUANTS*



Réalisation d'une étude sur l'insertion des jeunes au niveau national et sur le taux de satisfaction des employeurs et des jeunes formés dans la zone de concentration opérationnelle.

13

Élaboration et mise en œuvre de 13 mini-plans de renforcement des capacités de centres de formation professionnelle et de lycées de la zone de concentration opérationnelle.

181

Identification de 181 nouveaux maîtres d'apprentissage et formation pédagogique / remise à niveau de 178 maîtres d'apprentissage.



Réalisation d'un concours d'architecte pour l'attribution des plans du futur centre de référence dans les métiers du numérique de Diamniadio.



Démarrage de la convention signée avec le consortium d'ONG Gret Eclasio pour, d'une part, appuyer l'insertion des jeunes et l'entrepreneuriat et, d'autre part, renforcer les capacités de la société civile.

27

projets d'investissements, réhabilitation ou extension, élaborés avec 25 établissements de formation professionnelle et 21 projets de formation insertion en cours avec 17 établissements (2,6 MEUR).

9

Réception de neuf unités mobiles de formation (deux bus technologies de l'information et de la communication, cinq fourgonnettes industrielles, deux fourgonnettes transformation agro-alimentaire) et lancement d'un appel à projet pour l'ancrage de ces unités mobiles de formation.

69

bourses de formation ont été octroyées aux agents des niveaux central et déconcentré.



Démarrage de la convention signée avec ADA pour le financement des projets de jeunes auto-entrepreneurs en zone centre.

Dotation de 550 000 EUR.

34

Appui à 34 communes pour la lutte contre la pandémie COVID-19 avec la production de masques et autres matériels en partenariat avec les centres de formation professionnelle et les ateliers d'artisans de la zone de concentration opérationnelle :

- fabrication et fourniture de 136 000 masques et 1 250 laves-mains ;
- 362 spots et caravanes de sensibilisation ;
- mise à disposition de nombreux kits (gel hydro-alcoolique, thermo-flash, détergent, etc.).

431

Formation de 431 formateurs en approche par compétences.



SEN/801

DÉVELOPPER L'EMPLOI AU SÉNÉGAL : ACCÈS ÉQUITABLE À LA FORMATION PROFESSIONNELLE - ACEFOP

Le projet ACEFOP est la 2^e composante du programme Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ, en réponse aux objectifs du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne, en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique. Le projet agit sur le continuum partant de la formation, des compétences et conduisant à l'emploi par le biais de dispositifs d'insertion professionnelle.

OBJECTIF GLOBAL

PROMOUVOIR L'EMPLOI DES JEUNES PAR L'AMÉLIORATION DE L'OFFRE DE FORMATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA DEMANDE D'EMPLOI

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Élargir l'accès des jeunes à la formation professionnelle dans les régions sud et sud-est du Sénégal

AXES DE MISE EN ŒUVRE

Le projet se décline à travers trois composantes :

- augmentation de la quantité de l'offre en formation professionnelle conformément aux besoins socioéconomiques
- amélioration de la qualité des formations ;
- renforcement des dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle.



Remise des lave-mains à l'inspecteur d'académie de Ziguinchor



Albadar (Région de Ziguinchor) - Cohorte de jeunes entrepreneurs accompagnés par les pépinières d'entreprises

 **Budget** } Fonds fiduciaire d'urgence
19 000 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

15 000

masques et 80 lave-mains, conçus par les établissements de formation professionnelle et les artisans locaux, ont été remis aux autorités sanitaires locales des cinq régions d'interventions pour un montant de 15 245 EUR durant la pandémie de la COVID-19.

1

étude d'opportunité et de filière en construction bioclimatique est en cours dans le but d'élargir l'offre de formation aux métiers de la construction bioclimatique dans la filière bâtiments et travaux-publics.

1494

jeunes apprentis formés dans la 1^{re} cohorte dont plus de 700 ont réussi leur examen de certification. Une seconde cohorte de 745 apprentis est en cours de formation dans les unités de production artisanale.

4

référentiels et programmes ont été élaborés pour le centre sectoriel en foresterie de Bounkiling (région de Sédhiou).

463

jeunes ont été suivis dans leurs projets d'entreprises et leurs parcours individuels et 74 jeunes ont été incubés en pépinières d'entreprise à Sédhiou, Tambacounda et Ziguinchor.

70

spots radio de promotion des unités mobiles de formation ont été diffusés en six langues.

336

personnes ont été formées en transformation de produits agro-alimentaires, en électricité et en plomberie dans le cadre de la phase pilote de déploiement des unités mobiles de formation.

6

Livraisons et mise en circulation de six unités mobiles de formation.

* Liste non exhaustive



DAOUDA DIATTA | JEUNE FORMÉ PAR LE PROGRAMME ACEFOP À LA FERME D'OUROKALE ET RÉCEMMENT SORTI DU PARCOURS DE FORMATION

SEN/801

DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI AU SÉNÉGAL

Bonjour, je m'appelle Daouda Diatta, j'ai été incubé ici, dans la ferme de Ourokale (Sud du Sénégal). Les leçons que j'ai tirées de ce séjour, c'est un renforcement de mes capacités, mais aussi de mon expérience. L'expérience, les techniques, les pratiques, c'est sur le terrain qu'on les apprend. Cette pépinière m'a permis de renforcer mes connaissances en arboriculture. C'est important pour moi parce que je n'avais jamais eu l'occasion de développer une pépinière arboricole. Jusqu'à présent, j'avais seulement des compétences en maraîchage. Ici, dans le cadre du travail, notre professeur nous a instruits sur l'idée même de travail. Il nous a appris à ne pas tenir compte de l'autre s'il ne travaille pas mais de nous concentrer sur notre propre travail. Faire de son mieux, c'est ça qu'il nous a transmis et c'est ça que, demain, quand je retournerai dans ma ferme, je pourrai instaurer comme valeurs, afin de réussir.



« Notre professeur nous a appris à ne pas tenir compte de l'autre s'il ne travaille pas mais de nous concentrer sur notre propre travail. »





KOSOVO



4 → **19** COLLABORATEURS AU KOSOVO

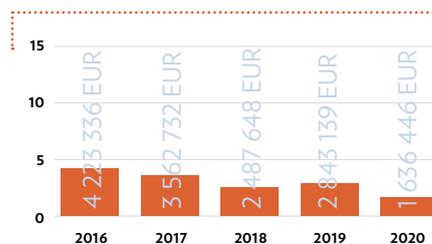
PROJETS EN EXÉCUTION

1,40 %

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

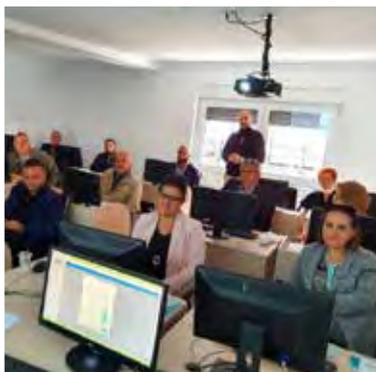
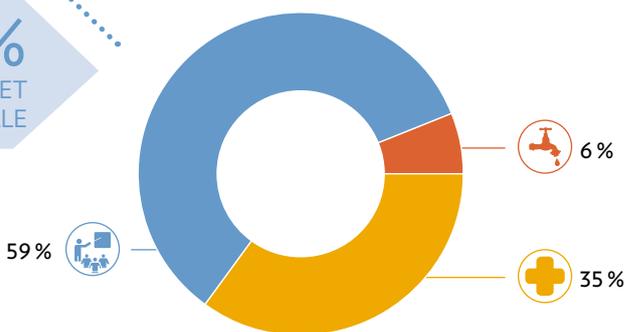
1,64 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2020

Débursements



Distribution des déboursements par secteurs

59 %
ÉDUCATION - FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE



Le Programme de soutien à la santé au Kosovo - phase II - KSV/017 aide le ministère de la Santé à mettre en œuvre les initiatives de réforme des soins de santé. Il met particulièrement l'accent sur les activités de renforcement des capacités du ministère et d'établissements de santé ciblés. Le programme adopte une approche projet et est mis en œuvre par LuxDev en coopération avec le ministère de la Santé du Kosovo.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA QUALITÉ DES SERVICES DE SANTÉ AU BÉNÉFICE DE LA POPULATION DU KOSOVO

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer les capacités de planification, de leadership et de gestion des acteurs de la santé.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer la capacité du ministère de la Santé à s'acquitter de ses fonctions et responsabilités ;
- amélioration de la performance et de la qualité des services de santé dans le secteur public.



FAITS MARQUANTS*



Des modes opératoires normalisés ont été élaborés pour l'équipement nouvellement acheté en vue de réaliser des tomographies par ordinateur, des échographies abdominales ou des cholangiopancréatographies rétrogrades endoscopiques. Par ailleurs, une fiche d'information pour les patients nécessitant une anesthésie ainsi qu'une affiche d'information pour les patients devant avoir recours à une tomodensitométrie ont été réalisées.



Le projet a soutenu la rédaction de plusieurs textes législatifs inscrits à l'agenda du ministère de la Santé.



Les hôpitaux généraux de Gjilan et Prizren appliquent les instruments d'amélioration de la qualité nouvellement introduits.



Le ministère de la Santé a continué de renforcer l'utilisation des outils de suivi-évaluation et un nouveau rapport a été produit dans ce domaine.



En raison de la pandémie COVID-19, le projet a soutenu la conception et l'impression de 700 exemplaires du Manuel pour la protection et la prévention de la COVID-19, qui a constitué la base de toutes les mesures liées à la pandémie. En outre, le projet a soutenu des activités de communication liées à la COVID-19.



Une assistance technique a été fournie à la gestion des services cliniques des hôpitaux et des universités du Kosovo. Cela a contribué à une meilleure gestion et planification des ressources pendant la situation d'urgence.



Une nouvelle page Web du ministère de la Santé a été lancée.



Les équipements achetés à la fin de l'année dernière sont devenus des nécessités vitales et ont été utilisés intensément par les hôpitaux généraux. Ils ont même aidé les patients Covid-19. Ce fût particulièrement le cas de la tomographie par ordinateur, des moniteurs, des oxymètres, des lits, des échographies, etc.

>80

Plus de 80 agents de santé des hôpitaux de Gjilan et Prizren ont reçu des formations professionnelles sur la gestion des situations d'urgence, en mettant l'accent sur les unités de soins intensifs.



Le projet final de la stratégie du Programme national de traitement des patients souffrant de crise cardiaque a été achevé et comprend un plan d'action, un budget et un cadre logique.



Les actions d'amélioration de la qualité mises en place les années précédentes ont directement profité au personnel hospitalier pendant la pandémie. Elles ont permis d'appliquer les compétences et les connaissances acquises dans le cadre des activités du projet.



La Chambre des professionnels de la santé a été soutenue et est de plus en plus opérationnelle. Elle dispose notamment de processus et mécanismes commerciaux bien établis.

Le projet KSV/019 a débuté le 3 mai 2018. Il prévoit essentiellement la mise en place d'un mécanisme de renforcement des capacités en ressources humaines visant à améliorer les capacités des ministères de tutelle impliqués dans la mise en oeuvre du programme d'intégration à l'Union européenne. Il se concentre en particulier sur neuf des 35 chapitres de l'accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et le Kosovo, ainsi que sur la thématique transversale de la réforme de l'administration publique.

L'ancien ministère de l'Intégration européenne, qui a été intégré au bureau du Premier ministre en 2020, est chargé de la mise en oeuvre du projet au niveau national. Le mécanisme de renforcement des capacités des ressources humaines est financé à la fois par le Luxembourg et la Norvège.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AUX EFFORTS DU KOSOVO POUR SATISFAIRE AUX EXIGENCES DE L'ACCORD DE STABILISATION ET D'ASSOCIATION AVEC L'UNION EUROPÉENNE AINSI QUE D'AUTRES OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA NÉCESSITÉ DE SE CONFORMER AUX ACQUIS COMMUNAUTAIRES DE L'UNION EUROPÉENNE.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- renforcer les ressources humaines de l'administration du Kosovo dans les départements ministériels et institutions concernés par les chapitres de l'accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et le Kosovo soutenus par le projet.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- la mise en place d'un fonds de formation et d'assistance technique.



 Budget

2 000 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*



Malgré la situation engendrée par la pandémie de coronavirus et les changements institutionnels (2020 a été marquée par des élections législatives anticipées, deux changements de gouvernement et des périodes relativement longues durant lesquelles seulement un gouvernement intérimaire était en place), plusieurs activités (assistance technique et formation) ont été mises en œuvre dans différents axes. Toutes les réunions de projet ont été organisées en utilisant des moyens de communication en ligne, y compris l'évaluation des demandes d'experts. Par ailleurs, une assistance technique ainsi que des sessions de formation ont été, dans la mesure du possible, proposées en ligne.



Tous les contrats avec des experts ont été modifiés pour inclure la possibilité d'offrir l'expertise technique depuis leur pays de résidence et / ou de reporter les formations pour une période plus appropriée.



Une évaluation interne de LuxDev a été menée du 11 au 20 novembre 2020. L'évaluation a fait ressortir les résultats positifs de la mise en œuvre et les domaines rencontrant des difficultés. Elle a également présenté des recommandations sur les moyens d'accroître l'appropriation et la performance du projet.

25

activités ont été mises en œuvre en 2020 :

- 1 voyage d'étude ;
- 8 supports d'assistance technique ;
- 15 formations ;
- 1 formation de formateurs.



Le ministère de l'intégration européenne a été intégré au bureau du Premier ministre.

* Liste non exhaustive



KSV/020

APPUI À LA RÉFORME DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE AU KOSOVO

Le programme représente la deuxième phase du soutien à la réforme en cours de la formation technique et professionnelle au Kosovo. Il vise à poursuivre les réformes promues par son prédécesseur (KSV/015), en étendant l'intervention au secteur de l'enseignement et formation techniques et professionnels au niveau national et en aidant à la restructuration du système de gouvernance de la formation technique et professionnelle.

OBJECTIF GLOBAL

SOUTENIR LA CRÉATION D'UNE MAIN-D'ŒUVRE TECHNIQUE EN RAPPORT AVEC LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DU KOSOVO

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la structure et les performances du système d'enseignement et de formation professionnels ainsi que sa mise en œuvre.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- révision et renforcement de la politique, du système et de la législation en matière d'enseignement et de formation techniques et professionnels ;
- renforcement des institutions soutenues par le projet ;
- mise à niveau des systèmes d'information pour le secteur de l'enseignement et de formation techniques et professionnels.



Mise en œuvre d'un nouveau système d'estimation des coûts et de gestion financière pour les écoles de l'enseignement et de la formation professionnels soutenues par le projet.

504

Le projet a appuyé la fourniture de 504 ordinateurs pour 20 laboratoires informatiques dans les écoles d'enseignement et de formation professionnels soutenues.

300 000

Le système national d'information sur l'orientation professionnelle (busulla.com), mis au point par le projet, compte un total de 300 000 utilisateurs, soit plus de 16,5 % de la population globale du Kosovo.

FAITS MARQUANTS*



Établissement d'un partenariat avec le projet financé par l'UE : « Soutien de l'UE à la compétitivité du secteur des technologies de l'information et de la communication du Kosovo » et *Intervet Western Balkans* pour la mise en œuvre du renforcement des capacités des enseignants de l'enseignement et de la formation professionnels dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

104

15 accords de partenariat public - privé signés et 89 accords établis pour les organismes industriels et les conseils consultatifs industriels dans les écoles soutenues par le projet.



Le projet a soutenu l'élaboration des instructions administratives sur la création d'une structure d'incitation visant à soutenir la formation des étudiants dans les profils déficitaires et la formation des femmes dans les profils techniques des établissements d'enseignement et de formation professionnels. À la suite de cette démarche, 24 bourses ont été attribuées à des jeunes femmes inscrites dans les profils du secteur des technologies de l'information et de la communication.



Le projet KSV/020 a entrepris le développement d'une analyse des besoins de formation. Cette analyse est liée à 12 profils d'enseignement et de formation professionnels dans six secteurs qui sont en cours de révision par de nombreux acteurs de l'enseignement et de formation professionnels dans le cadre d'une série d'ateliers. Jusqu'à présent, trois ateliers ont été organisés et ce, sur le secteur de la fabrication, de l'électronique et de la communication visuelle.

262

Renforcement des capacités de 262 fonctionnaires au niveau étatique et scolaire.



Un soutien a été apporté au ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation pour la mise en place :

- du groupe de travail central pour la réforme de la structure de gouvernance du secteur de l'enseignement et de la formation professionnels ; et
- de trois groupes de travail techniques pour l'optimisation de la structure de gouvernance, la révision du cadre juridique et la réforme du secteur de l'enseignement et de la formation professionnels.



L'élaboration de normes professionnelles et de programmes de base a été achevée pour 13 profils dans le secteur technique, médical et des technologies de l'information et de la communication. Le processus de développement du matériel d'enseignement et d'apprentissage est lancé et des groupes de travail ont été établis.

* Liste non exhaustive



KSV/801

APPUI DE L'UNION EUROPÉENNE À L'ENSEIGNEMENT ET À LA FORMATION PROFESSIONNELS, À LA REQUALIFICATION PROFESSIONNELLE ET À LA PROFESSION

Le projet KSV/801 répond entièrement aux exigences de l'instrument d'aide de pré-adhésion de l'UE qui accompagne la mise en œuvre de l'accord de stabilisation et association entre l'UE et le Kosovo. Il est pleinement aligné sur la stratégie principale du gouvernement du Kosovo et du ministère de l'Éducation, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation, elle-même décrite dans le Plan stratégique pour l'éducation du Kosovo 2017-2021 et basé sur la stratégie nationale de développement 2016-2020. Le projet est également pleinement aligné sur les politiques du Kosovo portant sur l'intégration européenne. La première ambition du projet est l'amélioration de la structure et des performances du système d'enseignement et de formation professionnels ainsi que sa mise en œuvre. La seconde est la promotion d'une éducation inclusive et de qualité ainsi que d'un apprentissage continu pour tous.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME D'ÉDUCATION ET DE FORMATION DE QUALITÉ, INCLUSIF ET RESPONSABLE, CONFORME AUX MEILLEURES PRATIQUES INTERNATIONALES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la qualité et la pertinence des programmes d'éducation et de formation par rapport au marché du travail afin de faciliter la transition des étudiants de l'enseignement et de la formation professionnels de l'école vers le travail et d'améliorer l'employabilité des diplômés de l'enseignement et la formation professionnels.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- rendre la planification et l'offre de l'enseignement professionnel adaptées aux besoins des apprenants et des employeurs dans les écoles professionnelles sélectionnées ;
- mettre en place un système de suivi des diplômés dans l'enseignement et la formation professionnels initial et continu pour garantir la cohérence de l'employabilité des diplômés ainsi que la pertinence des compétences par rapport aux besoins du marché du travail ;
- mettre en place et rendre opérationnels les dispositions et outils liés à la reconnaissance des acquis dans les secteurs et professions en ayant le plus besoin, et utiliser ces dispositifs comme vecteur de promotion de l'emploi et des opportunités d'apprentissage continu pour des apprenants adultes.

FAITS MARQUANTS*



Développement des capacités du personnel enseignant des écoles d'enseignement et formation professionnels soutenues, en coopération avec les projets « Soutien de l'UE à la compétitivité du secteur des technologies de l'information et de la communication du Kosovo » et *Intervet Western Balkans*.



L'analyse des besoins de formation liée à 12 profils d'enseignement et formation professionnels a été revue en collaboration avec de nombreux acteurs de l'enseignement et de la formation professionnels, à travers une série d'ateliers techniques.

 Budget KSV/801 } Union européenne
2 000 000 EUR

Durée du projet

2020 2021 2022

 Une formation sur les nouveaux mécanismes d'établissement des coûts et les outils de suivi financier mis en place dans les écoles d'enseignement et formation professionnels ciblées par le projet a été organisée.

 La recherche sur les pratiques des études de traceurs aux niveaux international et régional, y compris l'analyse des résultats, des outils et des livrables de la phase pilote de l'étude sur les traceurs menée par la Fondation européenne pour la formation et d'autres projets financés par l'UE, a été menée à bien.

 Des projets de questionnaires, destinés aux écoles d'enseignement et formation professionnels et aux centres de formation professionnelle, ont été créés.

 Deux processus de passation de marchés ont été lancés. L'une pour la mise en œuvre des spécifications techniques dans 67 instituts d'enseignement et formation professionnels du Kosovo et l'autre pour le développement d'un système d'information étudié par les traceurs.

 Un projet de plan / méthodologie national pour la mise en place du système national de suivi des diplômés a été élaboré et a fait l'objet d'un examen par les pairs de la Fondation européenne pour la formation.

 Un protocole d'accord a été signé avec l'agence pour l'emploi de la République du Kosovo pour intégrer les centres de formation professionnelle comme bénéficiaires et pour identifier la reconnaissance des acquis comme mesure active en faveur du marché de l'emploi.

 Achèvement réussi de la phase de démarrage du projet avec la production d'un rapport y relatif et d'un plan de communication et de visibilité.

 La mise en place du cadre juridique et des modalités opérationnelles visant à inclure la reconnaissance des acquis en tant que mesure active complémentaire en faveur du marché du travail a été soutenue.

 Le processus de passation de marchés pour le développement de l'outil de pré-candidature en ligne a été lancé en vue de reconnaître les services d'apprentissage antérieurs, un système d'évaluation des acquis et l'accréditation des prestataires d'apprentissage.

* Liste non exhaustive



DR AFRIM AVDAJ | PROFESSEUR ASSOCIÉ,
DIRECTEUR DE L'HÔPITAL GÉNÉRAL DE PRIZREN

KSV/017

APPUI À LA RÉFORME DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE AU KOSOVO

COMMENT LA SITUATION HOSPITALIÈRE A-T-ELLE ÉTÉ GÉRÉE DEPUIS QUE LA COVID-19 A ÉTÉ RECONNUE PANDÉMIE PAR L'OMS?

Depuis le début de la pandémie de Covid-19 en janvier 2020, j'ai nommé l'équipe de rédaction du plan stratégique de gestion de la pandémie de Covid-19. Ce plan prévoit la reconstruction de bâtiments et l'augmentation des capacités d'accueil, la réorganisation et la systématisation du personnel en fonction de la situation et des besoins hospitaliers. La catégorisation des patients et du personnel a été effectuée selon le plan stratégique de la manière suivante :

- bâtiment 1 : Traitement et hospitalisation des patients atteints de Covid-19 ;
- bâtiment 2 : Traitement et hospitalisation de patients présentant des signes cliniques de Covid-19 mais dont l'infection n'est pas confirmée ;
- bâtiment 3 : Traitement et hospitalisation de patients non infectés par la Covid-19, souffrant d'autres pathologies ; et
- bâtiment 4 : Traitement des patients nécessitant une hémodialyse en veillant à séparer ceux atteints de Covid-19 de ceux non infectés par le virus.

Pour une gestion optimale de la pandémie, nous avons également créé un pôle de réanimation :

- réanimation pour les patients atteints de Covid-19 ;
- réanimation pour les cas non confirmés, mais avec des signes cliniques de Covid-19 ; et
- réanimation pour les patients non infectés par la Covid-19 et ne présentant aucun symptôme d'infection au virus.

Le plan stratégique pour la gestion de la pandémie de Covid-19 prévoit également la gestion de la communication entre les patients et leur famille.

Les chefs d'unité sont tenus de tenir les membres des famille informés de la situation de leur proche lors de réunions organisées dans une zone séparée ou par téléphone. En parallèle, chaque service dispose d'une personne responsable de maintenir un contact régulier entre les patients et les membres de leur famille, suivant les autorisations délivrées par le chef des services hospitaliers.

L'hôpital général de Prizren est le premier hôpital régional à avoir commencé à traiter les patients atteints de Covid-19 en avril 2020, lorsque les premiers cas positifs de Covid-19 ont été confirmés. Nous avons rencontré une mobilisation générale et un engagement sans faille de la direction et de l'ensemble du personnel de santé qui ont su faire preuve d'un front commun dans la gestion de la crise et la lutte contre la pandémie. Cet engagement a également permis d'élever le niveau de responsabilité, d'accroître l'utilisation et le renforcement des capacités des infrastructures et des ressources humaines, de développer la formation du personnel et de favoriser l'échange d'expériences. Notre objectif a été et reste la vigilance en vue de contrôler la situation et nous préparer à divers scénarios qui prévoient une augmentation du nombre d'infections à la Covid-19.

Je peux donc dire que, grâce à l'engagement et au dévouement de tout le personnel, la situation dès le premier cas a été gérable et les patients ont reçu tous les services de santé nécessaires. Nous avons eu de nombreuses visites de l'équipe médicale militaire italienne, d'une équipe de médecins allemands, de l'institut « Robert Koch », etc. En raison de la bonne gestion de la pandémie, nous avons été gratifiés d'une évaluation positive de la part de l'institut allemand « Robert Koch » qui, en coopération avec des représentants de l'OMS, ont inspecté et évalué la gestion de la situation face à la Covid-19 dans notre hôpital.

UN BREF HISTORIQUE DE L'HÔPITAL (ZONE DE CHALANDISE DE L'HÔPITAL, NOMBRE DE LITS, PERSONNEL MÉDICAL, ETC.)

L'hôpital général de Prizren couvre une zone de 403 846 habitants à Prizren Dragash, Malisheva, Rahovec, Suhareka et Mamusha, ce qui représente 21,9 % de la superficie totale du Kosovo (source : Agence des statistiques, 2013).

À l'heure actuelle, l'hôpital général de Prizren compte 530 lits, dont 463 sont équipés d'un approvisionnement en oxygène.

L'hôpital se compose de :

- 7 établissements hospitaliers totalisant une superficie de 22 000 m² ;
- 2 infrastructures d'une superficie de 1 200 m² dans lesquelles se trouvent les services annexes comme la blanchisserie et le chauffage.

L'hôpital compte 730 membres du personnel :

- 169 médecins spécialistes et pharmaciens (23,2 %) ;
- 438 infirmières (60 %) ; et
- 123 autres membres du personnel (16,8 %).

LES INVESTISSEMENTS AU SEIN DE L'HÔPITAL ET LA COOPÉRATION AVEC LE PROJET KSV/017

Même durant la pandémie, tout en respectant à la fois les mesures de prévention et de contrôle de la Covid-19, les activités du plan stratégique 2017-2021 se sont poursuivies dans le cadre des activités du projet KSV/017. Grâce à une excellente coopération avec LuxDev et à des investissements préalables en matière d'infrastructures, la formation du personnel, l'élaboration d'outils de travail, la fourniture d'équipements et de documents d'information à destination des patients ainsi que l'amélioration de la gamme et de la qualité des services de santé ont continué à être développées. Cette coopération combinée aux investissements ont permis d'améliorer la qualité des services et le bien-être des citoyens.

ORGANISATION DU TRAVAIL PENDANT LA PANDÉMIE

Le travail et la réorganisation des services ont été effectués conformément aux décisions et recommandations du gouvernement du Kosovo, du ministère de la Santé, de l'Institut national de la santé publique du Kosovo, des Services cliniques hospitaliers et universitaires du Kosovo, du comité consultatif Covid-19, de l'OMS et d'autres organes responsables des mesures anti-Covid. En plus de fournir des services aux patients hospitalisés, conformément au plan stratégique de gestion de la pandémie de Covid-19, des services spéciaux ont également été fournis aux patients ambulatoires, comme suit :

- les patients confirmés positifs à la Covid-19 ont été traités dans les soins ambulatoires des maladies infectieuses ;
- les patients non-confirmés positifs à la Covid-19, mais présentant des symptômes du virus ont été traités en soins ambulatoires de pneumologie ; et
- les patients négatifs à la Covid-19 mais souffrant d'autres pathologies ont été traités au service des urgences de l'hôpital.

Je tiens à souligner que notre personnel hospitalier s'acquitte de ses fonctions avec un grand professionnalisme et une éthique irréprochable. En tant que chef de l'institution, je reçois régulièrement des rapports et informations lors des réunions quotidiennes avec tous les chefs d'unités et jusqu'à présent, il ne m'a pas une fois été fait part d'inquiétudes particulières de la part des familles des patients en ce qui concerne leur traitement dans notre hôpital. J'en suis très fier et je tiens à remercier tout le personnel de l'hôpital pour son excellent travail, son engagement et son dévouement et les soins donnés aux patients. En conséquence, l'ensemble du personnel a reçu une reconnaissance spéciale pour sa contribution en 2020.

COMMENT LES COMPÉTENCES ACQUISES GRÂCE AU PROJET VOUS ONT-ELLES AIDÉ À ORGANISER VOS ACTIVITÉS PENDANT CETTE PÉRIODE ?

Pendant cette période, le projet a fourni un soutien à notre hôpital à travers des ateliers sur la gestion de la pandémie, en apportant des expériences et des leçons apprises d'autres pays européens par le biais d'experts internationaux ainsi qu'en fournissant un soutien pratique supplémentaire au travers d'experts locaux qui ont travaillé directement avec les patients Covid-19.

Les expériences et compétences acquises ont certainement aidé le personnel à fournir des services plus qualitatifs, ce qui a conduit à un meilleur traitement des patients Covid-19. Parmi les nombreux bénéfices du projet et compétences acquises au fil des ans, ce qui nous ont été le plus utile en ces temps difficiles sont :

- le travail d'équipe ;
- la rédaction de documents stratégiques ;
- les expériences en gestion et en *leadership* ;
- l'accroissement de la responsabilisation, de la motivation, des prise d'initiatives et des échanges d'expériences inter-services et entre les différents hôpitaux généraux ; et
- l'augmentation du niveau de la maintenance et de l'hygiène.

Mais le plus important c'est que notre coopération avec le projet a amélioré la qualité de nos services et le bien-être des citoyens !

TÉMOIGNAGE



Les agents de santé de première ligne de l'hôpital général de Prizren prêts à intervenir durant la pandémie de Covid-19



Formation en soins intensifs, ventilation mécanique et gestion des urgences avec un accent particulier mis sur la situation liée à la COVID-19

Gobierno Joven

Con apoyo del Segundo Fondo Concursable del
Gran Ducado de Luxemburgo para Organizaciones
de la Sociedad Civil Salvadoreña.



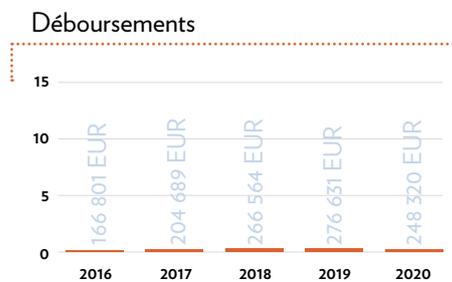
ELSALVADOR



1

→ 3 COLLABORATEURS AU SALVADOR

PROJET EN EXÉCUTION



0,21 %

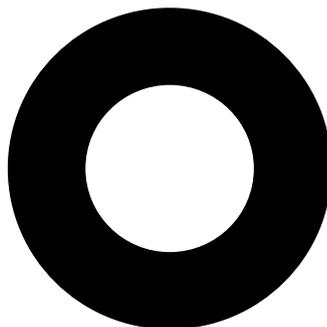
DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

0,25 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2020

Distribution des déboursements par secteurs



100 %
DIVERS





SVD/024

ACCOMPAGNEMENT ET SUIVI DES PROJETS DE COOPÉRATION BILATÉRALE AU SALVADOR

La coopération entre le Luxembourg et le Salvador a franchi en 2016 une nouvelle étape dans laquelle le Salvador exécute directement les projets financés par le Luxembourg. L'exécution nationale est un grand pas en avant en termes d'appropriation et d'alignement sur les politiques et stratégies nationales pour le gouvernement salvadorien. Cela peut également être un défi quant à la gestion orientée de résultats de développement, car il est nécessaire d'élaborer des cadres d'évaluation des performances et une meilleure gestion des ressources.

OBJECTIF GLOBAL

FOURNIR AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES LUXEMBOURGEOIS ET AUX INSTITUTIONS SALVADORIENNES RESPONSABLES DE L'EXÉCUTION DES PROJETS BILATÉRAUX, UN MÉCANISME D'ASSISTANCE TECHNIQUE CHARGÉ DE LA SUPERVISION ET DU SUIVI DE CES PROJETS

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- établissement de mécanismes de suivi permettant aux institutions salvadoriennes d'améliorer leur gestion des projets bilatéraux et d'augmenter l'efficacité de sa mise en œuvre ;
- représentation de la Coopération luxembourgeoise au Salvador et de liaison avec l'ambassade à Managua ;
- surveillance et soutien direct du Luxembourg au Salvador en se concentrant sur les aspects administratifs et financiers.

FAITS MARQUANTS*



L'assistance technique apportée à la préparation du plan de protection sociale salvadorien a permis l'intégration de deux objectifs spécifiques relatifs à l'égalité de genre et au changement climatique :

- la prise en compte du changement climatique dans le plan national de protection sociale ;
- la prise en compte de l'égalité de genre dans le plan national de protection sociale.



Capitalisation des leçons apprises sur les mécanismes d'exécution du second Fonds d'appui à la société civile auprès des organisations de la société civile salvadorienne.



Capitalisation des leçons apprises sur les mécanismes d'exécution du Fonds de coopération Sud-Sud et triangulaire au Salvador.

* Liste non exhaustive

 Budget

1 403 000 EUR

Durée du projet

2016

2017

2018

2019

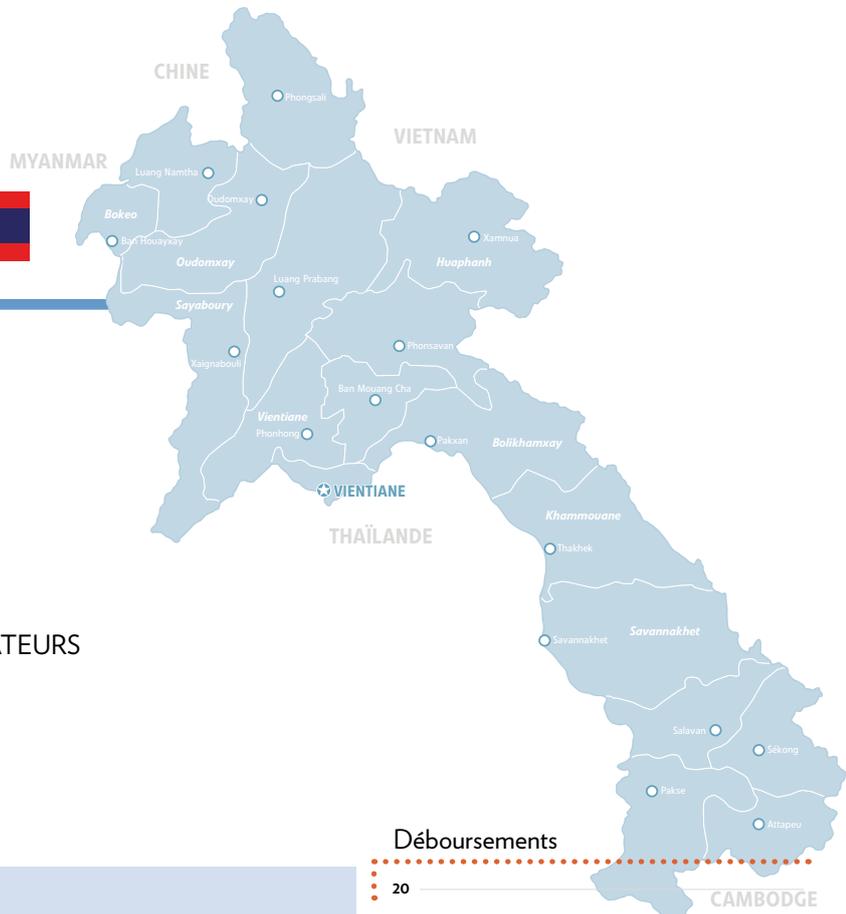
2020

2021





LAOS



7

➔ 1 PROJET EN FORMULATION

➔ 131 COLLABORATEURS AU LAOS

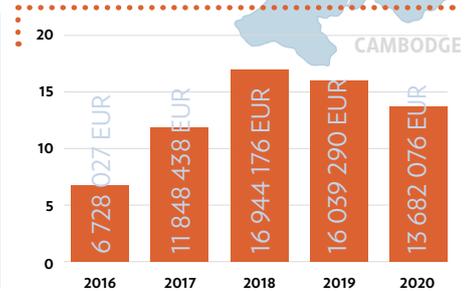
PROJETS EN EXÉCUTION

11,67 %

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

13,68 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2020

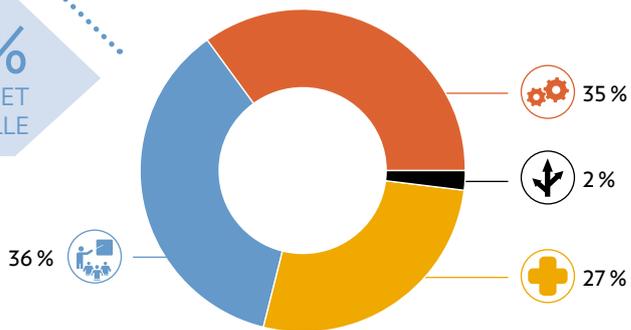
Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs



36 %
ÉDUCATION - FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE



Le Grand-Duché de Luxembourg soutient le secteur de la santé depuis le début de la coopération entre le Laos et le Luxembourg fin 1997. Le programme LAO/027 met l'accent sur le renforcement du système de soins de santé en s'intéressant tout particulièrement à la gouvernance, aux prestations de service et au développement du capital humain avec pour objectif de promouvoir les soins de santé efficaces et de qualité ciblant prioritairement le secteur de la santé de la mère et de l'enfant.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER L'ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION DU LAOS EN SE
CONCENTRANT PARTICULIÈREMENT SUR LES SOINS DE SANTÉ
PRODIGUÉS AUX MÈRES ET AUX ENFANTS DANS TROIS PROVINCES
CENTRALES DU PAYS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Appuyer le ministère de la Santé dans la mise en œuvre de la réforme des soins de santé 2013-2025 qui vise à renforcer l'accès général aux soins dans les provinces de Bolikhamxay, Khammouane et Vientiane Province tout en priorisant les soins donnés aux mères, aux nouveaux-nés et aux enfants.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- établir le Fonds commun participatif comme base d'une stratégie pluridimensionnelle visant à améliorer la gouvernance et la responsabilisation à tous les niveaux du système de soins de santé ;
- améliorer la performance des services de soins de santé, en particulier en ce qui concerne les domaines de la santé maternelle, néonatale et infantile au niveau du district ;
- fournir des conditions techniques adéquates pour soutenir la prestation de services médicaux dans les provinces ciblées ;
- élaborer une stratégie globale pour le développement des ressources humaines.



Durée du projet

2014	2015	2016	2017
2018	2019	2020	2021

Budget

33 800 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

39

bourses de longue durée ont été accordées à des responsables de la santé des provinces centrales, dont 19 à des médecins pour des spécialisations cliniques et 20 à des infirmières et sages-femmes pour des licences.

28

bureaux régionaux d'assurance maladie dans les trois provinces centrales sont désormais pleinement opérationnels et conformes aux normes nationales permettant la mise en œuvre de la version améliorée du régime national d'assurance maladie.

25

hôpitaux de district (100 %) disposant d'une maternité dans les provinces centrales sont désormais conformes aux normes internationales de performance pour les «soins obstétricaux d'urgence de base», contre 78 % en 2019.



Achèvement de l'évaluation et de la conceptualisation détaillée en vue d'une rénovation importante et d'une mise à niveau de l'hôpital Maria Teresa.

33

bourses de courte durée ont été accordées à des sages-femmes pour améliorer leurs compétences cliniques spécifiques, dont 12 bourses destinées à des études en Thaïlande. Pour ces bourses, l'accent était mis sur la santé maternelle et infantile et les soins d'urgence.

958 524

patients ont été traités dans le cadre du régime d'assurance maladie nationale dans les trois provinces cibles en 2020, soit une augmentation de 1,3 % par rapport à 2019.

66,6 %

Le nombre d'accouchements déclarés dans les établissements de santé publique des provinces centrales était de 18 035 en 2020 (une augmentation de 4,8 % par rapport à 2019), ce qui correspond à 66,6 % de toutes les naissances estimées au sein de la population de 1,2 million de personnes des trois provinces centrales ciblées.



Achèvement des grands travaux de réhabilitation de l'hôpital de district de Pakkading.



Un système d'information intégré sur les ressources humaines (base de données iHRIS) est pleinement opérationnel. Ce système reflète 24 536 jours de contact direct (somme de l'ensemble des jours de formations dispensées par apprenant) pour fin 2020 et présente les activités de formation à court terme ainsi que de supervision et de développement des compétences menées par les conseillers techniques du LAO/027 sur le terrain.

90 %

Le système national d'information sanitaire de district en ligne a obtenu un score moyen de 90 % en ce qui concerne la remise dans les temps des rapports trimestriels par les 28 districts et 178 centres de santé dans les provinces centrales et 90 % des établissements ont rempli leurs tableaux de bord trimestriels.



L'hôpital provincial de Bolikhamxay est désormais entièrement équipé et opérationnel après l'ouverture du service de médecine interne, du bloc opératoire d'ophtalmologie, de la nouvelle administration, de la blanchisserie, de la pharmacie et des installations pour les proches des patients.

* Liste non exhaustive



LAO/029
LAO/729

COMPÉTENCES DANS LE SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE

Le tourisme est un secteur prioritaire facilitant la transition du Laos d'une économie agricole à faible productivité vers une économie de services plus productive. C'est l'un des secteurs à fort potentiel de création de revenus pour les personnes issues de milieux défavorisés qui, à l'heure actuelle, ne profitent que marginalement de la croissance de ce secteur. Développer le tourisme et faire en sorte que la population lao puisse profiter pleinement de ses revenus directs et indirects et de ses opportunités d'emploi est une priorité pour le pays. En outre, cela est conforme à la vision et aux objectifs du huitième plan national de développement socio-économique et de la stratégie nationale pour le tourisme. Le Luxembourg et la Suisse ont uni leurs forces et se sont associés avec le gouvernement du Laos et d'autres parties prenantes clés pour mettre en œuvre ce projet qui promeut une croissance inclusive à travers l'amélioration de la formation professionnelle et le développement des compétences dans le tourisme et l'hôtellerie, en mettant particulièrement l'accent sur les personnes issues de milieux défavorisés.

OBJECTIF GLOBAL

**PROMOUVOIR UNE CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE DU
SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE, CONTRIBUANT
AINSI À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ**

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Développer, diversifier et améliorer la formation professionnelle et le développement des compétences en matière de tourisme et d'hôtellerie, tout en y garantissant l'accès pour les personnes issues de milieux défavorisés, afin de donner aux individus formés l'opportunité de trouver un emploi rémunéré ou de poursuivre leur formation dans ce secteur.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- améliorer la qualité des programmes d'éducation et de formation professionnelles ainsi que ceux de développement des compétences dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie ;
- élargir et améliorer les activités liées au secteur du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que les programmes de formation professionnelle et de développement des compétences qui s'y rapportent ;
- veiller à ce que les personnes issues de milieux défavorisés soient incluses dans les programmes d'enseignement professionnel et de développement des compétences dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie ;
- établir une gouvernance ainsi qu'un cadre institutionnel et réglementaire propices à la formation professionnelle et au développement des compétences, dans le domaine du tourisme et l'hôtellerie.

Durée du projet

2016	2017	2018
2019	2020	2021

 Budget LAO/029
7 500 000 EUR

 Budget LAO/729
7 500 000 EUR

} Coopération suisse

FAITS MARQUANTS*

9 500

Plus de 9 500 personnes (75 % de femmes), dont 81 % issues de milieux défavorisés, se sont inscrites à des cours d'enseignement et de formation techniques et professionnels dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie et à des cours de développement des compétences, soutenus par le projet.



Une coopération a été instaurée avec le projet de mécanisme de financement de l'enseignement professionnel portant sur un mécanisme commun de financement de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels. Aussi, un soutien a été fourni pour la mise en œuvre de programmes de formation en tourisme et en hôtellerie qui fournissent une formation technique en entreprise, pour aider les étudiants à acquérir les dernières compétences et connaissances de l'industrie dans trois provinces.



Création d'un centre de formation pratique en tourisme et hôtellerie sur le campus du Collège d'enseignement et de formation techniques et professionnels de la province de Vientiane dans le district de Vang Vieng.



Finalisation et diffusion du plan de développement de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels 2021-2025.



Déploiement national de la campagne de sensibilisation visant à promouvoir les programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

11

Développement et révision de 11 programmes / cours d'enseignement et de formation techniques et professionnels en tourisme et hôtellerie et de développement des compétences. Ces programmes / cours permettent désormais d'effectuer un parcours de qualification allant du certificat C1 (compétences de base) au diplôme C4 (technicien) dans le secteur formel de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels.



Développement de la campagne marketing pour le tourisme intérieur « Lao Thiew Laos » et du programme d'hygiène visant à contrer les effets négatifs de la COVID-19 sur le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

* Liste non exhaustive

Le Laos a connu une croissance macro-économique rapide au cours de la dernière décennie. Cependant, le développement économique a surtout bénéficié aux populations urbaines et de plaine. Dans les collines, et montagnes, les gens sont de plus en plus en retard par rapport aux populations de plaine en termes de revenus, éducation, santé, nutrition et autres indicateurs sociaux. Ce programme a été conçu afin d'aider à réduire la pauvreté dans les zones les plus défavorisées et contribuer au renforcement la gouvernance locale, la décentralisation et le dialogue politique en faveur du développement des zones défavorisées. Les bénéficiaires principaux sont environ 150 000 personnes de 229 villages cibles sélectionnés selon les taux de pauvreté qui, en raison de la situation démographique, sont pour la plupart des groupes ethniques minoritaires.

OBJECTIFS GLOBAUX

- RÉDUIRE LES NIVEAUX DE PAUVRETÉ AU LAOS;
- ENRAYER LA FAMINE ET RÉDUIRE LA MALNUTRITION AINSI QUE LE RETARD DE CROISSANCE DÛ À UN MANQUE D'ALIMENTATION;
- AMÉLIORER LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer le niveau de vie et dépasser le seuil de pauvreté dans les villages cibles.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer la gouvernance pour lutter contre la pauvreté;
- promouvoir l'auto-développement des communautés;
- améliorer l'accès à l'infrastructure socio-économique.



Durée du projet

2017	2018	2019
2020	2021	2022

Budget

30 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

25 000

ménages ont bénéficié d'un soutien rizicole et d'une protection d'hygiène dans le cadre de la réponse COVID-19.

218

activités menées par la communauté ont été mises en œuvre.

126

projets d'infrastructures rurales ont été achevés.

69

villages cibles supplémentaires ont désormais accès à un approvisionnement en eau propre.



Les interventions du programme ont contribué à ce que la province de Bolikhamxay soit déclarée première province exempte de défécation à l'air libre.



Un partenariat sur les changements climatiques et les activités liées à l'environnement a été conclu avec la Direction du développement et de la Coopération suisse et le *Capital Development Fund* des Nations unies.

27

villages supplémentaires ont obtenu un accès à l'enseignement du premier cycle du secondaire. Depuis le début du projet, le pourcentage de villages ciblés par le projet ayant accès à un enseignement du premier cycle du secondaire est passé de 40 % à 52%. Jusqu'à présent, six écoles secondaires inférieures ont été construites (en plus de huit dortoirs). Aussi, plusieurs d'entre elles bénéficient à plusieurs villages.

* Liste non exhaustive

LAO/030

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT LOCAL POUR LES PROVINCES DE BOKEO, BOLIKHAMXAY, KHAMMOUANE ET VIENTIANE

UNE NOUVELLE ÉCOLE FAIT LE BONHEUR DES ENFANTS



L'HISTOIRE DE LA CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE À THONGKAE, DISTRICT DE KHAMKERT, PROVINCE DE BOLIKHAMXAY

Le Laos est confronté à un défi majeur en matière d'installations scolaires de qualité dans les zones rurales. Cela est dû en partie au faible nombre de salles de classe disponibles qui oblige les écoliers de différentes années à partager leur local et à évoluer dans un environnement scolaire multigrade. De plus, de nombreuses écoles sont situées loin des villages et, pendant la saison des pluies, les routes sont souvent boueuses. Par ailleurs, le manque de matériel didactique et un apprentissage inadapté découragent de nombreux enfants d'aller à l'école. Les écolières sont, quant à elles, confrontées à des obstacles encore plus importants. Dans certains groupes ethniques, l'intérêt de suivre un enseignement scolaire est souvent sous-estimé, en particulier pour les filles. En conséquence, de nombreux enfants vivant dans les zones rurales sont analphabètes et n'évaluent pas l'importance de l'éducation.

Visant à améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement primaire au Laos, le programme LAO/030 contribue à atteindre l'objectif du Plan national de développement socio-économique. Depuis 2017, 13 écoles primaires, deux écoles secondaires du premier cycle, trois dortoirs pour les élèves du premier cycle du secondaire et un jardin d'enfants ont été construits à Bolikhamxay.

Thongkhae est l'un des villages cibles du Programme de développement local - LAO/030, situé dans le district de Khamkurt. Il est loin de toute ville et seule une route accidentée mène au village. Thongkhae se compose de 209 ménages pour une population de 1 198 personnes (601 femmes), principalement de l'ethnie lao-taï.

En 2017, le village a été proposé et identifié, par les autorités du district, comme village cible du programme LAO/030, car il avait connu plusieurs années de lutte face à un plan de relocalisation. En effet, une société minière travaillant à proximité a failli faire relocaliser le village dans une autre zone. Le processus de négociation a duré près de cinq ans et a eu un impact considérable sur les revenus des villageois et leur accès aux besoins de première nécessité.

La première activité menée dans le village de Thongkhae était une session participative de planification du développement du village. Le programme LAO/030 a évalué les besoins prioritaires de la population et la construction d'une école primaire a été considérée comme une priorité absolue.

La nouvelle école compte cinq salles de classe et accueille 152 élèves. Il en résulte une meilleure qualité de l'éducation, des niveaux de concentration plus élevés, un intérêt scolaire accru et une plus grande participation. Ce changement se reflète également dans l'amélioration des notes des élèves dont certains ont même remporté des prix lors de concours d'études du district.

« J'ai la chance d'aller à l'école, même si ma famille n'est pas riche »



L'HISTOIRE DE MAIMONE XAYYABOUD
UNE ÉLÈVE À L'ÉCOLE THONGKAE

Je m'appelle Maimone Xayyaboud, j'ai 11 ans et je suis en 5^e année. J'étudie à l'école Thongkae depuis maintenant cinq ans. Ma famille et moi vivons dans le village de Thongkae et mes parents sont agriculteurs. Nous dépendons de la plantation de riz et de manioc pour gagner notre vie. Après les cours, je dois aider mes parents en coupant et en séchant le manioc. Je me souviens encore du jour où le village a eu une nouvelle école, j'étais si heureuse.

L'ancienne école était totalement délabrée. Le toit fuyait et le sol n'était pas pavé, ce qui fait que pendant la saison des pluies, il était boueux et rendait les études difficiles.

Lorsque la nouvelle école a été construite, mes amis et moi étions très excités, nous avons un nouveau grand bâtiment ainsi que de nouvelles tables et chaises.

Heureusement, j'ai la chance d'aller à l'école, même si ma famille n'est pas riche. Mes parents travaillent dur pour soutenir mon jeune frère et moi et nous encourager à étudier. Du coup, je me concentre toujours sur mes devoirs et sur la lecture. L'année dernière, j'ai participé à un concours d'études dans notre district et j'ai remporté le premier prix de littérature.

Je terminerai l'école secondaire à Thongkae et continuerai à étudier à l'université. Je veux devenir infirmière parce qu'il est difficile de trouver quelqu'un ici pour s'occuper de nous lorsque nous sommes malades. Je veux aider les autres !

« C'est le début d'une nouvelle ère »



L'HISTOIRE DE YEIXONG PAYENG
ENSEIGNANT À L'ÉCOLE PRIMAIRE DE THONGKAE

Je m'appelle Yeixong Payeng, j'ai 30 ans et j'enseigne à Thongkae depuis maintenant sept ans. Avant de recevoir de l'aide du programme LAO/030, les conditions d'enseignement et d'apprentissage étaient très difficiles. Dans l'ancien bâtiment totalement délabré, je ne pouvais pas enseigner pendant la saison des pluies ou lorsqu'il y avait un orage.

La nouvelle école primaire a été construite en 2018, pour un coût total de 730 617 000 KIP (environ 77 000 USD). Un comité administratif a également été mis en place pour superviser et gérer l'école, et le comité des parents d'élèves veille au bien-être des enfants.

« Après que l'école a été construite, nous étions reconnaissants d'avoir une nouvelle installation qui résisterait aux intempéries et encouragerait les enfants à apprendre. Ces dernières années, les notes de nos élèves se sont considérablement améliorées et, cette année, deux de nos élèves ont remporté un concours d'études du district, ce qui me rend fier.

Je crois fermement que c'est le début d'une nouvelle ère.



LAO/031

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA FORMATION ET À L'ENSEIGNEMENT JURIDIQUES AINSI QU'À LA PROMOTION DU CONCEPT DE L'ÉTAT DE DROIT AU LAOS

En 2009, le Laos a adopté un plan directeur du secteur juridique qui positionne le développement d'institutions efficaces dans l'ensemble du secteur juridique, comme étant le fondement de l'État de droit. Par ailleurs, l'une des questions transversales abordées par le 8^e plan national de développement socio-économique du Laos, est d'améliorer l'efficacité de la gouvernance et de l'administration publique. Aussi, il est tout à fait nécessaire de développer un système juridique complet, harmonisé, clair, fiable et totalement accessible. Des démarches allant dans ce sens et visant à renforcer l'enseignement supérieur dans le secteur juridique avaient déjà été amorcées par le projet LAO/023 - Renforcement de la primauté et de l'État de droit au Laos par un enseignement juridique universitaire de qualité - lui aussi financé par le Luxembourg.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT AU LAOS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- renforcer l'environnement permettant un accès à la justice ;
- continuer à renforcer l'éducation et la formation juridiques.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer les capacités des « praticiens du droit » ciblés et des fonctionnaires en droit ;
- renforcer les campagnes formelles / informelles de sensibilisation juridique ;
- renforcer la coordination entre les universitaires et les praticiens ;
- développer de nouveaux curricula conformes aux normes et aux exigences de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est ;
- améliorer les compétences des enseignants ciblés ;
- améliorer la gestion et la gouvernance de la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université nationale de Vientiane et de la Faculté de droit et d'administration de l'Université de Champassak.



Durée du projet

2017	2018	2019
2020	2021	2022

Budget

7 300 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

15

bureaux d'aide juridique ont été créés au niveau des districts dans les provinces ciblées et 112 services d'aide juridique ont été fournis par les fonctionnaires des nouveaux bureaux d'aide juridique.

9

conférences nationales, y compris des sessions de suivi sur la lutte contre la criminalité organisée et 18 ateliers et conférences de renforcement des capacités ont été organisés dans tout le pays.

9

vidéos sur des sujets juridiques ont été publiées dans le cadre d'une campagne faisant la promotion de la formation juridique et visant à sensibiliser contre le crime organisé. Ces vidéos ont atteint un total de 134 956 vues.

2 000

Plus de 2 000 fonctionnaires et praticiens du ministère de la Justice, de l'Institut national de la justice, de l'Association du barreau lao, de la Cour suprême populaire, du Bureau du procureur suprême du peuple, de l'Autorité nationale d'inspection et de lutte contre la corruption, des praticiens du droit, ainsi que des professeurs d'université et les étudiants de la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université nationale et de la Faculté de droit et d'administration de l'Université de Champassak ont bénéficié d'un renforcement des capacités sous forme de formations, de séminaires et de conférences - en présentiel et en ligne afin de répondre aux restrictions COVID-19.

142

juristes et fonctionnaires ont rejoint un groupe de conférences en ligne et ont accès à des conférences virtuelles sur des sujets juridiques, notamment la traite des êtres humains, le blanchiment d'argent, le trafic de migrants, les enquêtes financières et les procédures pénales.

478

fonctionnaires et professeurs d'université ont suivi des cours d'anglais juridique.



La Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université nationale de Vientiane a achevé l'ébauche de rapports d'auto-évaluation, conformément aux exigences de l'assurance qualité du réseau universitaire de l'ASEAN.

1 002

codes pénaux et codes de procédure pénale ont été diffusés auprès des praticiens du droit et des fonctionnaires.

19

campagnes d'information juridique ont été menées, incluant la diffusion de 16 943 affiches, brochures et directives techniques sur l'éducation juridique et la criminalité organisée.

3

plans stratégiques ont été adoptés par la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université nationale du Laos et le ministère de la Justice avec le soutien du projet.

961

professeurs de la Faculté de droit et de sciences politiques ont suivi des formations sur l'enseignement du droit et l'évaluation des compétences des élèves.

* Liste non exhaustive



LAO/032

SOUTIEN À LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE DANS LE SECTEUR FINANCIER ENTRE LE VIETNAM, LE LAOS ET LE LUXEMBOURG

Le projet vise à renforcer le bureau de la Commission des valeurs mobilières du Laos dans la réalisation des objectifs clés du Plan stratégique sur le développement des marchés financiers 2016-2025. À l'achèvement du projet, il est prévu que les conditions d'augmentation du nombre de sociétés cotées soit en place, que les capacités en ressources du bureau de la Commission des valeurs mobilières du Laos et de la communauté professionnelle du marché des valeurs mobilières aient été renforcées et que la sensibilisation et la compréhension des investisseurs nationaux aient été renforcées.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DES VALEURS MOBILIÈRES DU LAOS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Aider le bureau de la Commission des valeurs mobilières du Laos à atteindre les objectifs clés du plan stratégique pour le développement des marchés financiers 2016-2025.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- développer une voie vers la cotation en bourse pour les entreprises publiques ciblées ;
- accroître la sensibilisation du public aux marchés des valeurs mobilières et à l'investissement ;
- soutenir les programmes d'éducation et de formation des professionnels du marché des valeurs mobilières.

 Budget

500 000 EUR

Durée du projet

2020

2021

2022

2023

FAITS MARQUANTS*



Un groupe de travail du projet a été formé.



Le personnel clé de l'homologue national a été désigné.



Les éléments clés du processus de planification sont terminés, notamment :

- la révision du document technique et financier ;
- la finalisation d'un cadre logique global, d'une matrice de suivi-évaluation, du plan et du budget opérationnel annuel.

* Liste non exhaustive



LAO/033

RENFORCER L'EFFICACITÉ DE LA GESTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT AU LAOS

S'appuyant sur les succès du projet LAO/028 - Renforcement des capacités de la Direction de la coopération internationale du ministère du Plan et de l'Investissement - ce projet, d'une durée de quatre ans dans le secteur de la gouvernance, vise à garantir que l'Aide publique au développement (APD) soutienne efficacement la mise en œuvre du plan national de développement socio-économique (NSEDP). Plus spécifiquement, le projet vise, d'une part, à renforcer la capacité du ministère de la Coopération internationale (MCI) à coordonner et gérer efficacement l'APD aux niveaux national et provincial et, d'autre part, à améliorer les liens entre le MCI et le secrétariat des Objectifs de développement durable (ODD) afin de garantir que la mise en œuvre des ODD soit mieux prise en compte et contrôlée dans le cadre des interventions de l'APD.

OBJECTIF GLOBAL

VEILLER À CE QUE L'APD SOUTIENNE EFFICACEMENT LA MISE EN ŒUVRE DU NSEDP

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la capacité des principales agences du Laos à gérer et coordonner efficacement l'APD.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- développer la capacité du département de la Coopération internationale à, d'une part, gérer et coordonner efficacement l'APD par l'intermédiaire des sections provinciales de Coopération internationale et des ministères de tutelle et, d'autre part, à faire un compte rendu sur l'APD de façon opportune ;
- veiller à ce que les questions transversales reflétées dans les ODD soient dûment prises en compte dans les interventions d'APD et soutiennent le NSEDP.

Durée du projet

	2019	2020
2021	2022	2023

Budget

1 300 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

11

fonctionnaires (dont quatre femmes) des départements d'exécution du ministère de la Planification et de l'Investissement et du ministère des Affaires étrangères ont été formés au suivi et à l'évaluation introductifs.

71 %

du personnel des ministères de tutelle et des provinces ont amélioré leur connaissance du décret 375 sur l'APD grâce à des ateliers de diffusion fournis par le projet.



Une stratégie de mobilisation de l'APD a été élaborée et promulguée avec succès.

14

fonctionnaires du Département de la coopération internationale (dont huit femmes) ont bénéficié de programmes de formation en anglais.



Du matériel d'information sur le plaidoyer sur les ODD a été élaboré et largement partagé avec le public.



La certification ISO 9001 : 2015 a été renouvelée avec succès pour le Département de la coopération internationale du ministère de la Planification et de l'Investissement.

85 %

des fonctionnaires de la Section de la planification et de l'investissement aux niveaux national et provincial ont amélioré leurs connaissances sur les lois et réglementations relatives à la lutte contre la corruption grâce à des ateliers organisés par le projet.



Une stratégie de renforcement des capacités a été élaborée pour le Département de la coopération internationale et dans six provinces cibles, via la section de la coopération internationale.

* Liste non exhaustive



MYANMAR

INDE

CHINE



BANGLADESH

LAOS

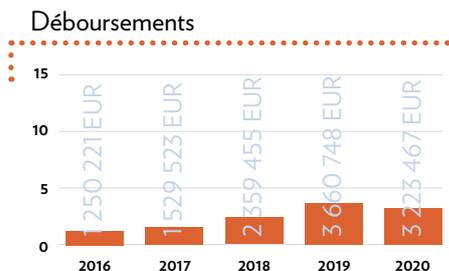
Golfe du Bengale

Océan indien

THAÏLANDE

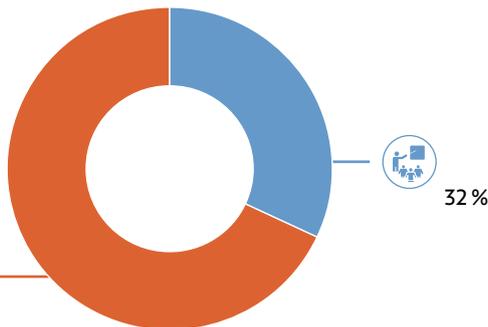


2
PROJETS EN
EXÉCUTION



→ **52** COLLABORATEURS
AU MYANMAR

Distribution des déboursements par secteurs



2,75 %

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

3,22 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2020





MYA/001

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE SECTEUR DE L'HÔTELLERIE ET DU TOURISME

L'ouverture progressive actuelle des systèmes économiques et politiques était censée conduire le Myanmar à une croissance régulière, à l'instar de l'augmentation des arrivées de touristes internationaux et régionaux.

L'objectif du projet est de fournir aux jeunes ayant déjà une activité professionnelle ainsi qu'aux jeunes - et moins jeunes - hommes et femmes défavorisés, les compétences et aptitudes techniques nécessaires pour leur permettre d'accéder à un large éventail d'emplois dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

OBJECTIF GLOBAL

L'OBJECTIF GÉNÉRAL DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET EST DE CONTRIBUER À LA RÉALISATION DE L'OBJECTIF DU PLAN DIRECTEUR DU TOURISME POUR 2013-2020, À SAVOIR MAXIMISER LA CONTRIBUTION DU SECTEUR DE L'HÔTELLERIE ET DU TOURISME À LA CRÉATION D'EMPLOIS ET À LA GÉNÉRATION DE REVENUS AU MYANMAR

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la capacité des ressources humaines et promouvoir la qualité des services dans le secteur du tourisme en mettant l'accent sur la conception et la mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan d'action à long terme de développement des ressources humaines pour répondre aux besoins actuels et futurs du secteur.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer les capacités organisationnelles et RH du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme ;
- renforcer la capacité opérationnelle des prestataires de services d'éducation et de formation existants et nouveaux ;
- améliorer les compétences de la main-d'œuvre existante dans le secteur du tourisme.



Durée du projet

	2015	2016	2017
2018	2019	2020	2021

Budget

8 500 000 EUR

FAITS MARQUANTS*



La feuille de route pour la relance stratégique du tourisme au Myanmar (2021-2025) a été élaborée en collaboration avec le ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme, le projet MYA/001 et l'Organisation mondiale du tourisme.

98 %

des fonctionnaires du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme formés en ligne ont amélioré leurs connaissances.

78,8 %

des diplômés du baccalauréat en tourisme et gestion hôtelière ont obtenu un emploi rémunéré dans les six mois suivant la fin du programme.

132

étudiants ont terminé un programme de certificat en tourisme ou en hôtellerie au nouveau centre pour le développement du tourisme à Yangon, soutenu par le projet.

134

stagiaires ont suivi un court programme de formation de base en tourisme ou hôtellerie, soutenu par le projet.

44

normes nationales de compétences professionnelles ont été élaborées et approuvées par le Comité sectoriel de l'hôtellerie et du tourisme.

* Liste non exhaustive



THET PAI SOE | MEMBRE DE L'ÉTAT-MAJOR DE LA DIVISION INFÉRIEURE
DU MINISTÈRE DE L'HÔTELLERIE ET DU TOURISME

MYA/001

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE SECTEUR DE L'HÔTELLERIE ET DU TOURISME

LE CONTEXTE

Depuis 2010 et jusqu'à récemment, le Myanmar a connu une croissance rapide des arrivées de touristes internationaux et des recettes touristiques. Ceci l'a conduit à devenir une destination touristique émergente fournissant des emplois directs et indirects à près d'un million de personnes.

Le projet bilatéral de la Coopération au développement luxembourgeoise, MYA/001, vise à renforcer les capacités des ressources humaines et à promouvoir la qualité de service dans le secteur du tourisme.

Par conséquent, dans le cadre de l'une de ses multiples activités, en étroite collaboration avec le ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme, le projet a mis en place, à Yangon en 2018, une petite école de formation dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, *Centre for Tourism Development*.

Pour soutenir et préparer le transfert opérationnel prévu à la mi-2021, le projet a introduit un ensemble de programmes de formation des formateurs afin de fournir une formation adéquate au personnel du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme afin qu'il prenne en charge la formation à la fin du projet.

L'HISTOIRE DE PAI SOE

Thet Pai Soe est un membre de l'état-major de la division inférieure du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme, âgé de 25 ans. Originaire de la région de Magway au centre du Myanmar, il a rejoint le ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme à Naypyidaw il y a environ quatre ans pour subvenir aux besoins de sa famille. Il a toujours cultivé un intérêt particulier pour la cuisine, passant des heures à lire des livres de cuisine, mais a dû choisir une voie plus sûre pour assurer un revenu régulier.

Mi-2019, il a été sélectionné et faisait partie d'un troisième et dernier groupe de stagiaires ciblés par le projet.

Au cours de sa formation, Thet Paie Soe et 13 de ses collègues du Ministère ont été initiés au secteur de l'hôtellerie à travers une formation théorique intensive et une exposition pratique, principalement à l'école de formation gérée par le projet MYA/001.

Ils ont développé des compétences dans les domaines de l'entretien ménager, du service en salle, de la réception et de la restauration.

En mars 2020, Thet Paie Soe a également eu l'opportunité de participer, avec ses confrères, à un stage dans une organisation jumelle au Vietnam (*Hue Tourism College* qui avait été soutenu par la Coopération luxembourgeoise quelques années plus tôt) pour recevoir une formation en entreprise.

« Je n'ai jamais pensé qu'en rejoignant le ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme, j'aurais l'opportunité de réaliser mon rêve de devenir un vrai chef »

Malheureusement, en raison de la pandémie COVID, la formation à Hue avait été écourtée et tous les stagiaires ont dû retourner au Myanmar. Pendant son séjour à Hue, Thet Paie Soe a rejoint le département culinaire du *Tourism College* et a enfin pu en apprendre davantage sur sa passion, la cuisine. Fort de son expérience, il a rejoint un restaurant reconnu d'un centre commercial de Yangon – le Harris Bar - pour poursuivre sa formation en entreprise et son stage.

Interrogé sur le programme de formation des formateurs, Thet Paie Soe déclare : « Je n'ai jamais pensé qu'en rejoignant le ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme, j'aurais l'opportunité de réaliser mon rêve de devenir un vrai chef, ni même d'avoir l'opportunité de partager ma passion avec d'autres en tant que formateur. »

À l'issue du stage, Thet Paie Soe a réintégré l'école de formation de Yangon et est aujourd'hui - aux côtés de l'expert culinaire désigné par le projet - à la tête du département culinaire du *Centre for Tourism Development*.



Thet Paie Soe en cuisine

Même si, depuis avril 2020, la pandémie de COVID-19 a forcé l'abandon de toutes les formations en présentiel, Thet Paie Soe a continué à avoir l'occasion d'améliorer ses connaissances et ses compétences. En effet, le projet, dans le cadre de sa responsabilité sociale en tant qu'entreprise et en collaboration avec le ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme, a préparé des rations alimentaires pour les hôpitaux et les lieux de quarantaine.

« Grâce à la formation reçue, je me rends compte que la cuisine est un éternel apprentissage », explique Thet Paie Soe, en annonçant qu'il a hâte d'apprendre davantage de techniques culinaires.

Il est impatient de partager toutes ses connaissances et sa passion avec les futurs étudiants inscrits au certificat de restauration du *Centre for Tourism Development*.

Pour Thet Paie Soe, le *Centre for Tourism Development* joue un rôle important dans l'avenir du Myanmar car il offre des possibilités de formation uniques.

Il est convaincu que le tourisme reprendra après la pandémie du COVID-19 et que l'industrie du Myanmar aura besoin et emploiera des personnes bien formées dans le secteur de l'hôtellerie.

UN REGARD VERS L'AVENIR

Compte tenu de la crise COVID-19 en cours, l'une des dernières actions de la Coopération luxembourgeoise et de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations unies, basée à Madrid, a été la définition, l'établissement et la rédaction d'une feuille de route pour la relance stratégique du tourisme au Myanmar en collaboration avec le ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme et le secteur privé du Myanmar. Cette démarche a pour but de maximiser la contribution du tourisme à la création d'emplois et de revenus au niveau national après la période de crise en vue de relancer la croissance économique et d'amener le pays vers une nouvelle normalité.

L'État oriental de Shan est un cas exceptionnel de désavantage dans un pays aux prises avec de nombreux défis culturels, politiques, économiques et environnementaux. Étant donné que le projet a une orientation géographique et démographique spécifique, avec un développement technologique, une innovation et un pilotage considérables, il applique pendant ses premières années d'exécution une modalité de financement direct via des structures de gestion locales, une expertise technique et une facilitation dispersée dans les zones/districts ciblés et entre les différents villages.

L'une des principales hypothèses de la stratégie du projet est que la coopération progressive et l'interdépendance nécessaire dans le cadre de nouvelles activités amélioreront progressivement les attitudes et les pratiques en matière d'organisation sociale et civique, qui sont à la base du respect mutuel, du partage des ressources, du développement communautaire et de la gouvernance éclairée.

OBJECTIF GLOBAL

PROMOUVOIR DES GROUPES, DES COMMUNAUTÉS, DES INSTITUTIONS ET DES SYSTÈMES INCLUSIFS, COHÉSIFS ET DURABLES AU PROFIT DE LA POPULATION RURALE DE L'ÉTAT ORIENTAL DE SHAN

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer les moyens, les ressources et les interactions pour les activités légitimes de subsistance de la population locale.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- garantir l'accès à une eau salubre et abordable ;
- élargir l'accès à un approvisionnement durable en électricité ;
- augmenter la qualité et la quantité des pistes et des réseaux routiers ;
- accroître la productivité agricole de la terre, de l'eau, des personnes et du capital ;
- renforcer l'éducation formelle et non formelle et développer les villages ;
- mettre à disposition des moyens de télécommunications modernes et abordables.



Durée du projet

2017	2018	2019
2020	2021	2022

Budget

10 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

3 276

personnes ont bénéficié de la formation pratique fournie par le projet. Les sujets de formation portaient sur l'exploitation et l'entretien des systèmes villageois d'eau et d'électricité, la production d'eau potable salubre, la gestion des déchets solides, l'agriculture (c.-à-d. la santé animale de base, l'élevage et la production agricole), le développement du village et la couture.



La réussite du confinement des maladies animales courantes a minimisé la perte de buffles tirant les charrues et d'autres gros bovins.

235

Une ferme de thé communautaire, 45 pépinières de thé, 100 fermes individuelles de café et plus 45 pépinières de café ont été établies et rencontrent un taux de survie de 95 % de la production de semis. Par ailleurs, 44 fermes communautaires d'*Elephant Foot Yams* ont été introduites avec succès.

20

Mise en place, avec des éleveurs sélectionnés, de huit élevages de porcs de référence et de 12 élevages type de poulets.

30 %

des travaux de génie civil réalisés pour les deux principales voies d'accès rurales totalisant une longueur totale de 29 km.

511

ménages ont été électrifiés grâce à un système hydroélectrique simple soutenu par le projet.

45

agents de santé animale communautaires supplémentaires ont été formés à l'identification et au traitement des maladies courantes du bétail.

278

ensembles de bancs / pupitres d'école ont été fournis dans cinq des 18 écoles publiques de la zone isolée du sud-ouest de l'État oriental de Shan, cinq tracts, améliorant ainsi leur position dans le classement des écoles de référence.

3

Début de la construction de trois tours télécoms dans la zone isolée du sud-ouest de l'État oriental de Shan, cinq tracts, dont une est finalisée et permet de diffuser et d'assurer une couverture réseau depuis décembre 2020.

8

sous-projets d'infrastructures sociales de base ont été achevés : trois bâtiments scolaires incluant des systèmes scolaires d'eau et d'assainissement, deux installations d'eau et d'assainissement pour des écoles supplémentaires et trois maisons d'enseignants.

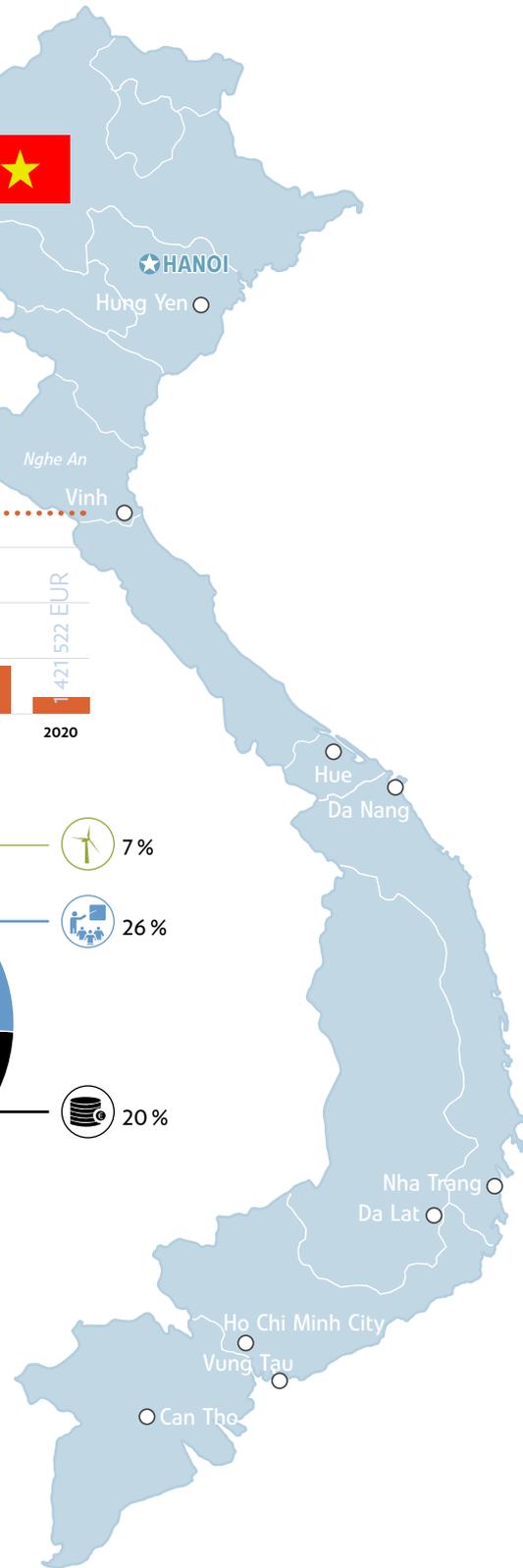
771

ménages supplémentaires ont eu accès à un approvisionnement en eau potable en milieu rural.

* Liste non exhaustive



VIETNAM

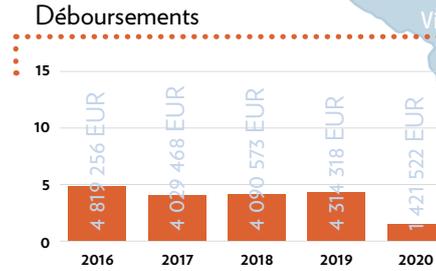


5

PROJETS EN
EXÉCUTION

28

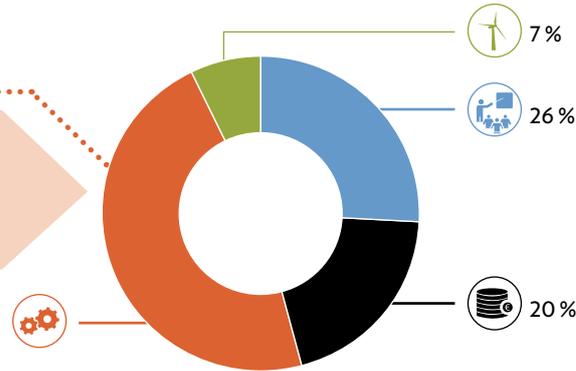
COLLABORATEURS
AU VIETNAM



Distribution des déboursements par secteurs



47 %



1,21 %

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

1,42 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2020





VIE/032

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LE SECTEUR FINANCIER

Le Vietnam a fait d'importants progrès depuis la création de la première bourse des valeurs, Ho Chi Minh Ville Stock Exchange, en 2000. Toutefois, le profil de risque du marché des valeurs mobilières demeure considérable.

Le projet VIE/032 - Renforcement des capacités dans le secteur financier - a été défini, conformément au plan directeur du gouvernement pour le développement du marché des valeurs mobilières sur la période 2012-2020, suite au succès de VIE/026, qui a apporté une contribution majeure au renforcement des capacités de la Commission d'État des valeurs mobilières du Vietnam (SSC).

OBJECTIF GLOBAL

RENFORCER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE DOTÉE D'UN SECTEUR FINANCIER SAIN

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Consolider le marché des valeurs mobilières du Vietnam conformément à la stratégie du gouvernement portant sur la période 2011-2020.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- actualiser le cadre législatif et institutionnel du marché des valeurs mobilières ;
- améliorer la compréhension du marché des valeurs mobilières par des initiatives de formation et d'éducation ;
- améliorer la qualité des opérations et des transactions sur le marché des valeurs mobilières.



2016	2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------	------

Le projet VIE/032 vise à aider la SSC et les acteurs du marché des valeurs mobilières à accomplir certaines des tâches de la stratégie de développement sectoriel, en utilisant l'expertise luxembourgeoise en matière de valeurs mobilières et du secteur financier et la formation financière / le transfert de technologie. Elle consolidera par la suite l'empreinte du Luxembourg sur le marché émergent local, approfondira les relations institutionnelles et personnelles et améliorera les perspectives de trouver des opportunités commerciales mutuellement attractives, renforçant ainsi le développement du secteur financier et de l'économie vietnamiens.

FAITS MARQUANTS*



Un code de conduite pour les membres de la *Securities Business Association* a été élaboré. Ce Code fournit des détails sur la conduite éthique ainsi que les normes et guide sa mise en œuvre aux praticiens des valeurs mobilières travaillant dans les sociétés de valeurs mobilières du Vietnam.

4

agents techniques de la SSC ont été certifiés pour le *eXtensible Business Reporting Language* (XBRL). Il s'agit d'une première au Vietnam et permettra à la SSC de jeter les bases pour aller de l'avant et établir un consortium XBRL au Vietnam.

489

personnes, dont des régulateurs, des formateurs, des personnes issues du secteur privé et d'autres acteurs du marché, ont bénéficié de 10 programmes de formation soutenus par le projet et dont 154 participants ont suivi des cours en ligne.



Le tout premier cours de formation en ligne sur la « Loi sur les valeurs mobilières et le marché boursier » a été organisé à Hanoï dans le cadre d'une réponse immédiate à l'impact de la Covid-19.

51

fonctionnaires de la SSC ont suivi un cours avancé, dispensé par la *House of Training*, sur les produits dérivés pour les organismes de réglementation.

3 000

Un tutoriel en ligne sur le fonctionnement du système de divulgation de l'information a été mis au point en décalant les délais comme alternative à la formation en présentiel pour les utilisateurs de 3 000 entreprises publiques.

4

décrets ont été finalisés. Ces décrets guideront la mise en œuvre de la nouvelle loi sur les valeurs mobilières. Ce nouveau cadre juridique, qui guide la mise en œuvre de la nouvelle loi sur les valeurs mobilières, vise à promouvoir la stabilité de l'environnement juridique, à gagner la confiance et à attirer davantage de fonds d'investissement indirects d'investisseurs étrangers sur le marché local.

* Liste non exhaustive



VIE/034

FORMATION ET ÉDUCATION PROFESSIONNELLE - PHASE II

Le projet VIE/034 constitue la seconde phase de l'appui de la Coopération luxembourgeoise au lycée de formation professionnelle de Bac Kan (LFPBK). Ce nouveau projet vise à :

- consolider les acquis de la première phase ;
- améliorer la gestion du lycée via des activités génératrices de revenus qui participeront à assurer sa pérennité financière ; et
- offrir un programme éducatif qui réponde aux besoins du marché du travail.

OBJECTIF GLOBAL

FAVORISER LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LE DÉVELOPPEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE EN TENANT COMPTE DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET DU CONTEXTE SOCIOCULTUREL DE LA RÉGION DU NORD DU VIETNAM

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Faire du LFPBK une école attractive, correctement gérée et financièrement solide, qui dispense un enseignement et une formation professionnels répondant aux exigences et opportunités du marché du travail de la région ainsi qu'aux attentes socioculturelles de la population locale.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- améliorer la gestion globale du LFPBK ;
- créer pour le LFPBK un programme éducatif attractif, axé sur le marché et le client.



Durée du projet

2015	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

3 400 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

84 %

d'employeurs sont satisfaits des compétences des diplômés du *Bac Kan Vocational College*.

88 %

de diplômés des cours de deux ans du *Bac Kan Vocational College* soutenus par le projet sont employés ou indépendants (la valeur de référence est de 82%).

98 %

des étudiants en dernière année du programme diplômant de deux ans soutenus par le projet sont satisfaits de l'enseignement reçu.

427

étudiants ont été recrutés (35 étudiants pour les programmes de trois ans, 241 pour les programmes de deux ans et 151 pour les formations courtes).

4

programmes de formation (hôtellerie et tourisme, plantation et protection des végétaux et énergie solaire) ont été proposés aux entreprises et collectivités.

43

protocoles d'entente ont été signés entre le *Bac Kan Vocational College* et des entreprises avec le soutien du projet.

2

nouvelles interventions génératrices de revenus (*English Galaxy Centre* et *mushroom house*), sont opérationnelles avec le soutien du projet.

38,8 kW

Un système photovoltaïque de 38,8 kW a été installé sur le campus. Il est utilisé comme outil pédagogique pour les métiers en électricité. Le système peut accueillir 158 étudiants lors des cours pratiques.

300

La clinique vétérinaire a été rénovée et entièrement équipée pour faciliter l'apprentissage des étudiants. Chaque année, environ 300 étudiants se forment à la clinique.

* Liste non exhaustive



VU XUAN NGHIA | ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL DE LA FACULTÉ DES ROUTES ET DES VÉHICULES MOTORISÉS ET ENSEIGNANT SPÉCIALISÉ EN ÉLECTRICITÉ

VIE/034

FORMATION ET ÉDUCATION PROFESSIONNELLE - PHASE II

INTRODUCTION

Le projet VIE/034 est la deuxième phase du soutien de la Coopération luxembourgeoise au *Bac Kan College*. Les objectifs de ce nouveau projet sont de :

- consolider les acquis de la première phase (Projet VIE/021) ;
- améliorer la gestion de l'école et ainsi renforcer sa solidité financière grâce à son potentiel de génération de revenus ; et
- établir un marché ainsi qu'un programme éducatif orienté clients.

Pouvez-vous nous parler brièvement du soutien reçu par le projet VIE/034 ?

Le projet VIE/034 m'a beaucoup soutenu. Il a parrainé ma formation sur la programmation du logiciel *Programmable Logic Controller*, le contrôle pneumatique et l'énergie solaire à Hanoï et Ho Chi Minh Ville. En plus de prendre en charge les frais de scolarité, le projet a également pris en charge les frais de déplacement et de dépenses quotidiennes. Par ailleurs, il m'a aussi permis de développer et de créer des équipements fonctionnant à l'énergie solaire. Après avoir terminé la formation, j'ai appliqué mes connaissances pour poursuivre mes recherches et enseigner plus efficacement aux étudiants du *Bac Kan Collège*.

Vous êtes reconnu comme étant le pionnier des initiatives vertes. Le projet VIE/034 vous a accompagné dans le développement et la création d'une voiture et d'un bateau électriques, alimentés par l'énergie solaire. Le bateau solaire, en particulier, a été utilisé sur le lac Ba Be - une réserve naturelle et une attraction touristique du Vietnam. Il a envoyé un message fort sur la protection de l'environnement. Pourriez-vous partager avec nous la motivation et l'histoire de vos initiatives ?

Le besoin urgent de protéger l'environnement et de sensibiliser sur ce sujet est ma principale motivation. Le changement climatique a des effets néfastes sur la capacité de rétablissement ou la reproductivité de l'écosystème et les activités socio-économiques, telles que la santé et les moyens de subsistance. Par ailleurs, les conditions météorologiques sont devenues plus extrêmes, le processus industriel a augmenté les émissions de gaz dans l'atmosphère entraînant des perturbations atmosphériques, l'effet de serre, le réchauffement climatique, la sécheresse, l'élévation du niveau de la mer, etc. Par conséquent, pour atténuer les effets du changement climatique, certaines mesures doivent être prises. Il s'agit avant tout de réduire la consommation de combustibles fossiles et d'augmenter de la consommation d'énergies propres et renouvelables.

Au Vietnam, l'utilisation d'énergies propres et renouvelables a fait l'objet de beaucoup d'attention. Guidé par

« Mon rêve serait de transformer tous les bateaux du lac Ba Be en bateaux solaires »



ma conscience du changement climatique et ma responsabilité en tant qu'enseignant, j'ai fait des recherches sur l'énergie solaire. Avec le soutien budgétaire du projet VIE/034, j'ai créé une voiture électrique alimentée par l'énergie solaire. La voiture est utilisée comme outil pédagogique pour les étudiants en technologie automobile. Elle contribue également à la sensibilisation à la protection de l'environnement. Je suis persuadé que de petites actions peuvent avoir un impact sur de nombreuses personnes.

Fort de ce succès, avec le soutien continu du projet VIE/034, j'ai poursuivi mes recherches sur l'utilisation de l'électricité solaire pour le moteur du bateau de tourisme du lac Ba Be. Le bateau solaire est un exemple de nouvelles alternatives vertes pour les entreprises du secteur du tourisme dans la province de Bac Kan. Il contribue à préserver le magnifique environnement naturel du lac en supprimant les émissions de diesel et de carbone qui polluent l'air et l'eau du lac. Comparé aux bateaux diesel, un bateau solaire ne produit aucune émission de carbone et ne fait presque aucun bruit.

De plus, je voulais faire évoluer la conception générale du tourisme vers un tourisme vert et propre et réduire la pollution de l'environnement, en commençant par l'un des endroits les plus attrayants de Bac Kan et de la région.

Dans le futur, j'espère faire une deuxième version du bateau avec une coque composite, et non plus en fer. Ceci allégerait le bateau, augmenterait sa vitesse et son esthétique. Cette nouvelle version serait d'ailleurs un excellent outil pédagogique.

À long terme, mon rêve serait de transformer tous les bateaux du lac Ba Be en bateaux solaires. Promouvoir le lac Ba Be, non seulement à travers ses paysages spectaculaires, mais aussi par l'utilisation avant-gardiste de l'énergie propre pour préserver l'environnement et contribuer au développement du tourisme vert dans la région. Pour une application plus large, la participation des agences gouvernementales et la sensibilisation des citoyens à la protection de l'environnement sont nécessaires.

J'ai réalisé que la protection de l'environnement qui nous entoure est une question urgente et qu'aucune action n'est trop petite. En plus du travail effectué à l'école et pendant mon temps libre, ensemble avec d'autres, je recycle les déchets plastiques et les transforme en paniers réutilisables.

Quel est l'impact du soutien du projet VIE/034 sur votre développement global, et quelle est votre vision à propos de votre développement futur ?

J'apprécie vraiment que le projet se concentre fortement sur le développement des ressources humaines. Je trouve personnellement que j'ai acquis beaucoup de nouvelles connaissances professionnelles et que j'ai amélioré mes compétences en gestion. Ma responsabilité est de continuer à améliorer mes propres capacités afin de contribuer à la formation des étudiants du *Bac Kan College* et de promouvoir la marque *Bac Kan College*. À l'avenir, je continuerai à enseigner au *Bac Kan College* et j'encouragerai mes étudiants à créer leurs propres appareils et équipements. La vie est un parcours d'apprentissage et, par conséquent, je continuerai à développer mes connaissances et mes compétences.

CONCLUSION

Avec le soutien du projet VIE/034, M. Vu Xuan Nghia, professeur d'électricité au *Bac Kan College* a amélioré ses capacités. L'appui lui a permis d'améliorer ses connaissances et ses compétences et, surtout, de les mettre en œuvre en enseignant et en résolvant les vrais problèmes de la communauté locale.



VIE/036

IRRIGATION À CAO BANG - UTILISATION RATIONNELLE DE L'EAU ET DE L'AGRICULTURE

Comme son prédécesseur, le projet vise à contribuer durablement à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire à Cao Bang dans le nord du Vietnam. La stratégie de base en termes de développement agricole consiste, d'une part, à renforcer la capacité des prestataires de services à produire et livrer des produits agricoles spécialisés sûrs et répondant à la demande du marché à partir de Cao Bang et, d'autre part, à améliorer l'accès aux marchés locaux et internationaux de ces produits en reliant les groupes d'agriculteurs aux principaux acteurs du marché. Par ailleurs, le renforcement des capacités en matière de planification participative et de mise en œuvre d'infrastructures à petite échelle (routes inter-villages et systèmes d'irrigation) des autorités locales communales, et institutions gouvernementales de base, est également un pilier de l'amélioration de la production agricole et de l'accès aux marchés.

OBJECTIF GLOBAL

SOUTENIR DES FILIÈRES DURABLES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES ZONES MONTAGNEUSES DE LA PROVINCE DE CAO BANG

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Développer la gestion efficace des ressources naturelles et financières axée sur la production agricole, tout en répondant aux besoins des minorités ethniques et d'autres segments de la population en difficulté.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- appuyer la mise au point de produits agricoles spécialisés sûrs, axés sur le marché et certifiés qui répondent aux exigences du marché tout en améliorant les liens commerciaux entre les producteurs et les consommateurs ;
- les petites routes et le développement de l'irrigation améliorent l'accès des agriculteurs aux marchés et à l'eau ;
- amélioration des processus de gestion et de prestation de services ciblant le secteur et la politique agricoles à Cao Bang.



Durée du projet

2015	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

5 500 000 EUR

FAITS MARQUANTS*

85 %

des agriculteurs ciblés continuent de mettre en œuvre une agriculture sûre après les interventions du projet.

10,3 %

Les agriculteurs ciblés ont augmenté leurs revenus de 10,3 % grâce à une meilleure récolte et à un système d'irrigation amélioré.

21

communes ont considérablement réduit leurs coûts et temps de déplacement grâce au réseau routier inter-village amélioré.

9

groupes d'agriculteurs ont été certifiés par des organismes agréés.

40 km

de routes inter-villages en béton ont été construites par les comités populaires communaux.

100 %

des associations de consommateurs d'eau soutenues par le projet ont efficacement mis en œuvre un plan d'exploitation et d'entretien conforme aux réglementations nationales.

136 ha

supplémentaires ont été irrigués et soutenus par le projet.

100 %

des politiques agricoles provinciales proposées par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural ont été examinées par le Conseil consultatif des politiques.

* Liste non exhaustive



VIE/401

PROJET PILOTE D'ÉCLAIRAGE ÉCONOME EN ÉNERGIE (AAANN) À HUÉ

Le projet VIE/401 et son projet frère, le VIE/433, sont les deux premiers projets luxembourgeois mis en œuvre par LuxDev grâce au financement du Fonds pour le climat et l'énergie (FCE). Le projet VIE/401 est un projet pilote à Hué qui contribue à l'atténuation du changement climatique, en mettant l'accent sur l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre en remplaçant les anciens systèmes d'éclairage conventionnels par un éclairage LED. Outre ce volet matériel, le projet pilote travaillera également avec des partenaires et des communautés pour renforcer la sensibilisation et les capacités en matière de changement climatique, d'efficacité énergétique et d'économies d'énergie.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AUX PROGRAMMES NATIONAUX ET PROVINCIAUX DE CROISSANCE VERTE, DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE À HUE CITY, DANS LA PROVINCE DE TT HUÉ

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Mettre à l'essai une mesure d'atténuation appropriée au niveau national (MAAN) pour l'éclairage éco-énergétique qui permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de réaliser des économies d'énergie en remplaçant les lampes conventionnelles de l'éclairage public urbain par des LED.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités et création d'un environnement propice pour le projet pilote MAAN;
- démonstration LED : acquisition et installation à Hué;
- identification et formulation d'un projet d'atténuation d'envergure pour un (co-) financement climatique international;
- la mesure, le suivi et le contrôle de l'impact de l'intervention sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'enregistrement officiel de ce résultat en tant que contribution déterminante au niveau national.



Durée du projet

2018 2019 2020 2021

Budget

200000 EUR

FAITS MARQUANTS*



De bon progrès ont été réalisés au travers d'un programme complet d'information, d'éducation et de communication ainsi que d'une campagne visant, d'une part, à accroître la sensibilisation et la compréhension du lien entre l'efficacité énergétique, le réchauffement climatique et le changement climatique et, d'autre part, à induire un comportement énergétique permettant d'économiser l'énergie issue des centrales à charbon au lieu de la gaspiller.

54

Dans les 54 écoles de Hue où un éclairage LED est en cours d'installation, certains enseignants ont été formés et des groupes d'action d'étudiants sur l'efficacité énergétique, chargés de travailler sur les économies d'énergie avec la communauté scolaire, ont été mis en place.



La plupart des travaux de renforcement des capacités institutionnelles et de préparation technique pour le mesurage, le suivi et le contrôle sont terminés.



Il est prévu qu'après un mesurage, suivi et contrôle pendant douze mois, le résultat de l'intervention soit officiellement enregistré auprès des autorités nationales compétentes. Ce sera là le premier résultat de mesurage, suivi et contrôle formel à être inclus dans le rapport biennal de la contribution déterminée au niveau National du Vietnam montrant les actions et les résultats du pays en matière de gaz à effet de serre par rapport aux engagements internationaux.

19 000

1 071 luminaires de rue ont été installés récemment et l'installation, dans les écoles, d'environ 19 000 luminaires a commencé.



Le projet a joué un rôle de pionnier dans le mesurage, suivi et contrôle au Vietnam et a achevé un premier manuel technique conformément aux exigences de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.



Grâce au projet, le Luxembourg continue d'être membre du groupe de travail technique sur l'efficacité énergétique dans le cadre du groupe de partenariat *GOV-Donor Vietnam Energy Partnership* (ministère de l'Industrie et du Commerce) et de travailler sur les questions de mesurage, suivi et contrôle en consultation directe avec le département Changement climatique du ministère des ressources naturelles et de l'environnement.

18

En remplacement de l'éclairage conventionnel à haute énergie, des éclairages LED basse consommation ont été installés dans 18 rues et dans 54 écoles de la ville.



Des mesures régulières des économies d'énergie et des réductions d'émissions de gaz à effet de serre commenceront dès que le matériel intérieur et extérieur sera en place.

* Liste non exhaustive

Le projet VIE/433 et son projet frère, le VIE/401, sont les deux premiers projets luxembourgeois mis en œuvre par LuxDev grâce au financement du Fonds pour le climat et l'énergie (FCE). Le VIE/433 se concentre sur l'adaptation au changement climatique et travaille en étroite collaboration avec les communautés et les agences gouvernementales dans trois districts de la province de TT Hue pour renforcer les capacités et la résilience de la population pour faire face aux impacts croissants du changement climatique.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AUX OBJECTIFS NATIONAUX ET PROVINCIAUX DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES HUMAINS ET NATURELS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, TELS QU'ILS SONT REFLÉTÉS DANS LE PROGRAMME D'OBJECTIF NATIONAL SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA CROISSANCE VERTE 2016 ET DANS LE PLAN D'ACTION PROVINCIAL SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DE TT HUE JUSQU'EN 2020

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la résilience et la capacité d'adaptation aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles dans les communes côtières et lagunaires.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités des gouvernements et des communautés à faire face aux changements climatiques ;
- améliorer l'adaptation des gens au changement climatique au travers d'écosystèmes résilients ;
- mieux protéger les personnes et leurs moyens de subsistance grâce à une infrastructure à petite échelle.



 Budget

2 961 000 EUR

Durée du projet

2018	2019	2020	2021	2022
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

961 000 EUR

Une prolongation du projet de 18 mois ainsi qu'un budget supplémentaire de 961 000 EUR du Fonds pour le climat et l'énergie ont été approuvés.

14

Les 14 sous-projets d'infrastructure de petite échelle et résiliente au climat qui étaient prévus, ont été achevés dans les délais et dans les limites du budget.



Le développement d'un marché de l'agriculture biologique se concrétise, avec l'adhésion claire des agriculteurs et un gouvernement qui soutient la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement.



Une plus grande prise de conscience et une meilleure compréhension dans toute la société, y compris les élèves et les enseignants de toutes les écoles primaires, secondaires, et supérieures, des risques liés au changement climatique et au climat, ainsi que l'amélioration de la capacité du gouvernement et des populations à faire face aux impacts du changement climatique.



Grâce au travail de pionnier du Vietnam dans les domaines essentiels du mesurage, du suivi et du contrôle, de bons progrès ont été réalisés dans le renforcement des capacités institutionnelles au sein du gouvernement provincial en vue de surveiller les impacts du changement climatique et mesurer les démarches d'adaptation et d'atténuation.

5 386 ha

Le renforcement de la gestion et de la capacité technique des associations de pêcheurs et création officielle de 5 386 ha de zones de protection des ressources aquatiques dans la lagune de TT Hue, est un résultat de la loi révisée sur la pêche du Vietnam qui a adopté le modèle de cogestion des ressources naturelles de TT Hue.

* Liste non exhaustive





AUTRES PROJETS



MONGOLIE



KAZAKHSTAN

RUSSIE

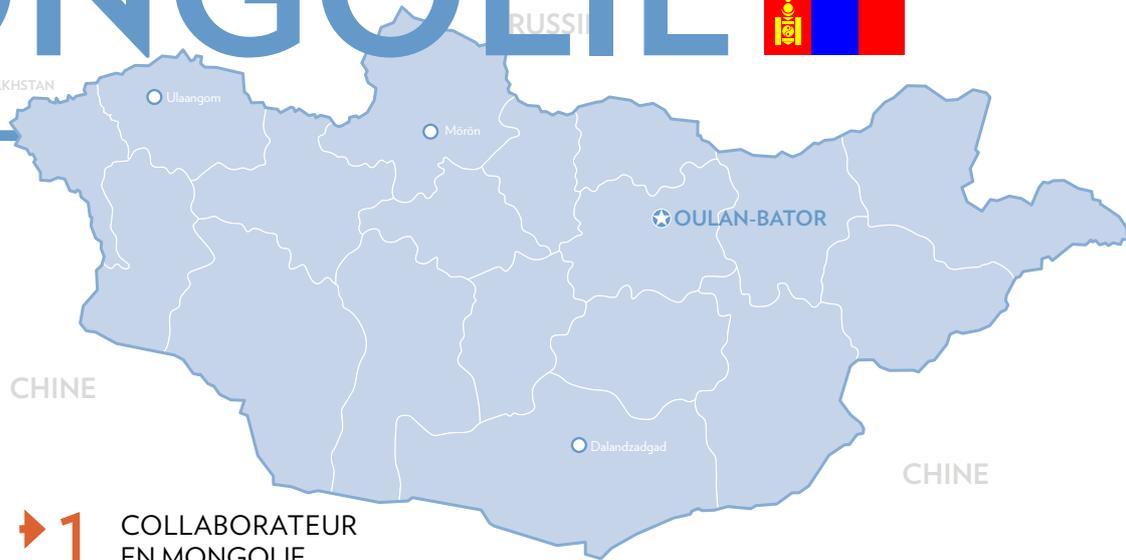
CHINE

CHINE

1

PROJET EN EXÉCUTION

➔ 1 COLLABORATEUR EN MONGOLIE

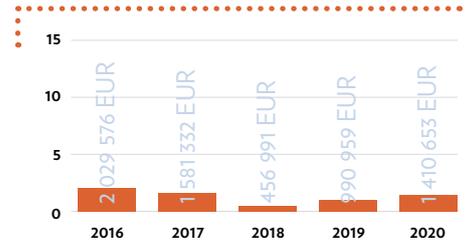


1,21 %

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

1,41 M EUR MIS EN ŒUVRE EN 2020

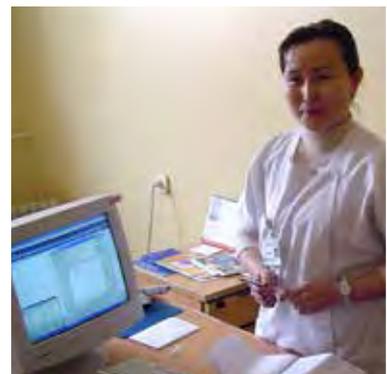
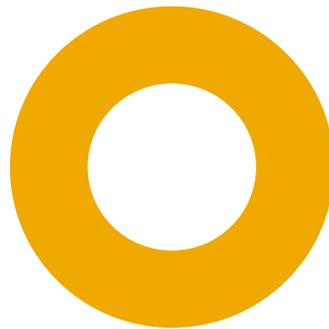
Déboursements



Distribution des déboursements par secteurs



100 %
SANTÉ



Ce projet, qui appuie le secteur de la santé en soutenant la lutte contre les maladies cardiovasculaires, a été conçu comme l'ultime phase d'une intervention qui a démarré en 2002 et qui s'est déroulée au cours de trois phases précédentes. Par conséquent, l'accent est mis sur le renforcement des capacités visant à garantir un transfert de responsabilité en ce qui concerne la gestion des activités du projet. Dans la continuité des phases précédentes, les bénéficiaires directs du projet sont tous les hôpitaux impliqués à travers le pays ainsi que le Centre national de cardiologie. Les bénéficiaires finaux sont, quant à eux, les patients souffrant de maladies cardiovasculaires ainsi que l'ensemble de la population mongole qui pourra à l'avenir profiter de la mise à niveau du Centre national de cardiologie et de tous les services cardiovasculaires du pays.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À AMÉLIORER LA SANTÉ DE LA POPULATION MONGOLE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer les services de santé au niveau des maladies cardiovasculaires dans tout le pays et, plus particulièrement, le Centre national de cardiologie.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- consolidation du réseau national de télémédecine ;
- renforcement des activités de chirurgie cardiaque ;
- consolidation des activités de diagnostic et de prévention des maladies cardiovasculaires ;
- développement et renforcement des fonctions stratégiques et de gestion du Centre national de cardiologie.



 Budget

4 500 000 EUR

Durée du projet

2017	2018	2019	2020	2021
------	------	------	------	------

FAITS MARQUANTS*

181

En 2020, le service de chirurgie cardiaque de l'hôpital Shastin a effectué 178 opérations à cœur ouvert et trois opérations vasculaires majeures. 100 % de ces interventions ont été effectuées par des chirurgiens mongols expérimentés et sans appui de missions chirurgicales externes, en raison de la pandémie de Covid.

99,4 %

Pour se prémunir de la COVID-19, la fourniture de matériels et d'équipements dédiés à la prévention des infections dans le service de chirurgie cardiovasculaire de l'hôpital Shastin a doublé, améliorant les conditions d'hygiène de ce département hospitalier de 90,6 % (2019) à 99,4 % en 2020.

17,3 ‰

Le taux de mortalité due aux maladies cardiovasculaires a diminué, passant à 18 pour 10 000 habitants en 2019 (contre 24,3 en 2003). Cet indicateur diminue progressivement vers l'objectif de 17 pour 10 000. Bien que le rôle du projet dans cette diminution doit être considéré avec prudence, il est important de noter que le projet MON/006 a joué un rôle majeur dans le développement du programme national de prévention des maladies cardiovasculaires.

470

patients atteints d'insuffisance cardiaque (stade terminal de la maladie cardiaque) sont inscrits au programme dédié à ces pathologies et suivis par l'équipe spécialisée qui a été formée dans le cadre des activités du projet au cours des années précédentes. En 2020, cette équipe a travaillé à l'élaboration d'une directive nationale pour la gestion des maladies, qui a été approuvée par le ministère de la Santé.

21

Grâce à la livraison d'équipements d'analyses immunitaires dans 21 hôpitaux provinciaux et deux districts isolés, tous ces établissements sont désormais en mesure de diagnostiquer rapidement sur place les maladies à haut risque, telles que l'infarctus du myocarde et la thrombose.

377

Pour la toute première fois, la Conférence nationale cardiovasculaire s'est tenue sous forme numérique et avec succès, avec 377 participants et plus de 7 000 vues sur Facebook.

* Liste non exhaustive

Le projet MAE/013 met à disposition du FCCF une assistance technique pour lui permettre de constituer son portefeuille d'investissement focalisé sur les forêts dégradées et secondaires d'Amérique centrale.

OBJECTIF

APPUYER LE FCCF POUR IDENTIFIER DES OPPORTUNITÉS
D'INVESTISSEMENT DANS DES FORÊTS DÉGRADÉES OU SECONDAIRES ET
RENFORCER LES CAPACITÉS DES PROPRIÉTAIRES À GÉRER LEURS FORÊTS
DE FAÇON DURABLE

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- réaliser des études de faisabilité pour étudier notamment la productivité des forêts et les chaînes de valeurs existantes ;
- promouvoir la certification *Forest Stewardship Council* (FSC®) ;
- former les forestiers à la gestion sylvicole durable ;
- capitaliser et partager des connaissances sur les modèles commerciaux adaptés aux spécificités des forêts tropicales secondaires ;
- développer des indicateurs sociaux et environnementaux qui permettent d'assurer un monitoring d'impact ;
- appuyer la réflexion sur l'évolution nécessaire du cadre légal ;
- contribuer au Luxembourg et au niveau international à l'intérêt croissant pour le financement climatique.



Durée du projet

2015	2016	2017	2018
2019	2020	2021	2022

Budget

2 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS*



Élaboration d'un guide pour la recherche et la mise en œuvre de nouvelles surfaces forestières FCCF et donc opportunités d'investissement en Amérique centrale.



Élaboration d'un manuel de l'utilisateur pour l'application mobile « Censo Pro » qui permet de faire le recensement forestier en accord avec les principes du FCCF.



Création d'un guide pour faciliter l'identification et l'analyse des nouveaux bois ainsi que les essais, analyses et propositions de type de produits possibles à partir des bois de forêts secondaires et dégradées.



Suite à la mise en place de la cellule régionale d'appui technique et de gestion administrative, des progrès sont notés dans l'élaboration de business plans, la promotion d'une meilleure gouvernance, gestion financière et organisation interne, la construction d'une vision commune et d'une communication interne sur les bénéfices environnementaux et sociaux.



Focus sur la promotion des synergies entre :

- les entreprises du FCCF ;
- la recherche d'opportunités de marchés et d'exportations ; et
- l'acquisition de matériels industriels.



Élaboration d'un guide pour une politique d'approvisionnement équitable.

* Liste non exhaustive

Le secteur privé est de plus en plus reconnu comme partenaire indispensable pour atteindre les objectifs fixés en matière de développement. Le projet MAE/014 consiste à encourager, à travers une facilité de financement appelée *Business Partnership Facility* (BPF), le secteur privé luxembourgeois et européen à s'associer avec des partenaires de pays en développement pour mettre en place des projets commerciaux durables.

Depuis 2016, la BPF a soutenu 30 projets dans six secteurs d'activité prédéfinis. Les projets portent essentiellement sur le développement d'application informatique mais aussi le développement de nouvelles filières agricoles, les énergies renouvelables, des études ou encore l'acquisition d'équipements.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET À LA CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Créer de la valeur à travers le renforcement des synergies à vocation commerciale et le transfert de savoir-faire entre opérateurs privés du nord et acteurs du sud.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

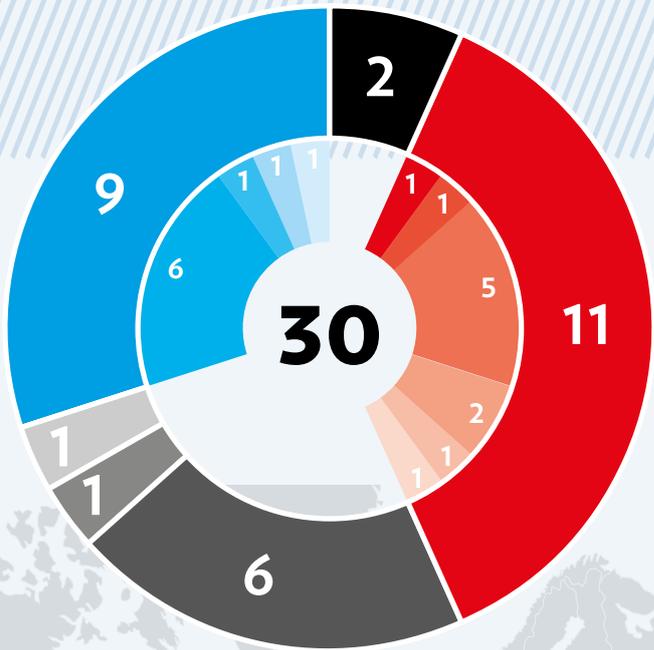
- lancement annuel d'un appel à projets avec un processus de sélection en deux étapes ;
- sélection et suivi des projets effectué en collaboration entre le ministère des Affaires étrangères et européennes, le ministère de l'Économie, la Chambre de commerce et LuxDev ;
- projets conçus, développés, présentés et portés par le secteur privé luxembourgeois ou européen ;
- partenariats entre le secteur privé luxembourgeois/européen et des acteurs privés, publics ou de la société civile des pays en développement ;
- six secteurs d'activité : le CleanTech, éco-innovation et économie circulaire, l'espace, les Fintech, le HealthTech, la mobilité et la logistique et les Technologies de l'information et de la communication (TIC)
- la BPF cible tous les pays en développement éligibles à l'aide publique au développement, tels que définis par le Comité d'aide au développement de l'OCDE ;
- la sélection des projets se base sur le caractère innovant du projet :
 - sa viabilité économique à travers la présentation d'un plan d'affaires,
 - le partenariat avec le partenaire local, notamment l'intérêt commun formel entre les partenaires et la responsabilité mutuelle,
 - les résultats attendus et les indicateurs associés,
 - l'additionalité du cofinancement par la facilité BPF,
 - la neutralité (ne pas créer de distorsions du marché),
 - l'effet de démonstration et la répliquabilité,
 - le respect des normes sociales, environnementales et fiscales, et
 - un engagement formel en faveur des droits de l'homme ;
- cofinancement de la BPF sous forme de don à hauteur de maximum 50 % du coût du projet avec un plafond de 200 000 EUR.

Budget

7 000 000 EUR

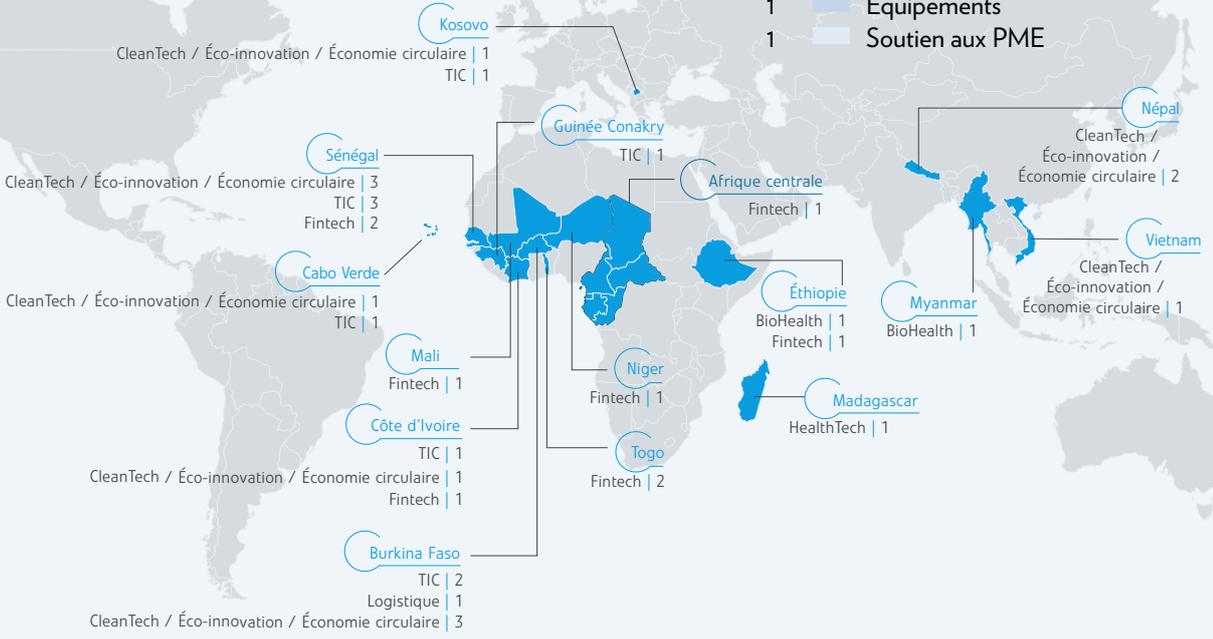
Durée du projet

2016	2017	2018	2019
2020	2021	2022	2023



30 projets

- 2 **BIOHEALTH**
- 11 **CLEANTECH, ÉCO-INNOVATION ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE**
 - 1 Application informatique
 - 1 R&D
 - 5 Filière agricole
 - 2 Énergies renouvelables
 - 1 Études
 - 1 Filière cosmétique
- 6 **FINTECH**
- 1 **HEALTHTECH**
- 1 **LOGISTIQUE**
- 9 **TIC**
 - 6 Application informatique
 - 1 Études
 - 1 Équipements
 - 1 Soutien aux PME



Le projet MAE/015 est le premier projet de la Coopération luxembourgeoise entièrement dédié à la sécurité du personnel de terrain du ministère des Affaires étrangères et européennes et de LuxDev en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal).

OBJECTIF GLOBAL

FACILITER LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS ET PROGRAMMES DE LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE DANS UN CONTEXTE SÉCURITAIRE DÉGRADÉ

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la sécurité des équipes sur le terrain.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- établissement d'une politique et de procédures en matière de sûreté-sécurité ;
- renforcement de la protection du personnel à travers la sécurisation physique des missions diplomatiques, des bureaux et des résidences des collaborateurs expatriés ;
- renforcement de la protection des collaborateurs lors de leurs déplacements ;
- amélioration de la capacité de gestion de la sécurité à travers des formations et des moyens de communication renforcés.



Budget

749 261 EUR

Durée du projet

2019

2020

2021

FAITS MARQUANTS*



Sécurisation passive des bureaux pays de LuxDev et des ambassades de Niamey, Ouagadougou et Dakar ainsi que des résidences du personnel expatrié (la sécurisation active, c'est à dire le gardiennage 24/7 des bureaux et résidences étant effective sous d'autres budgets que le MAE/015).



Mise en œuvre d'un plan d'action élaboré conjointement par les équipes siège et terrain du MAEE et de LuxDev.



Mise à niveau des équipements minimum de sécurité des flottes véhicules y compris la géolocalisation.



Élaboration de la politique sûreté-sécurité de LuxDev.



Organisation de diverses formations telles que premiers secours, incendie, *Hostile Environment Awareness Training*, et conduite en zone hostile.



* Liste non exhaustive

Le Fonds d'assistance technique régionale est un instrument permettant d'accompagner et de suivre des projets et financements de la Coopération luxembourgeoise en Amérique centrale.

Durée du projet

2020 2021 2022

Budget

200 000 EUR

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer les capacités des partenaires existants de la Coopération au développement en Amérique centrale à l'exception des trois projets bilatéraux au Salvador, qui disposent déjà du fonds d'assistance technique du projet SVD/024.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des chaînes alimentaires et des capacités des communautés vulnérables et petits producteurs agricoles pour faire face aux effets du changement climatique et désastres naturels ;
- appui au montage et mise en œuvre du fonds de coopération sud-sud et triangulaire du Système d'intégration centraméricain.

FAITS MARQUANTS*



Financement d'une assistance technique pour la mitigation des changements climatiques sur la côte caraïbe, en partenariat avec le Programme mondial alimentaire et le Système national de prévention des désastres.



Financement d'une assistance technique pour l'évaluation des mécanismes de financements du Fonds d'appui à la Société civile au Nicaragua (2016-2020).

* Liste non exhaustive



CONTRIBUTION AU FONDS BLOC SMART AFRICA

Le fonds d'investissement BLOC Smart Africa, qui envisage de lever 100 MEUR, est le résultat d'un partenariat entre la société de droit luxembourgeoise Bamboo Capital Partners et Smart Africa, un réseau de 30 états africains visant la création d'un marché numérique unique sur le continent africain.

Le MAE/018 concerne la gestion d'une contribution luxembourgeoise de 5 000 000 EUR à ce fonds devant servir de catalyseur pour drainer des investissements privés au profit de l'atteinte des objectifs de développement durable.

Durée du projet

2020 2021 2022

Budget

5 000 000 EUR

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- accélérer le recours aux nouvelles technologies avec un focus sur le continent africain dans le but de contribuer à la lutte contre la pauvreté et d'adresser les défis environnementaux à grande échelle, à travers un développement plus durable, une croissance économique inclusive et un impact social à long terme.
- focus sur les secteurs de l'inclusion financière, de l'agro-industrie, de l'accès aux énergies propres, des soins de santé et de l'éducation, dans lesquels sont examinés les domaines dans lesquels des technologies innovantes peuvent ouvrir la voie à de nouvelles opportunités d'investissements et améliorer l'accès, l'accessibilité financière et la durabilité des produits et services essentiels pour les communautés à revenus faibles et intermédiaires des marchés en développement.

FAITS MARQUANTS*



Signature en octobre 2020 de l'accord d'engagement au fonds BLOC Smart Africa. Cet engagement, ensemble avec celui de la Côte d'Ivoire de 5 000 000 EUR, a permis à Bamboo Capital Partners de démarrer la première période de clôture du fonds avec des appels à capital pour le Luxembourg de 1 500 000 EUR en 2020.



Quatre autres états africains ont également signé des lettres d'intention pour devenir membres fondateurs.

176

Avec 176 opportunités d'investissement dans le pipeline, dont 11 au stade de due diligence avancée (CleanTech en Afrique de l'Ouest et FinTech en Afrique centrale), Bamboo avait prévu de démarrer les investissements au courant du premier trimestre 2021.

* Liste non exhaustive

Dans le contexte de la lutte contre la pandémie de COVID-19 qui sévit dans l'ensemble des pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, le gouvernement luxembourgeois a souhaité apporter son appui, à travers LuxDev, aux gouvernements partenaires pour lutter contre les effets de la pandémie.

Le MAEE a ainsi mandaté LuxDev pour une durée de deux ans. Si l'Agence a contribué à la sélection des projets, son rôle et sa responsabilité consistent essentiellement à assurer la gestion et le suivi/rapportage administratif et financier des programmes bénéficiant de ces actions.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- conventions avec des organisations des Nations unies et des partenaires européens bien positionnés sur le secteur de la santé ;
- les programmes luxembourgeois pouvant intervenir efficacement et directement auprès des bénéficiaires comme c'est notamment le cas au Sénégal, au Laos ou encore en Mongolie.

FAITS MARQUANTS*



Signature du mandat d'exécution MAE/020 le 30 avril 2020.



Validation par le MAEE de 23 fiches d'actions de lutte contre la pandémie.

EXEMPLES D' ACTIONS

CABO VERDE

Une aide d'urgence a été fournie aux municipalités afin d'appuyer les conseils municipaux pour la mise en œuvre du plan d'urgence national et des mesures de protection sociale en agissant sur :

- l'information et la sensibilisation des habitants sur la COVID-19 ;
- le renforcement de l'assainissement et de la désinfection des localités ;
- le soutien aux personnes du secteur informel qui, en raison de mesures de restriction, sont privées de revenus ;
- le soutien logistique à la mise en œuvre des mesures gouvernementales visant à atténuer les effets de la COVID-19 sur l'économie et la société ;
- le renforcement de la protection civile/des gardes municipaux afin de garantir l'ordre social et d'apporter un soutien aux populations susceptibles de diffuser le virus.

 Budget

18 500 000 EUR

Durée du projet

2020	2021	2022

Une ambulance de l'antenne Nord du SAMU au Centre de réception et de régulation des appels (CRRA) de Saint-Louis, Sénégal



EXEMPLES D' ACTIONS

MALI

Un appui a été mis en œuvre dans le cadre de l'objectif stratégique n°1 du plan stratégique du Programme alimentaire mondial, « Assistance alimentaire et nutritionnelle en situation d'urgence », visant à assurer la continuité de l'assistance alimentaire et nutritionnelle essentielle aux populations vulnérables via les actions reprises ci-dessous :

- fourniture d'une assistance alimentaire et nutritionnelle essentielle au centre et au nord du Mali pour 1,3 million de personnes ;
- effectuer des transferts en espèces durant 14 jours à 50 000 personnes touchées par les restrictions liées à la COVID-19.

KOSOVO

Un appui a été octroyé au Programme des Nations unies pour le développement pour atténuer l'impact de la crise sanitaire et humanitaire liée à la COVID-19 en fournissant des kits de diagnostic et en offrant une protection sociale de base aux groupes les plus vulnérables.

NIGER

Une contribution a été apportée au Plan de soutien 2020 aux populations vulnérables du Niger dans le contexte de la COVID-19 dont l'objectif est d'assurer une assistance alimentaire aux populations vulnérables.

LAOS

Les capacités de diagnostic de la COVID-19 au Laos et de transmission des résultats aux hôpitaux et au ministère de la Santé ont été renforcées à travers un appui à l'Institut Pasteur au Laos.

SÉNÉGAL

Les services d'urgence et de réanimation « Contrat de performance SAMU » ont été mis aux normes.

EL SALVADOR

Vingt-deux unités de vigilance épidémiologique ont été créées en appui au système national de santé en vue d'améliorer la prise en charge des patients atteints de la COVID-19 et de former 44 professionnels de santé en épidémiologie.

* Liste non exhaustive

Le programme SSNUP vise à cofinancer des projets d'assistance technique portés par les facilités d'assistance technique de différents investisseurs dans des filières agricoles pertinentes en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Il prévoit de renforcer durablement les filets de sécurité d'environ trois millions de petites exploitations familiales agricoles, en vue d'une amélioration du bien-être de 15 millions de personnes vulnérables et à faibles revenus. La cible principale sont les acteurs des chaînes de valeur agricoles qui sont déjà des bénéficiaires ou des bénéficiaires potentiels des investisseurs d'impact partenaires. L'objectif des appuis en assistance technique est de développer, tester et mettre à l'échelle des instruments de mitigation et d'adaptation des risques agricoles pour renforcer les chaînes de valeur agricoles

OBJECTIF GLOBAL

**RENFORCEMENT DURABLE DES FILETS DE SÉCURITÉ
D'ENVIRON TROIS MILLIONS DE PETITES EXPLOITATIONS
FAMILIALES AGRICOLES, CE QUI DEVRAIT SE TRADUIRE
PAR UNE AMÉLIORATION DU BIEN-ÊTRE DE 15 MILLIONS**

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- trois millions de petites exploitations familiales améliorent leur productivité et/ou résilience en utilisant des solutions améliorées d'atténuation et de transfert des risques agricoles, et en adoptant des pratiques agricoles plus durables et adaptées au climat, en accord avec les principes agro-écologiques ;
- des chaînes de valeur agricoles renforcées, adoptant des pratiques commerciales plus durables d'un point de vue environnemental et social, génèrent des emplois et des revenus améliorés, ainsi qu'une sécurité alimentaire accrue ;
- augmentation des investissements et des investisseurs qui financent l'expansion des chaînes de valeur agricoles dans le respect des principes mondiaux d'investissement agricole responsable et qui adoptent des normes environnementales, sociales et de bonne gouvernance durables.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- les petits ménages et les acteurs des chaînes de valeur agricole ont accès à des services financiers et à des canaux de distribution agricoles innovants, ainsi qu'à des services innovants d'atténuation des risques agricoles et à des pratiques agricoles améliorées ;
- les acteurs des chaînes de valeur agricole sont renforcés grâce à l'amélioration des liens commerciaux et à l'accès à l'information sur les pratiques commerciales durables d'un point de vue environnemental et social, ainsi qu'à des services de renforcement des capacités internes ;
- diffusion des outils de gestion des connaissances sur l'atténuation des risques agricoles et le financement agricole.

Durée du projet

2020	2021	2022	2023
------	------	------	------

Budget

3 000 000 EUR

existantes et mener à une amélioration des revenus ainsi que des filets de sécurité des exploitations familiales agricoles. Ces appuis favoriseront également l'adoption de pratiques commerciales plus responsables et durables et de pratiques agricoles climato-intelligentes et conformes aux principes agro-écologiques. Le programme prévoit d'intervenir dans des pays à faibles revenus, ainsi que dans certains pays à revenus intermédiaires en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans les Caraïbes, avec un accent sur l'Afrique subsaharienne. Cofinancé pour le moment par les Coopérations suisse et luxembourgeoise, il est coordonné par ADA. LuxDev conseillera et/ou représentera le gouvernement luxembourgeois au comité de pilotage et participera aux comités de sélection des propositions d'assistance technique.

DE PERSONNES VULNÉRABLES ET À FAIBLES REVENUS, À TRAVERS UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE DE DÉVELOPPEMENT DES CHÂÎNES DE VALEUR AGRICOLES

FAITS MARQUANTS*



* Liste non exhaustive



En janvier 2016, la Commission européenne a invité quatre agences (Enabel, British Council, GIZ et LuxDev) à participer à la formulation et à la mise en œuvre d'un projet visant à fournir aux pays partenaires une expertise de haut niveau ainsi que des outils permettant de dispenser un enseignement et une formation professionnels inclusifs et contribuer à l'employabilité pour tous. Au cours de 2016 et du premier semestre de 2017, les quatre agences ont mis au point le concept et la méthodologie du projet, décidé de la répartition du travail et des modalités contractuelles entre elles, et signé un accord de co-délégation avec la Commission européenne.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES RÉFORMES DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE AFIN QU'ELLES SOIENT DAVANTAGE AXÉES SUR LA DEMANDE ET LES BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL TOUT EN OFFRANT UN ACCÈS ACCRU À L'(AUTO-)EMPLOI, Y COMPRIS POUR LES GROUPES DÉFAVORISÉS.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Fournir aux pays partenaires le savoir-faire, les outils et les conseils nécessaires pour améliorer la réactivité face au marché du travail, des réformes, stratégies et plans d'action relatifs à l'éducation et à la formation professionnelle.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- fournir des outils et des conseils au système d'éducation et de formation professionnelle et à l'analyse du marché du travail, afin d'aider les parties prenantes locales à améliorer les programmes d'éducation et de formation professionnelle fondés sur des bases factuelles, et de servir de base à des décisions stratégiques éclairées répondant aux besoins démographiques, économiques et du marché du travail ;
- élaborer et fournir des outils et des conseils nécessaires à la mise en place de mécanismes de consultation durables et à la participation active du secteur privé dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle ;
- capaciter les acteurs locaux à promouvoir les formations en matière d'éducation et de formation professionnelle inclusive, pour le secteur formel et informel ;
- orienter les méthodologies et les approches en vue de soutenir l'intégration de groupes défavorisés sur le marché du travail et au sein de l'éducation et de la formation professionnelle.

REMARQUES

Quatre résultats sont prévus dans le document technique et financier mais LuxDev n'est actif que dans le deuxième.

Le présent rapport ne donne que des informations sur les activités et les résultats pour lesquels LuxDev a été directement impliquée.

Les activités et les réalisations de l'ensemble du projet Vet toolbox figurent dans le rapport d'avancement 2020 du projet.

Durée du projet		
2017	2018	2019
2020	2021	2022

 Budget } UE / gouvernement allemand
 933 361 EUR

FAITS MARQUANTS

ACTIVITÉ 1

En réaction à la situation sanitaire, différents ateliers ont été organisés grâce à l'utilisation de webinaires. Deux webinaires sur le financement alternatif de l'enseignement et la formation techniques et professionnels ont été organisés à travers deux plateformes différentes :

- **EC-Archipelago**
Organisé en octobre, ce webinaire a rassemblé une centaine de participants. Le public était composé d'employeurs, de travailleurs, de membres de gouvernements d'Afrique de l'Ouest. Le webinaire portait principalement sur des exemples de fonds de formation et d'organisations d'employeurs.
- **EC-VET-Toolbox 1**
Organisé en décembre 2020 pour un public de plus de 100 participants composés principalement de directeurs de centres de formation professionnelle et d'organisations d'employeurs, ce webinaire portait essentiellement sur les fonds de formation à travers le monde avec des exemples issus de la Barbade et du Sénégal.

ACTIVITÉ 2

Plusieurs instruments liés au mode d'apprentissage formel et informel ont été élaborés :

- la boîte à outils sur l'apprentissage de qualité a été adaptée à la région francophone d'Afrique de l'Ouest en collaboration avec le Centre interaméricain pour le développement de la connaissance dans la formation professionnelle de l'Organisation internationale du travail ;
- la rédaction d'une note d'orientation sur l'apprentissage informel a été initiée ;
- des tutoriels vidéo en français et en anglais, qui seront utilisés pour les formations à venir, ont été tournés par le Service brésilien sur l'apprentissage industriel dans la continuité du manuel de formation sur le management de centres de formation professionnelle ; et
- un outil permettant de faciliter l'enseignement et la formation techniques et professionnels sous forme d'*e-learning* a été élaboré en collaboration avec le Service brésilien sur l'apprentissage industriel.

ACTIVITÉ 3

Un jumelage Sud-Sud, le premier pour VET-Toolbox , a été établi entre le VTC CEFAM-Louga au Sénégal et le VTC Mazayaki de Dosso au Niger en août 2020. Un premier échange et une visite ont été organisés. Une délégation du Sénégal s'est rendue au Niger sous la coordination de LuxDev. Il s'agissait d'un échange sur des modules traitant des aspects administratifs, financiers, matériels, de gestion ainsi que sur l'approche pédagogique. Salué par toutes les parties prenantes, la prochaine étape est la visite d'une délégation du Niger au Sénégal.



Le VET-Toolbox 2 est un projet conjoint impliquant cinq agences : British Council, Expertise France, Enabel, GIZ et LuxDev. Il s'appuie sur son programme jumeau, le VET-Toolbox 1 (détails du projet page précédente). Pour augmenter leur efficacité, ces deux projets partagent une infrastructure commune. Ils partagent également l'objectif commun d'améliorer l'enseignement et de la formation professionnels dans leurs pays cibles. Le VET-Toolbox 2 vise à fournir des solutions de formation améliorées à l'appui des investissements, avec un large éventail d'acteurs au niveau local et à transformer des investissements concrets en moteurs de croissance économique inclusive de développement social et de création d'emplois.

OBJECTIF GLOBAL

SOUTENIR LES BESOINS EN CAPITAL HUMAIN DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA CHAÎNE DE VALEUR AINSI QUE D'APPROVISIONNEMENT DANS CERTAINS PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer le développement des compétences axées sur la demande et les services de l'enseignement et de la formation professionnels afin qu'ils soient en mesure de répondre aux besoins d'investissement de certains pays d'Afrique subsaharienne.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- faire progresser le dialogue à la fois sur le développement des compétences et sur l'enseignement et la formation professionnels orientés vers l'emploi entre les institutions de formation professionnelle, les entreprises, les institutions nationales et les associations concernées, bénéficiant des investissements européens ;
- renforcer les capacités et fournir la formation nécessaire pour le développement des compétences axé sur la demande et l'enseignement et la formation professionnels en offrant, entre autres, un soutien aux prestataires de formation locaux et en renforçant la formation interne ;
- stimuler l'échange de connaissances sur les leçons apprises d'une part, de l'expérience pratique du développement des compétences axées sur l'emploi et d'autre part, de l'enseignement et de la formation professionnels dans les contextes d'investissement.

REMARQUES

Le présent rapport ne donne que des informations sur les activités et les résultats pour lesquels LuxDev a été directement impliquée.

Les activités et les réalisations de l'ensemble du projet VET-Toolbox figurent dans le rapport d'avancement 2020 du projet.



 **Budget**
1 287 409 EUR } Union européenne

FAITS MARQUANTS*



Signature de l'accord en novembre.



Phase d'exploration de la VET-Toolbox 2 en décembre.



Échange avec la délégation de l'Union européenne à Dakar pour une présentation claire de l'intervention à travers une e-conférence (des participants de l'enseignement et la formation techniques et professionnels, du Plan d'investissement externe et du secteur privé étaient présents et en relation avec l'Association des chambres de commerce et d'industrie européennes en tant qu'autre collaborateur).



Rencontres en ligne avec le chef des bailleurs de fonds de l'enseignement et la formation techniques et professionnels au Sénégal et Enabel.



Nomination à Dakar de l'officier de liaison local pour le VET-Toolbox 2.

PERSPECTIVES POUR 2021

- l'action 2021 visera à promouvoir l'emploi par le développement des compétences, parallèlement aux investissements du secteur privé, en coopération avec les acteurs des secteurs public et privé dans 11 pays, dont le Sénégal ;
- préparer l'action à travers une présentation des enjeux du VET-Toolbox 2 aux principales entités individuellement et en personne ;
- promouvoir une participation active des principales parties prenantes pour définir les objectifs, les méthodologies, les contributions propres et les contributions VET-Toolbox dans une proposition conjointe formelle, incluant le calendrier ;
- canaliser les différentes propositions des homologues (centres de formation professionnelle, entreprises, etc.) approuvées par la délégation de l'Union européenne.

* Liste non exhaustive



2020

RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE DANS LES PAYS D'INTERVENTION (EUR)

BUREAU BURKINA FASO	Déboursés 2019	Déboursés 2020
Total bureau	12 040 967	14 687 827

BUREAU CABO VERDE	Déboursés 2019	Déboursés 2020
Total bureau	9 614 136	8 199 798

BUREAU MALI	Déboursés 2019	Déboursés 2020
Total bureau	14 384 301	13 436 145

BUREAU NIGER	Déboursés 2019	Déboursés 2020
Total bureau	27 212 686	32 669 778

BUREAU SÉNÉGAL	Déboursés 2019	Déboursés 2020
Total bureau	19 450 384	9 316 593

BUREAU KOSOVO	Déboursés 2019	Déboursés 2020
Total bureau	2 843 139	1 636 446

BUREAU RÉGIONAL DE VIENTIANE	Déboursés 2019	Déboursés 2020
Total bureau	24 014 357	18 327 065
Laos	16 039 290	13 682 076
Myanmar	3 660 748	3 223 467
Vietnam	4 314 318	1 421 522

BUREAU RÉGIONAL DE MANAGUA	Déboursés 2019	Déboursés 2020
Total bureau	3 773 023	250 698
Nicaragua	3 496 392	2 378
El Salvador	276 632	248 320

GESTION DIRECTE	Déboursés 2019	Déboursés 2020
Total	2 606 040	18 685 951
Afrique régionale	29 485	-518 360**
Europe	-	77 783
Mongolie	990 959	1 410 653
Autres (formation, etc.)	1 585 596	410 781
MAE	-	17 305 094

Total	115 939 034	117 210 302
--------------	--------------------	--------------------

* Programmes et projets en phase de formulation et exécution en 2020.
** Retour de fonds lié à l'accord bipartite avec l'Union africaine.



LUXDEV

A 10, rue de la Grève | L-1643 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | F +352 29 58 58 200 | E contact@luxdev.lu

 facebook.com/LuxDevHQ



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au développement